

L'ÉVOLUTION DE L'AGRICULTURE FRANÇAISE DU RÉGIME FONCIER AU RÉGIME CORPORATIF

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue, le 24 Mai 1937 à 14 heures

PAR

L. SALLERON

Président : M. W. OUALID

Suffragants { MM. G. PIROU
 { ROGER PICARD

PARIS



92, RUE BONAPARTE (VI)

1937



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**L'ÉVOLUTION
DE L'AGRICULTURE FRANÇAISE
DU RÉGIME FONCIER
AU RÉGIME CORPORATIF**

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

L'ÉVOLUTION DE L'AGRICULTURE FRANÇAISE DU RÉGIME FONCIER AU RÉGIME CORPORATIF

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue, le 24 Mai 1937 à 14 heures

PAR

L. SALLERON

Président : M. W. OUALID

Suffragants { MM. G. PIROU
 { ROGER PICARD

PARIS



92, RUE BONAPARTE (VI)

1937



INTRODUCTION

Nous nous proposons, dans les pages qui suivent, de retracer *l'évolution de l'agriculture française du régime foncier au régime corporatif*.

Par « régime foncier » nous entendons le régime juridique et économique de *l'exploitation paysanne*.

Par « régime corporatif » nous entendons le régime juridique et économique de *l'association paysanne*.

Parlant de l'évolution du régime foncier au régime corporatif, nous ne voulons pas dire que celui-ci doit remplacer celui-là, nous prétendons au contraire qu'il doit le sauver et qu'il est le seul instrument de ce salut.

En quoi ce régime corporatif se distingue-t-il du droit d'association actuel? Il s'en distingue de plusieurs manières — qu'on verra — et d'abord parce qu'il ne se fonde pas sur *la* liberté — sur cette liberté absolue dont M. Joseph Barthélemy dit qu'elle est « une et indivisible » ou qu'elle n'est pas.

En réalité, il n'y a pas de liberté absolue. Il n'y a que des libertés relatives. Ces libertés, mouvantes, concrètes et contingentes, sont des biens positifs qui se développent dans un ordre supérieur à elles. Chaque liberté trouve une limite dans une autre liberté. Leur aménagement et leur hiérarchie supposent un pouvoir qui les garantisse.

L'analyse de la notion de *liberté* ramène celle-ci, comme l'a noté Maurras, à la notion de *pouvoir*. C'est pourquoi la sauvegarde des multiples libertés dont se

compose toute civilisation suppose nécessairement un pouvoir qui les ordonne et les discipline. Poser la liberté comme le bien essentiel d'où tout bien doit découler, c'est ouvrir la porte à la seule force. Une liberté absolue ne serait qu'un pouvoir absolu. Le mot de *liberté* ne couvrirait plus que le fait de *tyrannie*.

Le régime social sous lequel nous vivons a donné trop d'importance à la notion de liberté. C'est, en effet, sous le couvert de cette liberté que sont nés les pouvoirs redoutables des syndicats et des trusts qui échappent au pouvoir de l'Etat. Les plus faibles ont été écrasés au nom de la liberté. Mais l'Etat y a perdu de sa vigueur. Ce qu'il garde lui sert à lutter contre ses rivaux. Au jeu d'une guerre et d'une corruption mutuelle tout le corps social s'affaiblit et la personne humaine voit ses libertés compromises dans le conflit qui choque entre eux les féodaux du régime libéral.

Quand nous demandons l'instauration d'un régime corporatif, c'est donc, en rigueur de termes, le contraire d'une atteinte à la liberté. Nous revendiquons le relèvement de ces libertés particulières qu'étouffent actuellement les pouvoirs exorbitants des maîtres variés de l'heure. Aux puissances amORALES qui se partagent la clientèle de nos activités isolées, nous voulons que se substitue la puissance juste de l'Etat. Celui-ci a seule vocation à opérer une redistribution des libertés particulières. Un régime corporatif a besoin de l'Etat pour permettre l'association des plus faibles. C'est en quoi il s'oppose à un régime libéral dans lequel les plus forts seuls se groupent pour dominer. Il consacre la revanche du travail sur le capital, celle de la personne sur l'argent, celle de l'Etat sur la finance.

A la question si souvent posée : « Que deviendra la liberté en régime corporatif ? » nous répondons donc tranquillement : « Elle deviendra *juste*. »

Que si pour quelques-uns le principe de justice est une pure chimère, nous leur reconnaissons une parfaite

logique dans leur défense du libéralisme. De quel droit le droit du plus fort ne serait-il pas le meilleur?

Pour nous, la conception d'un ordre humain ne s'isole pas d'une conception des valeurs humaines. Nous sommes assez modestes pour ne pas fixer à l'humanité l'ordre éternel de ses biens pratiques. Nous sommes assez orgueilleux pour penser que notre raison peut tracer des limites à l'éruption de forces qui écrasent certains d'entre les hommes ou le plus grand nombre d'entre eux.

D'où le régime corporatif.

Qu'à une époque passée il ait pu s'agir de libérer le paysan d'une domination seigneuriale, fort bien! Le principe de la liberté individuelle a eu son sens et son utilité contre une féodalité locale qui avait perdu sa raison d'être.

Aujourd'hui la liberté individuelle subit la domination de collectivités dissimulées qui composent des féodalités financières. C'est pour consolider cette liberté et la rendre effective que nous voulons l'axer sur la corporation. Le cadre juridique qui permettra la défense de l'homme contre le tyran collectif anonyme, c'est la corporation — qui est le groupe humain, groupe d'hommes réunis en tant qu'hommes, selon leurs activités productrices.

Mais, dira-t-on, ce groupe aussi pourra opprimer l'individu et sa liberté propre. C'est ici que nous touchons au cœur même du débat. Nous répondons que ce groupe *limitera* la liberté individuelle mais n'en sera pas l'oppresseur. Il sera, au contraire, le rempart contre les oppresseurs d'en haut, contre les oppresseurs lointains et insaisissables auxquels l'individu est aujourd'hui livré, pieds et poings liés.

La corporation aura nécessairement son intérêt propre qui coïncidera étroitement avec les intérêts de ses membres mais en sera distinct. Tout intérêt collectif, si étroit soit-il, est différent des intérêts individuels qu'il

représente. Ceux-ci aliènent toujours quelque chose d'eux-mêmes pour acquérir davantage du fait de leur union. Dans un régime corporatif, des libertés individuelles, aujourd'hui existantes, sont appelées à être sacrifiées. C'est pour donner naissance à une liberté corporative dans laquelle les individus retrouveront plus de sécurité, plus de pouvoir et en fin de compte plus de liberté.

Si on veut bien transposer dans le concret ces données théoriques, on les vérifiera jusqu'à l'évidence en matière de surproduction. Tels ou tels producteurs seront peut-être privés de la liberté individuelle de vendre des vins, des blés, des fruits, ou des légumes ne répondant pas à des spécifications déterminées. La collectivité corporative en profitera par la tenue des cours et l'accroissement des débouchés. Chaque producteur, à son tour, fera son profit de la loi commune.

Nous clorons le débat en disant que la somme des intérêts particuliers ne crée pas un intérêt général, tandis que l'intérêt général conditionne les intérêts particuliers.

L'intérêt corporatif est nécessaire aux intérêts individuels. La liberté corporative est la garantie des libertés individuelles.

Nier ces propositions fondamentales est, à nos yeux, paradoxe ou simple fantaisie.

Voilà ce que les sept chapitres de ce livre voudraient manifester.

Nous nous sommes efforcés d'éviter les généralités — doctrines idéales et synthèses sans analyses. Seule nous intéresse la réalité vivante. A part deux chapitres consacrés au libéralisme et au marxisme, nous ne sortons pas de l'examen des faits, que nous nous efforçons de saisir à la naissance du Droit. Nous ne voulons pas, en effet, imposer un système à la vie, mais nous entendons, au contraire, recevoir de celle-ci la leçon du gouvernement qu'elle requiert. L'important n'est pas de construire des

théories; l'important est de *voir* ce qui, sous nos yeux, nous est trop souvent invisible. Toute véritable science n'est-elle pas, en fin de compte, une *révélation* de la nature?

Dans sa profondeur et dans ses aspects les plus modernes, l'agriculture est-elle bien ce que nous la voyons? Auquel cas les lois de l'homme n'ont plus qu'à confirmer les lois de la nature.

Si l'agriculture est autre... Alors nous attendons qu'on nous la fasse connaître.



Le 24 janvier 1931, dans le rapport de conclusion qu'il présentait à la session de la Société des Agriculteurs de France, M. le Professeur Oualid disait :

« Modelée par des siècles qui en ont fait l'état unitaire qu'elle est aujourd'hui, favorisée de la nature qui l'a dotée d'un sol fertile et riche, d'un climat doux et tempéré, peuplée de races diverses mais amalgamées dans son creuset unificateur, la France résume en elle les signes d'un équilibre *démographique*, *social* et *économique* et bénéficie des effets de cet équilibre qui lui assurent son autonomie et son indépendance grâce à quoi elle peut, dans la vie internationale, obéir sans arrière-pensée à des mobiles désintéressés. »

Autonomie, indépendance — ce sont les biens les plus précieux pour un pays. S'ils nous tiennent à cœur, pensons aux conditions de leur conservation. Démographiquement, socialement, économiquement, l'équilibre de la France est dû à son agriculture. Celle-ci que la nature et les siècles ont menée à un rare état de perfection dans le régime foncier qu'ont sanctionné les codes, doit faire face à tous les progrès en recevant le régime complémentaire par lequel l'exploitation familiale s'achèvera en communauté professionnelle. Ce régime nouveau qu'annonce et que réclame l'organisation agricole dès maintenant ébauchée, c'est le régime corporatif.

L'Évolution de l'Agriculture Française du Régime Foncier au Régime Corporatif

CHAPITRE PREMIER

LE PROBLEME AGRICOLE

Pour résoudre un problème, il faut commencer par le poser correctement.

Avant d'offrir une solution au problème agricole, nous devons savoir quel est et, d'abord, s'il existe. Car on peut penser que l'agriculture soulève beaucoup de problèmes et méconnaître l'existence d'un problème agricole général dont les problèmes particuliers ne seraient que des aspects.

Nous croyons, quant à nous, que ce problème général existe.

Un examen objectif des faits juridiques et économiques nous permettra, dans ce premier chapitre, d'établir l'existence du problème agricole et d'en formuler les données.

I. — NATURE JURIDIQUE DE L'AGRICULTURE

Si nous ouvrons les Codes, qui forment l'assise et le cadre de toutes nos constructions juridiques, nous observons que la profession agricole n'y a point de place. Le législateur de l'Empire n'a pas fait, des règles qui la concernent, une branche spéciale du Droit. Au

contraire, il a voulu que ces règles fussent celles du Droit Civil et fissent partie des dispositions concernant les personnes et les biens, dispositions communes à l'ensemble des Français.

Ce n'est qu'à l'occasion d'une difficulté particulière que les auteurs de nos lois se sont posés le problème agricole : lorsqu'il s'est agi pour eux de déterminer la matière et les limites du Droit commercial. C'est donc, si l'on ose dire, d'une manière négative qu'ils ont opéré. Ayant à déterminer la compétence de la juridiction commerciale, ils ont été amenés à déclarer que celle-ci ne s'appliquait pas à l'agriculture.

Tout le monde connaît l'article 638 du Code de Commerce :

Ne seront point de la compétence des Tribunaux de Commerce les actions intentées contre un propriétaire cultivateur ou vigneron, pour vente des denrées provenant de son cru...

Cet article répond, fort exactement, au premier paragraphe de l'article 632, qui répute « acte de commerce » tout achat de denrées et marchandises pour les revendre.

— Vente de denrées provenant de son cru : l'homme est agriculteur.

— Achat de denrées pour la revente : l'homme est commerçant.

Toutes sortes de théories ont été échafaudées pour définir le critérium de l'acte de commerce. Les unes s'attachent à l'idée de spéculation, d'autres à l'idée de circulation, d'autres encore à celle d'entremise. En vérité, le Code est très net : il vise le fait originaire de l'acte. En spécifiant que la vente de denrées, provenant de son cru, ne constitue pas, de la part de l'agriculteur, un acte de Commerce, le Code souligne l'élément essentiel de la non-commercialité. Cette provenance directe de l'objet vendu, le fait que les mains du vendeur soient les premières entre lesquelles cet objet passe, c'est cela

qui constitue l'opposition de la vie agricole avec la vie commerciale, et qui fournit l'élément juridique de leur distinction. Principe général, disait Locré, qui précisait :

Le propriétaire qui vend sa laine, son fumier, sa cire, son miel, ses œufs, les volailles qu'il a élevées, ses poulains, vend les productions de son cru, tout comme celui qui se défait des grains, fruits, légumes, que sa terre lui a donnés. Aux termes de l'article 638, il ne fait pas acte de commerce (1).

L'article 632, cependant, ne se contentait pas de réputer actes de commerce « tout achat de denrées et marchandises pour les revendre » ; il énumérait encore « toute entreprise de manufacture, de commission, de transport... », les opérations bancaires, etc... Et, comme cette énumération était longue, un article 633 la continuait en ces termes : « La loi répute pareillement actes de commerce : toute entreprise de construction, etc... ».

Pourquoi cette précision dans l'énonciation des actes de commerce ?

Il suffit de se rappeler l'intention du législateur, le problème historique qu'il se proposait de résoudre.

Le Code qui va régir le Commerce, — proclamait le baron Locré — sera pur des règles qui pourraient rappeler d'injustes et dangereux mépris : s'occupant d'un intérêt universel et de premier ordre, il envisage, non plus des classes, les unes superbes, les autres humiliées, mais la masse entière des citoyens, devant qui la loi politique ouvre, indistinctement, toutes les carrières utiles ou glorieuses ; il ne demandera plus aux individus, pour leur indiquer le Tribunal qui doit les juger, ce qu'ils sont, mais ce qu'ils font.

Ce lyrisme a un sens : il signifie que le droit commercial ne sera plus celui d'une classe fermée. La *liberté* du commerce est affirmée par opposition au *privilege* des corporations.. On traduit, comme on peut, cette liberté, en faisant prévaloir, jusqu'à un certain point,

1. *L'Esprit du Code de Commerce*, par le baron Locré. Ed. 1813, t. VIII.

la *réalité de l'acte de commerce*, sur la *personnalité de l'état de marchand*. C'est cet esprit qui distingue essentiellement le Code de 1807 de la grande ordonnance de 1673 qui était, au contraire, fondée sur l'état des personnes et posait des règles pour les membres des *Corporations de Marchands*.

La solution juridique, apportée par le Code de Commerce au problème que posait la suppression des corporations, est un résultat plus important sur le terrain agricole que sur le terrain commercial.

En effet, les articles 632 et 633, qui correspondaient, à l'aube du XIX^e siècle, à la différence de fait existant entre l'activité agricole, d'une part, et l'activité commerciale ou industrielle, d'autre part, allaient dresser un obstacle infranchissable à toute notion de progrès technique pour l'agriculture.

Bientôt, le producteur devrait se résigner à devenir industriel ou commerçant, pour peu qu'il prétendit transformer ses produits ou acheter à l'extérieur la nourriture de ses animaux.

La jurisprudence est cependant longtemps incertaine. Par un arrêt du 26 juillet 1830 (1), la Cour d'Appel de Douai déclare que le Tribunal de Commerce est incompétent pour connaître des engagements d'un propriétaire qui, dans son exploitation rurale, a établi une usine pour la fabrication du sucre de betteraves :

Considérant que la fabrication du sucre indigène n'a été, de la part de Valéry-Lemaire, qu'un *accessoire de son exploitation rurale*, et un moyen de tirer un meilleur parti des fruits de ses propres terres; — qu'il n'a donc pas fait une entreprise de manufacture, dans le sens de l'article 632 du Code de Commerce...

Mais, quelques années plus tard, le 3 avril 1841, la même Cour considérait comme commerciale une autre

1. Sirey 1831, 2, 172. Cité par A. Nast, dans : *Les Coopératives agricoles devant l'impôt*, Paris, 8, rue d'Athènes, 1931.

fabrication de sucre de betteraves, en constatant, cette fois, qu'elle formait *l'objet principal de l'exploitation* (1).

Les décisions des tribunaux, dans un sens ou dans l'autre, sont innombrables. Mais, toujours, elles se réfèrent (explicitement ou implicitement) à l'article 632 du Code de Commerce. Quand elles sont favorables au producteur, c'est qu'elles estiment que les éléments constitutifs de l'entreprise de manufacture ou de l'acte commercial ne sont pas réunis. *Jamais l'article 638 n'est invoqué.* Son grand principe, souverainement clair et logique, de la spécification de l'agriculture par la vente des denrées du cru, est méconnu. Le Droit d'exception devient, peu à peu, la règle générale. *L'agriculture est condamnée à être, éternellement, au regard des Codes, ce qu'elle était, techniquement, en 1807.*



On l'a bien vu quand le problème a commencé de se poser sur le terrain fiscal.

C'est la vieille exemption d'impôt foncier, accordée aux bâtiments ruraux par l'article 85 du 3 Frimaire an VII, qui, la première, donne lieu à conflit avec l'Administration des Finances; le 30 avril 1880, nous trouvons un arrêt du Conseil d'Etat (D. P. 1881, 3, 6), qui assujettit à l'impôt un distillateur :

Considérant qu'il résulte de l'instruction que, dans les locaux pour lesquels il a été imposé, le sieur Sainte-Beuve procède à la fabrication de l'esprit de betteraves, au moyen d'un outillage fixé au sol comprenant une machine à vapeur de huit chevaux et un générateur ayant douze mètres cubes de capacité; que, si le requérant ne distille que les betteraves provenant de sa récolte, les conditions dans lesquelles il fabrique ne sauraient faire considérer les locaux qu'il emploie à cet effet comme des bâtiments ruraux exempts de la contribution foncière aux termes de l'article 85 de la loi du 3 Frimaire an VII.

1. Rép. Dalloz. Actes de Commerce, n° 162. M. Nast, op. cit.

Quelque temps après, le Conseil d'Etat condamne un cultivateur pour un moulin « muni de la plus grande partie de son outillage » et pouvant facilement être mis en état de fonctionner, bien que le propriétaire ne l'emploie que pour moudre la nourriture de ses bestiaux et pour mettre en mouvement divers instruments agricoles (arrêt du 13 mai 1887; D. P. 5, 130).

Poussant sa doctrine à l'extrême, le Conseil d'Etat va jusqu'à condamner un cultivateur qui, au moyen d'un outillage dont une partie est fixée au sol, ne soumet à la distillation, dans le bâtiment incriminé, que les eaux qui ont servi à cuire les betteraves provenant de ses terres et destinées à la nourriture de ses animaux (arrêt du 9 décembre 1887; D. P. 5, 131). L'annotateur du *Dalloz* ne peut s'empêcher de faire remarquer que la solution du Haut Tribunal lui semble rigoureuse, car les eaux soumises à la distillation servaient à une opération exclusivement agricole, la préparation de la nourriture de ses bestiaux et le procédé employé par le cultivateur était le seul dont il pût faire usage pour retirer de ses eaux les produits utilisables qu'elles contenaient.

La patente, en 1880, l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, en 1917, la taxe sur le chiffre d'affaires, allaient multiplier les conflits entre le Fisc et l'Agriculture. La jurisprudence, infiniment diverse dans l'appréciation des cas particuliers, est absolument invariable dans son esprit : l'article 632 domine tous les textes particuliers et s'impose à tous les tribunaux.

L'Administration fiscale a, d'ailleurs, fait connaître sa doctrine dans l'instruction des Contributions Directes du 31 janvier 1928 :

Les bénéfices de l'exploitation agricole — dit-elle — embrassent, d'une façon générale, les profits résultant, pour l'exploitant, de *la vente des produits de tous terrains propres à la culture* (terres, prés, vignes, vergers, jardins maraîchers, etc.).

Les produits de l'élevage, comme ceux de la culture proprement dite, rentrent également dans la catégorie des pro-

duits de l'exploitation, à laquelle appartiennent, *d'une manière générale, tous les produits du sol.* (Art. 105, § 1 et 2.)

Mais elle ajoute :

Il va sans dire que les profits réalisés par un agriculteur *sur la vente des produits autres que ceux qui proviennent de sa propre exploitation*, ne sont plus des bénéfices de l'exploitation agricole.

Quand un cultivateur vend, par exemple, des graines ou des fourrages qu'il a achetés, ou des *animaux nourris principalement avec des produits d'achat*, les gains qu'il obtient de ce chef doivent être classés dans la cédule commerciale. (Art. 107.)

Dans son chapitre consacré aux bénéfices industriels et commerciaux, l'instruction examine spécialement le cas des opérations agricoles relatives à la transformation des produits. Voici ce que nous lisons à l'article 6 :

Quand la transformation des produits agricoles est effectuée par une entreprise dont elle est l'unique objet, elle rentre, sans aucun doute, dans la catégorie des professions industrielles passibles de l'impôt.

Mais, si elle est opérée par un agriculteur et porte sur les seuls produits de son exploitation agricole, il y a lieu de faire une distinction.

Lorsqu'elle n'est que *le prolongement normal et usuel des opérations agricoles*, les profits qui en résultent constituent un élément du revenu qui est atteint par l'impôt sur les bénéfices agricoles. Ainsi l'agriculteur qui fabrique du fromage ou du beurre avec le lait de ses animaux, le viticulteur qui distille le marc de sa vendange ou le vin de sa récolte, ne sont pas susceptibles d'être assujettis, de ce chef, à l'impôt sur les B. I. C., attendu que ces opérations sont d'usage courant dans les exploitations agricoles ou viticoles.

Par contre, lorsque les transformations effectuées sortent des usages normaux de la profession agricole et comportent la possession d'une *installation industrielle*, l'agriculteur qui s'y livre en retire des profits qui ne rentrent plus dans la cédule des bénéfices agricoles, et qui appartiennent à celle des bénéfices industriels.

Comme si ces principes n'étaient pas assez assurés, et dans la crainte que certaines industries pussent se

prévaloir d'échapper à l'article 632 du Code de Commerce, l'instruction précise :

Si (toutefois), les indications fournies par le Code de Commerce sont à retenir en vue de la distinction qui doit être établie pour l'assiette de l'impôt entre les professions commerciales et les professions non commerciales, la jurisprudence résultant des jugements des Tribunaux de Commerce ne peut servir de guide absolu.

En effet, le texte organique fiscal vise, non seulement les professions commerciales, *mais aussi les professions industrielles*. Il s'ensuit que ces dernières professions, *même lorsqu'elles n'ont pas juridiquement le caractère commercial*, n'en sont pas moins passibles de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux...

...Au surplus, pour décider du classement d'une profession dans la catégorie des industries et commerces imposables, il faut s'attacher, le cas échéant, à *l'analogie des actes accomplis avec les opérations dont le caractère industriel ou commercial est indiscuté*. (Art. 5.)

Pour des fins fiscales évidentes, et, si l'on y tient, justifiées, l'Administration des Finances a poursuivi, avec une patience inlassable, que le succès a couronné, l'extension des notions du commerce et de l'industrie sur le terrain agricole.

L'article 638 du Code de Commerce est désormais bien oublié. Le débat est engagé sur le « prolongement normal et usuel des opérations agricoles ». C'est sur le plan de l'activité coopérative que la bataille est la plus rude. Par l'article 32 de la loi du 30 décembre 1928, l'Administration obtenait la sanction légale de la jurisprudence, en n'exonérant que les opérations « entrant dans les usages normaux de l'agriculture ». Mais le décret-loi du 8 août 1935 apporte leur revanche aux coopératives, en les exonérant dans des conditions libérales.

Est-ce la reconnaissance définitive du droit qu'a l'agriculteur de vendre, comme il l'entend, les « denrées provenant de son cru » ? On aurait tort de le penser. La loi du 31 décembre 1936, qui institue une taxe unique en

remplacement de l'impôt sur le chiffre d'affaires, en exemple « les professions agricoles ». Ce vocable vague nous est précisé, comme nous pouvions nous y attendre, par l'article 37 de l'instruction du Ministère des Finances, en date du 13 février 1937 (*J. O.*, 14 février) :

En ce qui concerne les Coopératives Agricoles constituées et fonctionnant conformément aux dispositions de la loi du 5 août 1920 et du décret-loi du 8 août 1935, leur situation doit être déterminée d'après les règles applicables aux producteurs agricoles opérant isolément.

Elles ne seront donc imposées que si elles effectuent *des actes ne relevant pas des professions assujetties à l'impôt sur les bénéfices agricoles (production industrielle ou transformation à caractère industriel)*.

Rien n'est donc changé. Le Droit positif français, la Jurisprudent et l'Administration s'accordent pour refuser à l'Agriculture tout caractère moderne. Elle n'est, elle ne doit être que la forme ancestrale de la culture et de l'élevage.

Labourage et pâturage sont les deux mamelles de la France, disait Sully. Labourage et pâturage définissent l'agriculture en 1937, comme au temps de Sully. Tel est l'état de la question au point de vue juridique.

II. — NATURE ECONOMIQUE ET SOCIALE DE L'AGRICULTURE

« Etre paysan, ce n'est pas un *métier*, c'est un *état* » (1). Il fallait un poète pour le dire. Analyses et statistiques ne feront que confirmer l'admirable formule de Ramuz, qui exprime parfaitement la véritable nature économique et sociale de l'agriculture française.

Aussi bien, tout le monde s'accorde pour voir, dans l'agriculture, la collaboration de l'homme à la produc-

1. *Questions*, par C.-F. Ramuz. Grasset. 1936.

tion vitale de la nature, en vue de satisfaire des besoins permanents. M. Jean Brunhes, dans le chapitre de sa géographie humaine qu'il consacre à l'agriculture — par laquelle il comprend essentiellement la culture et l'élevage — la définit par le terme d'*occupation créatrice*. En effet, qu'il s'agisse d'une occupation sédentaire ou d'une occupation migratrice, l'agriculture a pour fondement la terre, terre dont l'homme fait sortir, pour ses besoins, manger, dormir, se vêtir, toutes les possibilités qu'elle renferme en dirigeant, selon son génie, l'œuvre créatrice de la nature.

Trois notions essentielles se dégagent de l'observation de ce qu'est, de ce que fut, de ce que sera toujours l'agriculture :

1° Une notion d'origine : la terre;

2° Une notion de forme (au sens philosophique du mot) : l'occupation créatrice, l'œuvre de production;

3° Une notion de finalité économique : la satisfaction des besoins invariables de l'homme.

Mais qui ne voit que cette analyse revient, en fin de compte, à l'idée spontanée que chacun se fait de l'agriculture? L'agriculture, n'est-ce pas *le travail de la campagne*? et l'agriculteur n'est-il pas *celui qui travaille à la campagne*?

Que font-ils ces millions de terriens qui « occupent » les champs, les bois et les villages, sinon produire pour satisfaire non seulement leurs besoins, mais ceux des citadins? Ce n'est pas par un vain hasard que les termes de *rural* et d'*agriculteur* tendent à se superposer et à s'équivaloir. Si l'évolution de notre civilisation permet des nuances de vocabulaire qui répondent, effectivement, à des différences créées ou protégées par les lois, la terre ramène à son unité, par sa force naturelle, les distinctions nées de l'artifice du gouvernement humain; elle réduit à sa loi éternelle les lois passagères forgées

dans les cités. Si l'homme de la ville est artiste, commerçant, fonctionnaire ou désœuvré, l'homme de la terre est ou redevient nécessairement agriculteur.

C'est vrai pour toute agriculture; mais combien vrai particulièrement pour l'agriculture française! On hésite à écrire de nouveau une formule devenue désespérément banale; mais la vérité ne peut s'exprimer de trente-six façons : notre agriculture est essentiellement constituée par la « petite exploitation familiale ».

Le phénomène n'est pas nouveau.

Certes, il est possible et probable que l'agriculture fut, autrefois, beaucoup plus « communautaire » qu'individualiste. Toutes sortes de documents officiels ou narratifs signalent des associations villageoises, qui n'étaient pas seulement des rassemblements d'habitants, mais qui étaient, semble-t-il, dans bien des cas, de véritables collectivités d'exploitation. Les monastères, sur le plan religieux, répondaient assez bien à ces réalisations « laïques », sur les origines et les modalités desquelles les historiens discutent.

Mais communautés paysannes et monastères se transformèrent peu à peu, à mesure que l'autorité monarchique ébranlait la structure féodale de la France médiévale. La petite exploitation naissait avec la propriété.

Qu'au XVIII^e siècle la paysannerie soit constituée n'est absolument pas douteux. Les réclamations contre la chasse et contre l'impôt révèlent un statut personnel de fait et une puissance civique incontestable.

La France rurale est déjà virtuellement telle que nous la connaissons : un pays d'innombrables petits « exploitants » et de quelques « grands propriétaires », — étant entendu que la grande propriété atteint rarement plusieurs milliers d'hectares.

Les récits d'Arthur Young ont plus fait pour la connaissance de cette France d'ancien régime que toutes les études des économistes. « Le nombre des petits propriétaires est si grand, — écrit-il dans ses fameux

Voyages en France — que je crois bien qu'il comprend un tiers du royaume (1). » Young insiste d'autant plus volontiers sur le morcellement des exploitations qu'il ne cesse de la blâmer. Il considère que, seule, la grande culture permet le progrès de l'agronomie, et il se répand en sarcasmes sur les conditions arriérées de la technique française. C'est encore le réflexe des Anglo-Saxons quand ils se promènent dans nos campagnes.

L'éternel débat qui occupe les Académies sur les avantages respectifs de la petite et de la grande exploitation est tout entier dans Young, et posé dans les termes mêmes où il continue d'agiter les consciences de nos contemporains. « La petite propriété, affirme l'illustre voyageur, est la source de maux effroyables, et son action a été telle en France que la loi devrait intervenir pour l'empêcher de dépasser un certain degré. »

Qu'en pensent les lumières de l'époque? Le comte de Mirabeau estime que « le pays n'est florissant qu'en raison de la répartition égale du peuple sur le territoire », en quoi il s'oppose à son père qui déclare : « C'est, à bien des égards, un préjugé de croire que, plus la culture occupe d'hommes, plus elle est favorable à la population. » Arthur Young se range à l'opinion du père, et il fait la leçon au fils :

Le comte de Mirabeau — écrit-il — avoue que la grande culture rapporte plus, et à moins de frais, sur un terrain donné; mais il prétend que mille petits sujets lui échappent, qui sont de plus d'importance que les économies. On a peine à croire qu'un homme si éminent se méprenne de la sorte sur les faits décisifs d'une discussion à laquelle il s'est tellement occupé, si nous jugeons du moins son ardeur à en parler... Il soutient l'avantage de voir tant de familles rivées au sol; il nie ainsi le bienfait des villes et des manufactures, et c'est ce même argument qui sert à la terrasser.

1. *Voyage en France*, par Arthur Young. Traduction de Lesage. Introduction de Léonce de Lavergne. 2 vol. Paris, Librairie de Guillaumin et Cie, 1860. Tous les renseignements que nous donnons ici sont tirés du chapitre XI du deuxième volume.

Vous dépasserez bientôt la Chine — prédit l'honorable britannique — où les charognes décomposées des chiens, des rats, des chats, la vermine la plus dégoûtante, est recherchée par une populace misérable, qui n'est venue au monde que pour en disparaître enlevée par la faim!

Nous ne savons pas où en est exactement la Chine, mais nous savons qu'en France la petite propriété n'a fait que se développer depuis cent cinquante ans.

De 1862 à 1892, le nombre des chefs d'exploitation augmente de 12 %, tandis que celui des salariés diminue de 26 % (1). Le sens de cette évolution ne s'est jamais modifié, ainsi qu'en témoignent les chiffres suivants, qui émanent de la Statistique générale de la France :

	POPULATION ACTIVE (AGRICULTURE ET FORÊTS ¹)					
	CHEFS		EMPLOYÉS & OUVRIERS		TRAVAILLEURS ISOLÉS	
	masculin	féminin	masculin	féminin	masculin	féminin
1896....	1.822.000	1.250.738	2.185.975	1.073.650	1.604.014	412.824
1901....	2.016.780	1.438.627	2.086.175	802.470	1.374.058	406.302
1906....	2.528.249	2.249.632	1.975.770	688.060	938.150	385.441
1921....	2.528.200	2.474.441	1.827.950	986.978	618.369	491.743
1926....	2.452.770	2.373.268	1.689.047	667.785	585.912	344.470
1931....	2.362.758	2.303.017	1.548.187	578.019	515.750	305.799

On note, évidemment, une légère diminution des chefs d'exploitation depuis la guerre; mais cette diminution provient de l'exode rural et non d'un changement dans la condition sociale des agriculteurs. La preuve en est que le nombre des salariés décroît beaucoup plus rapidement. Le drame de la dépopulation rurale, — alors que la population active totale de la France s'est accrue de 900.000 personnes entre 1906 et 1931, l'agriculture et les forêts ont perdu 1.139.000 travailleurs — ne fait que souligner davantage le phénomène de résistance de la petite exploitation indépendante.

1. Nous empruntons ces chiffres à la *Revue des Agriculteurs de France* (octobre 1935).

La statistique des établissements agricoles (1), selon le nombre de salariés qu'ils emploient, n'est pas moins significative.

ÉTABLISSEMENTS comptant	1921	1926	1931
0 salarié	1.234.871	1.327.319	1.341.112
1 à 5.....	1.330.848	1.151.221	1.048.715
6 à 10.....	34.916	27.835	23.885
11 à 20.....	6.613	5.970	3.754
21 à 50.....	1.992	2.086	2.200
51 à 100.....	210	185	240
101 à 500.....	27	21	26
Plus de 500.....	0	0	1
TOTAL.....	2.609.477	2.514.637	2.421.933

On observera qu'il y a, à peine, plus de 6.000 établissements qui occupent plus de 10 salariés. (Indiquons, pour la curiosité de la chose, que l'établissement qui occupe plus de 500 salariés est l'organisation des champs d'épandage de la Ville de Paris, ce qui n'a rien de spécifiquement agricole.)

On observera également que plus de la moitié de ces établissements sont purement familiaux et que 99 % comportent moins de cinq salariés.

Enfin, l'évolution qui s'est faite depuis dix ans, si elle a abouti à une diminution de 187.000 établissements, n'a révélé qu'un phénomène infime de concentration par l'augmentation de 2.229 à 2.467 du nombre des établissements occupant plus de 20 salariés, tandis que les établissements purement familiaux s'accroissaient de 106.241 unités.

Les « résultats généraux de l'enquête agricole de 1929 » confirment ces données au point de vue des surfaces exploitées :

1. Nous empruntons ces chiffres à la *Revue des Agriculteurs de France* (octobre 1935).

Rapport (%) du nombre des exploitations de différentes catégories au nombre total des exploitations					Rapport (%) du nombre des exploitations de différentes catégories à la surface des exploitations				
EXPLOITATIONS					EXPLOITATIONS				
De 0 à 1 hec.	De 1 à 10 h.	De 10 à 50 h.	De 50 à 100 h.	Plus de 100 h.	De 0 à 1 hec.	De 1 à 10 h.	De 10 à 50 h.	De 50 à 100 h.	Plus de 100 h.
25,58	47	24,54	2,06	0,82	1,57	20,68	48,56	13,26	15,93

Ainsi donc, un quart des exploitations agricoles ont moins d'un hectare; 72,58 % ont moins de 10 hectares, et près de 97 % ont moins de 50 hectares. Plus de 70 % du territoire cultivé est occupé par des exploitations de moins de 50 hectares. On conçoit que les voyageurs étrangers aperçoivent parfois la France comme un « pays de jardins ». Il est difficile d'imaginer un morcellement plus complet.

Si nous ajoutons, en ce qui concerne les diverses catégories d'exploitants, que les propriétaires représentent 74,6 % (pour 60 % des terres cultivées), les fermiers 19,9 % (pour 30 % des terres), et les métayers 5,5 % (pour 10 % des terres), on aura la physionomie de la France agricole.

Tous ces chiffres sont assez éloquentes pour nous dispenser d'une vaine littérature. Nous devrions les compléter peut-être, au point de vue de la production, afin de montrer à quel point cette « occupation » du sol est rendue plus solide encore par une polyculture presque incroyable. Mais nous craindrions, en ce domaine, d'avoir à entrer dans des tableaux tellement détaillés que c'est vraiment l'inventaire de la France agricole que nous aurions à présenter. Contentons-nous de rappeler que l'enquête de 1929 estime à 83 milliards la valeur totale de la production végétale et à 20 milliards la valeur totale de la production animale.

Labourage et pâturage sont les deux mamelles de la France, disait Sully. Labourage et pâturage sont la principale richesse du pays en 1937, comme au temps de Sully. Tel est l'état de la question au point de vue économique.

III. — QUEL EST LE PROBLEME AGRICOLE ?

Ainsi donc, le Droit et le fait, la volonté du législateur et la nature des choses s'accordent pour maintenir l'agriculture française dans un état où la terre et l'homme, ne faisant qu'un, doivent être étrangers à la transformation profonde que subit le monde depuis tantôt deux siècles. *Le problème naît de la coexistence dans le pays de deux formes matérielles de civilisation qui s'opposent, et dont l'opposition, loin de diminuer, va chaque jour s'accroissant.*

D'un côté, la paysannerie, liée au sol qu'elle possède, et qui la tient, indépendante, libre de la machine, libre du capital; de l'autre, le progrès scientifique, la concentration industrielle et financière, le salariat, l'homme esclave de ses créations.

Faut-il penser : *ceci tuera cela*? Faut-il chercher la liaison entre les deux phénomènes?

Le problème se situe au plan métaphysique, avant même de parvenir au plan économique et juridique. Ramuz l'a formulé en termes admirables qui éclairent vivement notre sujet. Pour lui, le paysan est l'homme de la nature, l'homme des « pouvoirs premiers ». Il croit au soleil, à la terre et à la pluie. Il met en œuvre les éléments pour se nourrir, se loger et se vêtir. Au contraire, le citoyen est l'homme des pouvoirs « seconds ». Il capte les forces naturelles dans une série d'inventions dérivées et, peu à peu, il se sépare de la nature. « Le grand drame de l'époque contemporaine est que l'homme est en train de passer de ses pouvoirs premiers à ses pouvoirs seconds, de ses pouvoirs directs à

ses pouvoirs indirects, et qu'on ne peut pas savoir où l'exploitation de ceux-ci, qu'il est en train de pousser à fond, va le mener : à une ruine totale ou vers une régénération totale de lui-même (1)... »

Le drame, pour Ramuz, c'est la lutte entre la *nature* et l'*homme* : « Il s'agirait de savoir jusqu'à quel point vont aller nos pouvoirs, à nous, les hommes, car ils augmentent sans cesse, tandis que ceux de la nature diminuent d'autant... L'homme peut tout ou ne peut rien. Je veux dire que l'homme croit tout pouvoir, et, sinon actuellement, du moins une fois ou l'autre; ou bien qu'inversement il ne croit pas pouvoir grand'chose à cause des forces naturelles, et, en somme, à cause de Dieu. »

Dans le triomphe de la science, le paysan est en passe de périr. Déjà, il ne subsiste plus que par l'artifice des lois et des décrets, des barrières douanières et des primes à la production. Il devient ainsi, peu à peu, « un objet de musée, quelque chose qui se survit à soi-même, quelque chose qu'on conserve en témoignage d'un passé, qu'on juge utile de maintenir tant bien que mal, mais jusques à quand? »

Ramuz ajoute :

« La science et l'industrie travaillent universellement contre le paysan. »

Un peu plus loin :

« L'humanité tout entière, à cette heure, va contre la nature. »

Mais il ne s'agit pas seulement de la disparité de deux formules; il s'agit du choc de ces deux formules, au moment où se rencontrent la *nature* et l'*homme*.

1. Cette citations et les suivantes sont tirées de *Questions*, par Ramuz.

L'agriculteur pourrait être indifférent aux phénomènes industriels et capitalistes, si ces phénomènes ne le menaçaient dans son existence même.

L'agriculture, c'est la *paysannerie*; mais l'agriculture c'est aussi la *production*. L'état de paysan devient *métier* de producteur au moment où le produit se vend, et c'est ici que naît le drame.



Alors qu'autrefois le paysan se trouvait en contact avec *son* meunier, *son* marchand de grains, *son* acheteur local, petit commerçant indépendant, avec qui il traitait d'égal à égal, il rencontre aujourd'hui les courtiers et les employés de grandes maisons de commerce, de grosses usines de transformation, en face desquels il se trouve soudainement isolé et sans pouvoir.

Prenons le cas de la meunerie. Dans un rapport à la « Semaine Nationale du Blé » (janvier 1923), M. René Cornu, secrétaire général de l'Association Nationale de la Meunerie Française, rappelle qu'à la fin du xix^e siècle (vers 1880-1890) il y avait en France 75.566 moulins. Le premier quart du xx^e siècle fait apparaître une diminution massive de ces moulins. Qu'on en juge :

	1904	1913	1920
	—	—	—
Moulins à cylindres.....	3.770	5.189	4.936
Moulins à meules.....	5.251	4.115	3.705
Petits moulins à eau et à vent..	24.305	19.754	14.372
	—	—	—
TOTAUX.....	33.326	29.058	23.013

Evidemment, ces chiffres ne doivent pas être interprétés rigoureusement. Il y a moulin et moulin. Des 75.000 de 1890 aux 33.000 de 1904, il y a, vraisemblablement, diversité d'enquête.

Néanmoins, l'évolution de 1904 à 1920 paraît être exactement retracée, selon un mode d'investigation inchangé. Quant aux 23.000 établissements considérés, « 6.000 seulement — écrit M. Cornu — dits *moulins de commerce*, produisent des farines de froment destinées à la boulangerie ».

On aura un autre aperçu exact de la concentration de la minoterie par les chiffres suivants, qui sont très récents (1933), et qui émanent de l'Administration des Contributions Indirectes. Précisons que ces chiffres ne constituent pas un recensement de moulins, mais le relevé du nombre des moulins contrôlés par l'Administration au cours de l'année considérée, et la totalisation, en quintaux, du blé écrasé par eux cette année-là. Cependant, étant donné qu'on observe que l'écrasement totalisé représente, à peu de chose près, la consommation intérieure, on peut estimer que ces chiffres ont une valeur très grande :

CATÉGORIES	NOMBRE DE MOULINS	ÉCRASEMENT
De 0 à 12.000 qx par an.	6.413	15.269.587 quint.
De 12.001 à 50.000 — .	912	21.678.159 —
De 50.001 à 100.000 — .	140	8.835.743 —
De 100.001 à 200.000 — .	45	6.290.337 —
De 200.001 à 300.000 — .	9	2.082.526 —
Plus de 300.000 — .	18	13.806.948 —
<i>Total</i>	7.537	67.957.300 quint.

D'autre part, l'enquête agricole de 1929 donne le chiffre de 14.331, « minoteries et moulins ». Quoique variant du simple au double, les chiffres des Contributions Indirectes et ceux de l'Agriculture ne sont pas contradictoires, à cause des très petits moulins qui n'ont souvent pas pour destination de faire de la farine pour la consommation humaine, mais qui servent simplement au broyage des grains pour la nourriture des animaux.

La concentration de la minoterie industrielle est enfin confirmée par la Statistique Générale de la France, ainsi qu'il ressort des chiffres suivants :

TERRITOIRE D'AVANT-GUERRE (87 DÉPARTEMENTS)										
<i>Répartition des Personnes occupées (compte tenu des patrons et des isolés) dans les Etablissements classés suivant leur importance</i>										
(a : en mars 1926 — b : en mars 1921 — c : en mars 1906)										
NOMBRES ABSOLUS (non compris les chômeurs)						NOMBRES PROPORTIONNELS				
	Total	1 à 10	11 à 20	21 à 50	51 à 100	Plus de 100	1 à 10	11 à 50	51 à 100	Plus de 100
Meunerie { a	63.119	41.052	5.259	4.419	2.898	9.491	65,1	15,3	4,6	15,0
Minoterie { b	67.003	48.741	5.613	4.875	2.551	5.223	72,7	15,7	3,8	7,8
Pâtes alim. { c	90.504	74.248	5.475	4.911	1.877	3.993	82,1	11,5	2,0	4,4
Lait. ind. { a	25.565	12.053	5.831	4.053	1.928	2.300	47,1	36,3	7,6	9,0
Beurrerie { b	20.189	10.822	3.540	3.216	1.008	1.603	53,6	33,4	5,0	8,0
Fromagerie { c	10.517	6.800	1.221	1.226	374	896	64,6	23,3	3,6	8,5
Sucrerie { a	24.211	300	357	1.198	3.150	19.206	1,2	6,4	13,0	79,4
Raffinerie { b	16.661	296	409	1.236	2.342	12.378	1,8	9,8	14,1	74,3
de sucre { c	20.924	560	1.175	5.075	3.146	10.968	2,7	29,9	15,0	52,4

Cette statistique, que nous empruntons à une étude de M. Marcel de Ville-Chabrolle, sur « La concentration des entreprises en France, avant et après la guerre » (Bulletin de la Statistique Générale de la France, avril-juin 1933), montre que le phénomène de concentration dans les industries d'alimentation est général. Ce qu'on observe pour la minoterie, on l'observe également pour la laiterie et la sucrerie. Bien entendu, il y a une différence notable entre les nombres proportionnels du personnel employé selon les catégories d'industrie. La sucrerie est infiniment plus concentrée que la laiterie et la meunerie, mais le phénomène de concentration progressive est général.

Les chiffres globaux suivants (1) résument, de 1921 à 1931, l'évolution de la concentration dans les industries de l'alimentation :

FRANCE ENTIERE

1° NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS

a) en mars 1931 — b) en mars 1926 — c) en mars 1921

		En-semble	0 salarié ¹	1 à 5 salariés ¹	6 à 10	11 à 20	21 à 50	51 à 100	101 à 500	Plus de 500
Industries de l'alimentation.	a	91.591	16.592	65.926	4.734	2.207	1.280	459	362	31
	b	115.700	28.069	79.085	4.418	2.106	1.218	466	313	25
	c	117.045	27.650	81.928	3.896	1.898	1.055	356	239	18

1. La statistique de 1921 et de 1926 comporte les groupes « un salarié », « 2 à 5 », tandis que la statistique de 1931 comporte les groupes « 0 salarié », « 1 à 5 ».

2° PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS

		Ensemble dont....	51 à 100	101 à 500	Plus de 500
Industries de l'alimentation.	a	363.851	32.022	69.546	27.880
	b	502.735	32.628	60.567	25.330
	c	461.000	25.050	44.322	16.719

Tandis que l'agriculture trouve, en face d'elle, pour la vente des produits du sol, des acheteurs de plus en plus puissants, elle doit d'autre part traiter avec *quelques vendeurs seulement* pour se procurer les engrais dont elle a besoin (en 1929, 156.000 tonnes d'azote, 426.000 tonnes d'acide phosphorique, 217.000 tonnes de

1. Chiffres tirés du *Bulletin de la Statistique générale de la France*, 1^o, avril-juin 1933 (« La Concentration des entreprises en France, avant et depuis la guerre », par M. Marcel de Ville-Cha-rolle); 2^o avril-juin 1935, « Résultats du recensement de 1931 ».

potasse pure — représentant des millions de tonnes d'engrais divers). Le problème agricole se pose donc, pour le paysan, aux deux pôles de son activité de producteur.

Enfin, dans son exploitation même, le progrès vient susciter des difficultés nouvelles au producteur. Alors que le capital d'exploitation était autrefois infime par rapport au capital foncier, il le rejoint fréquemment aujourd'hui, et parfois le dépasse. Dans l'ensemble du pays, le capital d'exploitation est égal à la moitié ou aux deux tiers du capital foncier.



Le problème agricole est donc, à la fois, d'ordre juridique et d'ordre économique. Il doit être posé en fonction des analyses que nous avons faites ci-dessus pour définir la véritable nature de l'agriculteur.

Or, qui ne voit que l'acte de commerce n'a été le prétexte à tant de tracasseries dont nos campagnes se plaignent depuis si longtemps, que parce que les tribunaux et le Conseil d'Etat, lui-même, ont considéré comme commerciales des opérations, qui, *par leurs auteurs, sont de véritables opérations civiles*. Car, si l'on admet que, dans un droit d'exception comme le droit commercial, la théorie de l'accessoire a sa place pour ramener à l'unité de la profession des opérations qui, par leur nature propre, y échappent, *comment ne reconnaîtrait-on pas qu'une profession comme l'agriculture, qui est à la base de tout le droit privé, doit pouvoir s'épanouir dans la plénitude de sa conception, sans encourir le risque d'être taxée de commercialisation par une branche adventive du droit qui n'a reçu toute sa vigueur et toute sa signification que de l'agriculture même, à laquelle elle fut obligée de se rapporter et de s'opposer pour prendre sa mesure et se définir?*

C'est le danger du Droit de donner des formules trop rigides à des phénomènes qui ne cessent d'évoluer. Les lois ne saisissent qu'un moment de la vie, et la forme qu'elles lui donnent ne répond plus bientôt à la réalité.

En ce qui concerne l'agriculture, il semble bien que la jurisprudence et même la doctrine n'en aient pas saisi ce qui en est le caractère éternel. Elles n'en ont vu que ce qui en apparaissait à tous, au début du XIX^e siècle, avant l'âge des machines. Une prévision de l'avenir, ou même un coup d'œil sagace sur le passé, les eussent, peut-être, mieux instruites.

Nous avons défini, tout à l'heure, l'agriculture par son origine, sa forme et sa finalité économique. Mais ces concepts s'actualisent dans des éléments nécessairement changeants. Il faut être sans imagination pour s'éblouir d'un outillage perfectionné, de bâtiments considérables et de l'usage de l'électricité en plein XX^e siècle. Veut-on bien réfléchir à quelle marche de l'humanité correspondent les âges de la pierre, du bronze et du fer? Mesure-t-on le progrès depuis les civilisations de cueillette jusqu'à nos cultures spécialisées? Et vous, qui refusez à l'agriculture sa distillerie, son moulin ou sa laiterie, cette mécanique et cette transformation vous émeuvent-elles davantage que le premier fléau, la première meule ou la première baratte?

Si l'agriculture a abandonné au commerce et à l'industrie la pratique d'opérations qui sont devenues, par là-même, commerciales, elle consacre à nouveau leur caractère civil en se chargeant de les accomplir elle-même, car *la nature de l'acte se qualifie par la profession de celui qui agit.*

Qu'on n'objecte pas « la nature du produit obtenu », comme si l'agriculture avait pour seule mission de fournir la matière première, que des professions spécialisées transformeraient en produits propres à satisfaire nos divers besoins. Vouée à la production et à la mise en

œuvre des richesses naturelles, en vue de cette satisfaction, si nos besoins s'aiguisent et se multiplient, il est forcé que l'agriculture se plie à une complication et à une spécialisation croissante de ses moyens d'exercice. Et non seulement par là elle ne sort pas de son cadre organique, mais elle manifeste, au contraire, le vif sentiment qu'elle a de sa fonction productrice.

Ayant cette assise foncière, cette forme juridique et cette finalité économique, l'agriculture ne saurait être réduite, dans sa définition, à des considérations d'outillage qui la soumettraient, prétend-on, à l'empreinte, à l'emprise du commerce ou de l'industrie. Cette apparence ne crée pas un droit, et l'agriculture ne saurait cesser d'être ce qu'elle est et ce qu'elle doit être, parce qu'elle change et perfectionne ses instruments. L'évolution des besoins l'oblige à modifier, à accentuer les formes de son occupation créatrice. Mais elle demeure, ce faisant, dans la ligne de son développement fonctionnel, et l'agriculteur dans la logique de son métier. Car, en vérité, il n'y a pas de qualification juridique d'un acte agricole en vertu de sa forme extérieure. La charrue n'est pas un acte agricole, et la turbine n'est pas un acte industriel, de même que, ce n'est pas le toit de tuile qui fait l'usine, et ce n'est pas le toit de chaume qui fait le bâtiment rural. Il y a celui qui exerce une profession agricole, il y a celui qui exerce une profession industrielle, et l'emploi de la charrue ou de la turbine est sans intérêt juridique pour déterminer la nature de leur profession.

Pour tout dire, le problème qui se pose c'est de restaurer, aujourd'hui, la primauté de l'article 638 du Code de Commerce sur l'article 632, de restaurer, demain, la primauté de la profession sur celle de l'acte isolé.

Qu'un agriculteur achète des produits pour nourrir ses animaux, qu'un groupe d'agriculteurs se constitue pour procéder à la vente au détail du produit ou pour le transformer et lui donner une forme qui exige un outil-

lage développé, nous nous trouvons toujours en face d'opérations de nature agricole, parce que ce sont les agriculteurs qui les accomplissent et qu'ils ne font, par là, que compléter et développer, dans un sens conforme à leurs intérêts, des opérations de production.

Il faut poser comme un principe absolument irréductible que le producteur est maître de son produit jusqu'au bout.

Si nous cherchons une plus haute raison à ces vérités, dont l'évidence éclate, nous ne pouvons manquer d'en trouver une dont le poids s'imposera à tout esprit non prévenu.

Dans son ouvrage sur la géographie humaine auquel nous nous sommes déjà référés, M. Jean Brunhes indique que le progrès des civilisations agricoles est essentiellement marqué par le développement des « prévisions » de l'agriculteur. Les systèmes de culture et d'élevage s'organisent selon des notions prévisionnelles de plus en plus affinées à mesure que les finalités supérieures de l'humanité consommatrice viennent à s'affiner elles-mêmes. Cette vérité d'observation s'affirme, non seulement en ce qui concerne les méthodes de culture et d'élevage, mais encore en ce qui concerne la répartition géographique des produits, leur conservation, leur stockage, leur transformation, leur présentation, leur distribution, etc.

Que les agriculteurs perfectionnent leurs méthodes de production en achetant ce qui leur est nécessaire pour nourrir leurs animaux, en transformant eux-mêmes un produit qu'il leur suffisait, jadis, de livrer, à l'état premier, au commerce et à l'industrie, qu'ils s'organisent, en un mot, sur le plan de l'économie contemporaine par tous les moyens en leur pouvoir, n'est-ce pas là une réaction *prévisionnelle*, qui marque un progrès net de notre civilisation agricole, progrès qu'il y a eu lieu de soutenir et de favoriser pour éviter le sacrifice de l'agriculture?

Le problème juridique est donc simple. Les textes existants suffisent, nous l'avons dit, à le résoudre. Il appartient aux tribunaux de ressusciter l'article 638. Quant à la fiscalité, les lois qui la déterminent sont assez nombreuses pour que le Conseil d'Etat y trouve matière à renverser sa jurisprudence. Aussi bien, l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole existe, et rien d'autre que la tradition centenaire que nous dénonçons n'empêche d'y assujettir les opérations de transformation et d'élevage qui ne sont que le complément ou un mode même de l'œuvre de production. Mieux vaudrait, du reste, que l'agriculture fût lourdement grevée d'impôts, mais en tant que telle, et non sous le prétexte qu'elle a perdu sa nature propre. Rien n'est plus dangereux, pour elle, que ce renversement prodigieux auquel nous avons, depuis un siècle, assisté sur le terrain du droit et de la fiscalité, d'une profession d'exception — le commerce — devenant, par une extension inadmissible, la règle commune des opérations usuelles, au détriment de l'harmonie juridique et des intérêts les plus vitaux de l'économie nationale.

*
**

Si le problème juridique est facile à poser, et aisément soluble, il n'en est pas de même du problème économique et social.

Quand nous montrons que la petite exploitation familiale s'affirme et se développe en agriculture, tandis que la concentration urbaine et capitaliste affecte le reste de l'activité humaine, nous ne faisons qu'avancer des faits certains qui révèlent l'existence d'un problème. Le problème reste à poser. On le posera différemment selon la conception philosophique que l'on a de l'homme et de sa destinée. Autrement dit, l'existence du problème ne préjuge, en aucune manière, sa formulation. Par contre, sa formulation implique sa solution.

Expliquons-nous :

Si on estime que la loi du progrès humain réside dans l'équilibre des forces en présence, et qu'il importe de laisser cet équilibre se déterminer spontanément, à tout moment de l'évolution économique, le problème agricole se pose ainsi : comment éviter les interventions nuisibles de l'Etat, afin que la paysannerie prenne la forme que lui réservent les nécessités naturelles?

Si on estime, au contraire, que l'équipement industriel du monde est l'expression même du progrès, le problème devient plus précis. Il consiste à rechercher le moyen de supprimer le fait paysan pour réaliser le stade supérieur de production scientifique en agriculture, à l'instar de la production industrielle.

Si on estime, enfin, que les valeurs spirituelles et sociales incluses dans la paysannerie doivent être conservées, mais que la technique scientifique de la production et de la transformation des produits doit être développée au maximum, le problème est de susciter les organes spécifiques de relation entre le fait paysan et le fait industriel, entre le fait individuel et le fait social.

Ces trois manières de poser le problème ressortissent à trois doctrines : le *Libéralisme*, le *Marxisme* et le *Corporatisme*.

Nous allons les examiner successivement.

CHAPITRE II

LA SOLUTION LIBERALE

Le libéralisme se pare de toutes les séductions qui s'attachent au mot de « liberté ». Quoi de plus beau que la liberté? Une doctrine qui se fonde sur un bien si précieux, si ardemment convoité de tous, devrait faire l'unanimité. Il n'en est rien.

Observons que la liberté n'est pas aussi désirée qu'on veut bien le dire habituellement. Au cœur du plus grand nombre, l'égalité offre plus d'attrait. A quel vœu profond répond ce vœu d'égalité? Nous laissons aux moralistes le soin d'en discuter. On peut estimer que c'est basse jalousie. On peut prétendre aussi que c'est aspiration vers un état supérieur. Selon les cas, un sentiment « égalitaire » pourra être considéré comme l'hommage rendu à la dignité de l'homme, ou comme l'envieuse amertume du plus faible. Henri de Man, qui est fin psychologue autant que profond doctrinaire, note que le « pauvre envie le riche moins pour son confort que pour son luxe, moins pour sa salle de bains que pour sa motocyclette, moins pour son bon linge que pour sa pochette de soie. Les frais de représentation, c'est-à-dire les dépenses faites en vue d'affirmer un prestige social, occupent proportionnellement une place moindre dans le budget du millionnaire que dans celui de l'ouvrier moyen » (1).

1. Cité par Jacques Bainville dans *La Fortune de la France*, Paris, Librairie Plon, 1937.

Qu'est-ce à dire, sinon que le « paraître » l'emporte facilement sur « l'être », dans les désirs du plus grand nombre? N'est-ce pas là une négation profonde de la notion de liberté qui affirme, avant tout, une volonté d'existence?

On peut répondre, on doit même répondre que si les concepts d'*égalité* et de *liberté* sont, en effet, divers au point d'être contradictoires sur le fond, ils n'en ont pas moins eu une signification convergente dans l'histoire. *Liberté* et *égalité* ont été le symbole des aspirations françaises au XVIII^e siècle, parce que l'une et l'autre tendaient, pratiquement, au même but. Parés d'un idéal assez vague, les deux mots avaient un sens très précis pour les intéressés et ce sens était, tout à la fois, juridique et social.

La liberté, c'était la liberté d'être propriétaire (en dehors de toute féodalité) et c'était la liberté de commercer (en dehors de toute corporation).

L'égalité, c'était l'égalité des conditions civiques (en dehors de tous ordres) et c'était l'égalité des conditions économiques (en dehors de tous privilèges).

Le rappel de ces données historiques est nécessaire pour montrer que le libéralisme a pu naître, simultanément, avec l'égalitarisme sans que la contradiction inhérente à la rencontre de ces deux doctrines gênât l'une ni l'autre. Il s'agissait, en somme, de mener la lutte contre un certain ordre de choses. Il n'y a jamais autant d'unité que dans l'opposition. C'est vrai pour les idées comme pour les partis politiques.

Cependant, le triomphe de la liberté, qui se manifeste avec la Révolution, allait avoir les conséquences qu'en contient le principe. Tout le courant libéral du XVIII^e siècle avait été physiocrate, c'est-à-dire favorable à l'Agriculture. Cette liberté allait se retourner contre elle au XIX^e siècle. On allait vérifier que, de même que la liberté des individus exclut l'égalité individuelle, car le plus fort l'emporte, de même la liberté économique

exclut l'égalité des différentes branches de la production, les plus faibles devant périr.

C'est que le libéralisme recèle, dans son principe même, la négation de ce qu'il affirme. Poser la liberté en absolu, c'est libérer la force seule. Ou bien, dès l'abord, il faut admettre la justice — ou toute autre limitation extérieure à l'activité libre. Les physiocrates n'avaient pas ce souci, car ils attaquaient un système. *Laisser passer, laissez faire*, c'était un cri de guerre contre les douanes intérieures ou contre les règlements corporatifs. On bâtissait, là-dessus, des théories de prospérité universelle, comme il est de règle en de telles circonstances. Mais, enfin, c'était, comme nous dirions, un « slogan » plutôt qu'une doctrine. Il en a été, sur le plan économique comme sur le plan politique. On voulait des réformes et on voulait fronder. On eut une Révolution.

Les physiocrates voulaient la liberté — comme Voltaire. Mais ils étaient partisans du « despotisme », comme Voltaire. Voilà tout le fin mot d'une vérité que, moins par passion que par défaut d'optique, on altère aisément. Faut-il rappeler, d'ailleurs, que tous les défenseurs de la liberté du commerce étaient des intendants, des bourgeois, des aristocrates et des abbés? Ils disputaient et raisonnaient dans l'idée que l'ordre en vigueur tenait et tiendrait toujours. De même, les protagonistes du morcellement de la propriété sont des Mirabeau, des Montesquieu, des d'Argenson. Leurs innombrables dissertations et pamphlets sont, au fond, des recours au monarque. On veut la liberté, mais on suppose toujours l'autorité pour la donner.

Tout le siècle est ainsi, et dans tous les domaines. Des idées qui vont mettre la France à feu et à sang ne sont que fantaisies de cerveaux raffinés. Dans la douceur de vivre d'une fin de civilisation incomparable, on se sent las d'un ordre policé; on recherche « l'état de nature ». Sur le plan économique ce sera « l'ordre

naturel ». On le croit tel, mais l'idée qu'on s'en fait ressemble à ces jardins anglais qu'on prend pour la forêt des Amériques. Les philosophes veulent la liberté du commerce des grains, comme Marie-Antoinette veut le petit Trianon. Ils en ont assez des ordonnances de Colbert et du château de Versailles. On veut un peu jouer au sauvage. Quel est le danger ? L'homme est bon, les despotes sont bons, Dieu même est bon. Il est temps que la Raison montre qu'elle est de connivence avec les lois sages qui régissent le monde. Cette familiarité de bon goût, cette liberté que le sage de Ferney a avec le Roi de Prusse et l'Horloger Céleste, les économistes l'auront avec la Nature elle-même. L'homme sera vraiment libre, — en plein accord, tacite, avec ses maîtres habituels.

De tant d'esprit, la Révolution a fait une métaphysique. « *Pas de liberté contre la liberté* ». Mercier de la Rivière avait écrit dans son « *Ordre Naturel des Sociétés* » : « Il faut réaliser l'évidence des vérités sociales, comme il existe une évidence de la géométrie » (1). L'évidence révolutionnaire substitua au despotisme éclairé la liberté absolue. Le libéralisme véritable était né.

Pour Mercier qui, sur ce point, incarne vraiment l'esprit de son siècle, « la vraie science du Gouvernement était de reconnaître les lois que Dieu avait manifestement gravées dans l'organisation humaine ». Pour Bastiat, la vraie science du Gouvernement sera qu'il disparaisse afin de laisser s'établir, spontanément, les « harmonies sociales ».

Nous mesurons ici le passage d'un siècle à l'autre. Il consacre la disparition du principe de la primauté politique. Le libéralisme du XVIII^e siècle, c'est la bienveillance du Prince aux lois naturelles. Le libéralisme du

1. *La Réforme de l'Etat au XVIII^e siècle*, par François Piétri. Les Editions de France, Paris, 1935.

xix^e siècle, c'est le Gouvernement même des lois naturelles. L' « humanisme » le cède au naturalisme. C'est pourquoi, notons-le au passage, il y a une relation essentielle entre ce nouveau libéralisme et le Marxisme qui va naître. L'un et l'autre sont matérialistes. Leur différence ne vient guère que de la méthode qu'ils revendiquent chacun pour considérer les faits, le premier se référant à la constance des rapports des choses, le second se référant à leur évolution. L'un est un matérialisme logique, l'autre un matérialisme dialectique. Ils sont également inhumains.

On objectera peut-être que ce sont là les positions limites du libéralisme. Nous le concédons bien volontiers. Mais une doctrine est une doctrine. Elle implique toujours des positions fondamentales qui ont une valeur de philosophie. Or, qui oserait nier que la thèse centrale du libéralisme c'est bien : la liberté totale, la liberté absolue ?

Si, aujourd'hui, le libéralisme est le type de la doctrine qui n'ose pas dire son nom, il n'en a pas toujours été ainsi. Les meilleurs économistes de la Révolution, jusqu'à la Grande Guerre, ont été et se sont dits libéraux. Leur libéralisme, c'est celui de Bastiat. Il ne connaît aucune limite dans ses principes, il ne recourt à aucune périphrase dans son expression.

Le *Dictionnaire d'Economie Politique*, de 1852, qui, nous disent MM. Gide et Rist, « peut être considéré comme le Code de l'Economie politique classique », déclare que : « la concurrence est au monde industriel ce que le soleil est au monde physique (1) ».

Stuart Mill, de son côté, écrit : « Tout ce qui limite la concurrence est un mal : tout ce qui l'étend est un bien en définitive (2). »

1. *Histoire des Doctrines économiques*, par MM. Gide et Rist, Paris, Sirey, 1926. Nouveau tirage 1929 (p. 412).

2. Op. cit., p. 422.

On trouverait des centaines de citations analogues dans tous les traités d'économie politique.

Le libéralisme n'est d'ailleurs pas seulement une doctrine de liberté, mais il est la doctrine de la *liberté individuelle*. Ce qui fait que, pratiquement, il se confond souvent avec l'individualisme.

Sans doute — écrivent MM. Gide et Rist — l'école libérale n'a pas hérité de toutes les défiances de la Révolution Française contre le droit d'association. Elle ne condamne plus, et même, elle réclame formellement la liberté d'association dans la politique, la religion, l'industrie, le commerce, le travail, y compris même le droit de coalition, partout, en un mot, où l'association ne fait que protéger ou fortifier les activités individuelles. Mais quand l'association se présente comme instrument de réforme sociale, quand elle prétend remplacer la concurrence par l'organisation, quand elle demande, sous le nom de solidarité, certains sacrifices à l'individu pour l'avantage de la communauté, l'école libérale individualiste crie : halte-là ! Et même sous les formes atténuées et spécialisées, telles que coopératisme, mutualisme, syndicalisme, le programme associationniste lui apparaissait (et lui apparaît encore) comme gros d'illusions et de déceptions (1).

A la vérité, le grand péché du libéralisme c'est qu'il confond le *moyen* et la *fin*. Que la liberté soit un bien extrêmement précieux, nul n'en doute. Mais c'est un bien qu'il faut acquérir. Si la nature de l'homme veut qu'il vive en société, cette société exige une autorité. On a vu toutes les formes de société dans l'histoire du Monde. On n'en a pas vu qui soient sans autorité. La liberté, c'est le maximum d'aisance dont on puisse jouir au sein des nécessités sociales; la liberté individuelle, c'est le maximum *d'opposition* au pouvoir social, présentée par la personnalité humaine, mais à l'intérieur de ce pouvoir social. Bref, la liberté n'a de sens, pour l'homme qui ne vit pas à l'état sauvage, qu'en fonction de l'organisation sociale, et par rapport à l'autorité. Le

1. Op. cit., p. 381.

problème consiste donc à *construire* la liberté humaine, ce qui suppose la construction simultanée de la société.

Pour le libéralisme, la liberté est le *moyen* du perfectionnement humain. C'est sa formule politique et c'est, également, sa formule économique. En réalité, il y a contradiction entre les deux plans, car on ne saurait concevoir qu'une seule liberté. Supposer le plan politique, c'est reconnaître une création possible d'autorité sociale qui aura vocation d'intervenir au plan économique. Cette contradiction est éclatante, mais elle est, en fait, acceptée par les économistes qui demandent à l'Etat d'empêcher la violation de la liberté individuelle.

Le libéralisme éprouve une répugnance invincible devant tout fait d'association. Et pourtant, s'associer est un acte de liberté. Mais la métaphysique du libéralisme, ancrée dans sa contradiction première, se sent le besoin d'arrêter, au départ, le développement des conséquences de son principe. *Dès qu'elle a affirmé l'absolu de la liberté, elle est obligée de faire appel à l'autorité pour sauvegarder cette liberté.* Elle confesse ainsi son infirmité secrète.

Est-il besoin de souligner que la contradiction logique du libéralisme se retrouve exactement dans les faits? Car la concurrence absolue aboutit au monopole qui est la fin de la concurrence et la mort de la liberté. Un libéralisme qui se respecterait et qui aurait un sens concret de la liberté devrait donc poser, à la base de ses analyses, une doctrine de l'Etat et une doctrine de la personne humaine. Hors de quoi, la liberté se dévore elle-même.

*
**

Si le libéralisme aboutit à la mort de la liberté, il aboutit aussi, et pour commencer, à la mort de l'Agriculture Nationale.

Les raisons de ce fait sont multiples. Mais la plus simple et la plus évidente est d'ordre historique. C'est qu'au XIX^e siècle, l'industrie était un fait *européen*, tandis que l'agriculture était un fait *mondial*.

Une doctrine de libre concurrence exigeait l'absence de protection douanière. Le processus des échanges extérieurs devait donc, tout naturellement, être celui-ci : exportation d'objets manufacturés, importation de produits alimentaires.

La suppression des entraves au commerce, qui avait été obtenue sur le plan national au XVIII^e siècle, devait l'être, désormais, sur le plan international. Anglais et Français rivalisaient de subtilité dans leurs arguments pour démontrer que c'était là le principe d'un enrichissement indéfini. En Angleterre, Cobden avait créé, dès 1838, la « National Anti-Corn-Law League », grâce à laquelle devait être promulguée, le 25 juin 1846, la loi abolissant le droit d'importation sur les grains. On sait ce qui en est résulté : la quasi disparition de l'agriculture anglaise.

La France, plus fortement paysanne que sa voisine d'outre-Manche, résista mieux au torrent du libéralisme. Sa doctrine protectionniste s'affirma, en fin de compte, par la loi de 1892, après un siècle d'expériences diverses.

On pourrait soutenir que notre pays n'a pas à se féliciter de s'être montré moins libéral que l'Angleterre, puisque celle-ci s'est prodigieusement enrichie par la liberté commerciale. A notre sens, cette objection ne tient pas, pour la raison que l'Angleterre disposait, par son charbon, source de toute énergie, d'un monopole du marché mondial, qui lui assurait, en fin de compte, la fixation universelle des prix. La concurrence ne jouait qu'à son profit, entre ses vendeurs. Il n'en était pas de même pour la France.

Aussi bien, depuis que le pétrole s'est ajouté au charbon comme combustible producteur d'énergie, depuis surtout que le monde entier, et notamment le Japon,

s'est équipé industriellement, l'Angleterre a perdu sa suprématie économique. Elle garde sa suprématie financière, ce qui revient au même au point de vue de sa puissance politique. Mais cette sorte de révolution qui s'opère dans sa technique de domination mondiale l'incite à abolir le libéralisme douanier. Elle a donc, elle aussi, institué des tarifs protecteurs, et elle entreprend de ressusciter son agriculture, ce à quoi elle réussit d'ailleurs magnifiquement sous l'impulsion de M. Walter Elliott.

Peut-être — écrit un célèbre journaliste anglais — la plus grande révolution qui se soit produite dans la pensée économique de notre temps, est-elle que cette distinction artificielle entre l'agriculture et les autres industries ait disparu. On a reconnu qu'une agriculture britannique prospère offrira aux manufactures britanniques un marché susceptible d'un meilleur développement que le marché étranger. Une politique de développement agricole est, aujourd'hui, le meilleur moyen d'obtenir une renaissance générale de l'industrie. [Paroles de *Scrutator* dans le *Sunday Times* du 24 juin 1934 (1).]

L'expérience anglaise, dans son « aller et retour » libéral et protectionniste, manifeste admirablement le rapport étroit qu'il y a entre la défense de l'agriculture et la défense douanière. Incontestablement, la porte ouverte aux produits étrangers et coloniaux défavorise le marché métropolitain. On conçoit donc que les agriculteurs français aient toujours été protectionnistes, et si Méline est resté dans l'esprit paysan comme le représentant de la défense agricole, c'est parce qu'il fut protectionniste.

**

Peut-on dire, du moins, qu'à l'intérieur des frontières le libéralisme ait d'heureux effets pour l'agriculture?

1. Cité par M. Bacconnier dans son livre : *Le Salut par la Corporation*. Paris, Les Œuvres françaises, 1935.

Non, car la concentration des entreprises industrielles et commerciales est son fait, et cette concentration — nous l'avons dit — nuit au protecteur isolé qui ne peut plus discuter les prix, mais doit les subir.

La loi de l'offre et de la demande offre cette particularité en ce qui concerne les denrées agricoles, de jouer en dehors de toute question de prix de revient. Ce prix est très difficile à établir, et est sans conséquence pour le producteur qui ne peut modifier son activité quand il s'aperçoit de ses pertes. Alors que l'usine peut être arrêtée du jour au lendemain, ou perfectionnée dans ses éléments productifs, la terre doit, indéfiniment, « servir » de même manière. On peut, évidemment, rationaliser jusqu'à un certain point l'exploitation agricole, diminuer les engrais, etc., mais ce sont là des influences lentes sur les prix de revient qui ne sont mesurables que par années ou par cycles d'années.

Dans une conférence prononcée en 1936, au Centre Polytechnicien d'Etudes Economiques (1), M. André Roussel émet la proposition suivante : « En matière agricole, la notion de revient est toute relative; le prix de revient n'offre pas de résistance propre à opposer aux vicissitudes du marché. Le marché est le seul fait générateur du prix agricole. » D'où il résulte que le « prix agricole n'a, théoriquement, de limite inférieure que le prix réel. Sa limite supérieure est marquée par les possibilités de substitution. »

Ces formules nous paraissent parfaitement exactes. Mais elles aboutissent, implicitement, à la conclusion que le marché est entre les mains de l'acheteur. Offre et demande font les prix, mais selon un barème maximum dressé par l'acheteur. Celui-ci est un peu dans la situation du maître antique vis-à-vis de l'esclave. Le maître nourrissait et traitait son esclave pour un maxi-

1. *Questions agricoles*. Editions du Centre polytechnicien, Paris, 1937.

mum de rendement, et ce rendement était la protection même de l'esclave. Ainsi, les produits du sol, étant nécessaires, sont achetés, en fin de compte, de manière que le producteur soit conservé pour les fournir. On le paie un prix suffisant pour qu'il vive. C'est de cette façon qu'intervient le prix de revient, calculé par l'acheteur plus que par le vendeur. Il faut du blé, du vin, du lait, etc. Leur prix est déterminé par la certitude de leur fourniture constante. C'est là, en quelque sorte, la « loi d'airain » de l'agriculture.

*
**

Si nous voulions résumer les effets du libéralisme sur l'agriculture nationale, nous pourrions le faire en deux propositions fondamentales :

— Dans la mesure où il exige la suppression des barrières douanières, le libéralisme tue l'agriculture nationale au profit de l'agriculture des pays neufs.

— Dans la mesure où, à l'abri de la protection douanière, il tend à la libre fixation des prix entre petits exploitants individuels et sociétés commerciales ou industrielles concentrées, le libéralisme aboutit à un prix agricole minimum permanent qui met le producteur en servage ou le condamne à disparaître.

L'évidence de ces propositions n'a pas empêché la politique française d'essayer d'un certain libéralisme dans les dix ou douze premières années qui ont suivi la guerre. Le 13 novembre 1931, parlant à l'Institut Agronomique, M. André Tardieu pouvait dire :

Depuis bien des années, le ministère de l'Agriculture a servi, dans les négociations, de monnaie d'échange. Quand il fallait assurer une légère amélioration aux automobilistes, aux productions industrielles, on cédait quelque chose sur l'agriculture. Nous avons conclu, en 1927, une série d'accords commerciaux. J'étais à ce moment-là au Parlement, j'étais même au Gouvernement, sans être d'ailleurs chargé de négo-

cier ces accords; je n'ai pas le souvenir que leur ratification par les Chambres ait rencontré de difficultés, et pourtant? Les accords commerciaux ont *certainement sacrifié l'agriculture à l'industrie*. Il n'y a pas de doute. On a aggravé l'effet de cette politique par des consolidations qui ont privé la France de sa liberté tarifaire pour 72 % des articles de son tarif, parmi lesquels j'ai le regret de constater que figuraient *tous les produits du sol français*.

Cette éloquence, qu'on pourrait croire purement politique, est absolument confirmée par les chiffres. L'agriculture française, jusqu'en 1931, a été moins protégée qu'avant la guerre, et beaucoup moins que l'industrie.

Le tableau suivant permet d'en juger :

TABLEAU DES DROITS DE DOUANE PERÇUS A L'IMPORTATION de 100 francs de produits agricoles et de 100 francs de produits industriels (1)			
PÉRIODES	VALEURS DES IMPORTA- TIONS (milliers de francs)	MONTANT DES DROITS DE DOUANE PERÇUS (milliers de francs)	DROITS DE DOUANE PERÇUS POUR 100 FRANCS DE PRODUITS IMPORTÉS
<i>Agriculture</i>			
1901-1910 (moyenne)	3.287.981	281.688	8,56 %
1921-1930 (moyenne)	26.488.873	1.206.556	4,55 %
1933	16.569.715	1.753.168	10,57 %
<i>Industrie</i>			
1901-1910 (moyenne)	995.157	81.978	8,23 %
1921-1930 (moyenne)	6.639.955	714.146	10,75 %
1933	5.031.869	865.249	17,19 %

M. Prault, directeur de l'Assemblée des Présidents des Chambres d'Agriculture, qui a dressé ce tableau, le fait suivre des commentaires suivants :

Ces chiffres démontrent qu'avant la guerre, Agriculture et Industrie bénéficiaient d'une protection douanière *ad valorem* sensiblement égale (8,56 % pour l'agriculture, 8,23 %

1. *Protectionnisme douanier et commerce extérieur français*. Une brochure de 28 pages, par L. Prault, Paris, 1935.

pour l'industrie), avec léger avantage en faveur de l'agriculture. Cette situation s'est renversée dans la période d'après guerre. L'égalité douanière a été rompue à l'avantage de l'industrie puisque, pour celle-ci, en 1933, la protection douanière *ad valorem* ressort à 17,19 % contre 10,57 % pour l'agriculture. C'est-à-dire, qu'en 1933, la protection douanière appliquée aux objets manufacturés s'est traduite par une protection *ad valorem* supérieure de 62 % à celle dont ont bénéficié les productions agricoles (1).

Cette rupture de la protection douanière a eu pour conséquence la rupture du commerce extérieur au détriment de l'agriculture, ainsi qu'il appert du tableau suivant, établi sur la valeur des produits considérés pour la période 1901-1910 :

INDICES DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES (Base 1901-1910 : 100)						
PÉRIODES	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS		EXCÉDENT DES IMPORTATIONS	
	Valeurs 1901-1910	Indices base 1901- 1910 : 100	Valeurs 1901-1910	Indices base 1901- 1910 : 100	Valeurs 1901-1910	Indices base 1901- 1910 : %
1901-1910 ..	2.787.184	100	1.583.303	100	1.203.882	100
1913	3.765.349	135	1.708.197	107	2.057.152	170
1921-1930 ..	3.862.027	139	1.493.788	94	2.368.239	196
1931	4.528.215	160	1.365.944	86	3.162.271	262
1932	4.127.573	149	1.098.776	69	3.028.906	251
1933	4.127.467	149	1.126.523	71	3.000.944	249

Le système des contingents inauguré par M. Tardieu, à la fin de l'automne 1929, a eu certainement pour effet d'enrayer les importations et de retarder de trois ans l'entrée de la France dans la crise. Malheureusement, cette protection fut, peu à peu, assortie, pour les principaux produits, de mesures d'économie dirigée qui favorisèrent une surproduction passagère, d'où résulta l'effondrement catastrophique des prix que l'agriculture française connut en 1934, et surtout en 1935. •

Le libéralisme se manifeste de nouveau, en 1937, sous

1. *Op. cit.*

deux aspects principaux. D'une part, en effet, les libéraux « de droite », pour s'opposer aux divers projets étatistes, demandent le retour à la liberté individuelle du paysan. (C'est ainsi que le *Temps*, critiquant, dans un article du 13 mars dernier, le projet gouvernemental relatif aux conventions collectives de vente, écrit : « Toute perte pour la liberté individuelle est un gain pour l'étatisme. ») D'autre part, libéraux « de droite » et « de gauche » s'unissent pour réclamer l'expansion du commerce international par la suppression des entraves douanières. Parlant, le 16 mars, au banquet de la Chambre de Commerce Britannique, le président du Conseil, M. Léon Blum, déclarait :

Vous avez compris que la majorité du peuple français, dont nous sommes les interprètes, entendait concilier l'initiative résolue de l'Etat, avec la préservation de tous les droits individuels. Ce n'est pas de l'avertissement, de la persécution ou de la spoliation de la personne humaine, mais bien du jeu harmonieux des activités personnelles, que la France attend le retour à la prospérité collective. La politique qu'elle nous a dictée est, à la fois, sociale et libérale.

Dans l'ordre économique et monétaire, ce libéralisme s'est déjà traduit par l'accord tripartite amicalement conclu en septembre dernier par la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et la France.

Il se traduira, je l'espère comme vous, par le relâchement progressif des entraves qui restreignent, aujourd'hui, à tel point, les échanges internationaux et qui ne sont, hélas ! le privilège exclusif d'aucun Etat. Nous nous sommes déjà engagés dans cette voie, et nous y persévérons, bien que nous ne puissions nous y avancer qu'avec prudence, car nous sommes obligés de traiter avec précaution une économie à peine convalescente et qui n'a pas encore rétabli un équilibre stable entre les divers éléments vitaux.



Est-il possible, dans ces conditions, d'envisager qu'une solution libérale puisse intervenir pour le problème agricole ?

N'y a-t-il pas contradiction à envisager seulement une telle solution, *puisque le problème agricole, tel que nous l'avons posé, est le résultat du libéralisme mitigé sous lequel nous vivons depuis cent cinquante ans?*

Au libéralisme sont dus les phénomènes de concentration industrielle et commerciale, en face d'une agriculture morcelée.

Au libéralisme sont dues les atteintes fréquentes à la protection douanière.

Au libéralisme est due la menace perpétuelle qui pèse sur l'agriculture pour favoriser le consommateur par une politique de vie à bon marché.

Instinctivement, le terrien s'applique, à lui-même et à son activité, ce mot, qui est, croyons-nous, de Lacordaire :

Dans toute société où il y a des faibles et des forts, c'est la Liberté qui asservit et c'est la Loi qui libère.

La petite propriété agricole est évidemment faible à côté du développement des sociétés de capitaux. La liberté ne peut que l'asservir, et la loi doit la libérer.

Le libéralisme, s'il reste lui-même, est donc impuissant en face du problème agricole. Mais le libéralisme peut changer. M. Flandin, qui s'en était fait le champion en 1934-1935, parle, aujourd'hui, d'un « *néolibéralisme* » qui reposerait, essentiellement, sur l'organisation professionnelle :

Il serait vain — dit-il — au nom d'un individualisme théorique, de chercher à la détruire. Il faut seulement que cette organisation professionnelle se développe parallèlement, aussi bien dans l'agriculture, l'artisanat et le patronat, que dans la C. G. T. Il faut surtout qu'elle élimine l'étatisme et permette ainsi à l'Etat de jouer son rôle tutélaire d'arbitre entre les intérêts qui, parfois, s'opposent (1).

1. Discours prononcé au Comité républicain du Commerce et de l'Industrie, le 18 mars 1937.

A l'étatisme et à l'économie dirigée, il oppose l'organisation professionnelle et les droits de douane « judicieusement calculés » :

Le pire ennemi de la classe agricole — déclare-t-il — est l'étatisme. Il y a une différence du tout au tout entre l'organisation professionnelle agricole et l'économie agricole dirigée. L'organisation professionnelle, qu'il est si urgent de développer, c'est la multiplication des coopératives et des syndicats agricoles, groupés dans le cadre de la région, fédérés sous le signe de l'identité de telles ou telles productions, gardant toute la souplesse dans l'action qui est nécessaire à la défense d'intérêts souvent divergents et quelquefois contradictoires, et s'unissant enfin pour la défense générale de la classe rurale dans un organisme central qui est logiquement l'assemblée générale des Chambres d'Agriculture.

C'est, en quelque sorte, la cuirasse à l'abri de laquelle peut s'épanouir la liberté du producteur garantie par des droits de douane judicieusement calculés, défendue contre les spéculations qui faussent le jeu de l'offre et de la demande, étayée par une solide organisation du crédit agricole. Au contraire, qu'est-ce que l'économie agricole dirigée, si ce n'est le corset de fer où sera finalement étouffée l'agriculture française quand nos paysans propriétaires seront devenus les salariés d'une bureaucratie que gêne ce qu'il leur reste d'indépendance et d'individualisme (1) ?

Tel qu'il est ainsi formulé, le « *néolibéralisme* » est évidemment intéressant. Car ce n'est pas seulement l'étatisme et l'économie dirigée qu'il condamne, c'est d'abord les principes mêmes du libéralisme. Il professe qu'il n'y a pas de solution libérale au problème agricole, et il reconnaît, pour l'agriculture, le droit à l'association et le droit à la protection douanière. Ce n'est pas encore une doctrine. C'est, dans un état d'esprit favorable, l'attente d'une doctrine.

1. Discours prononcé à Tours, le 14 mars 1937.

CHAPITRE III

LA SOLUTION MARXISTE

Le problème agricole, c'est-à-dire le problème paysan, a toujours été la croix des doctrines socialistes.

D'un côté, le socialisme prétend qu'il ne conçoit la propriété que comme la rencontre parfaite des instruments de travail et du travailleur, ce qui légitime la petite propriété paysanne.

D'un autre côté, le socialisme considère que l'industrie est la loi du progrès humain, et que l'industrialisation de la terre exige la constitution de grands domaines collectifs. Il en déduit la nécessité de l'expropriation, brutale ou progressive, de la paysannerie.

Cet aspect du conflit interne de la doctrine actuelle du socialisme n'est que la transposition, depuis Marx, d'un conflit analogue qui existait entre le socialisme qu'on pourrait appeler *démocratique*, et le socialisme qu'on pourrait appeler *communiste*. Tout le XVIII^{me} siècle retentit du débat entre partisans de la « petite propriété » et partisans de la « suppression de la propriété ».

Chose curieuse, c'est le père de la démocratie, Jean-Jacques Rousseau, lui-même, qui formule le plus nettement la thèse anti-propriétiste. Dans son fameux *Discours sur l'origine de l'inégalité parmi les hommes*, il s'écrie :

Le premier qui, ayant enclos un terrain, s'avisa de dire :
« Ceci est à moi », fut le vrai fondateur de la société civile.

Que de crimes, de meurtres, de misères et d'horreurs, n'eût pas épargnés au genre humain celui qui, arrachant les pieux et comblant le fossé, eût crié à ses semblables : « Gardez-vous d'écouter cet imposteur, vous êtes perdus *si vous oubliez que les fruits sont à tous, et que la terre n'est à personne* (1) !

Belle éloquence qui ne sera pas perdue. Quelques années plus tard, en pleine Révolution, Gracchus Babeuf lance le « Manifeste des Egaux ». Qu'y lisons-nous ?

La loi agraire, ou le partage des campagnes, fut le vœu instantané de quelques soldats sans principes, de quelques peuplades mues par leur instinct plutôt que par leur raison. Nous tendons à quelque chose de plus sublime et de plus équitable : le bien commun ou la communauté des biens. Plus de propriété individuelle des terres. *La terre n'est à personne ; les fruits sont à tout le monde* (2).

Le Tribunal Révolutionnaire coupa le cou à Babeuf.

Le communisme *partageux* l'emportait sur le communisme pur. Le bouleversement social se moulait dans les cadres juridiques d'une société, qui, depuis des siècles, construisait patiemment la formule de la propriété foncière. Le premier succès socialiste est sa première condamnation.

Parce qu'elle a, selon l'expression de Michelet, opéré *le mariage du paysan avec la terre*, la Révolution a construit l'obstacle le plus résistant que trouvera devant lui, pendant cent cinquante ans, le socialisme ouvrier : la petite propriété paysanne.

En 1937, comme en 1797, année de l'exécution de Babeuf, la position *pratique* du socialisme est la défense de la petite propriété. C'est là, pour lui, une nécessité tactique, car comment s'adresser aux millions d'électeurs paysans en menaçant de les déposséder ? C'est aussi, pour lui, un accord, dont il se félicite, avec un des aspects de sa doctrine de la propriété.

1. *L'Histoire du Socialisme*, par Paul Louis. Paris, Marcel Rivière, 1937.

2. *Id.*

La petite propriété — écrit M. Compère-Morel — fruit du travail de celui qui la possède et la cultive, a droit à notre respect. Et serions-nous en régime socialiste que nous ne verrions aucun inconvénient à ce qu'elle continuât d'être un instrument de production possédé et mis en œuvre par son propriétaire (1).

Les textes de ce genre abondent dans la littérature socialiste. Seulement, *ils se fondent tous sur le postulat que la petite propriété paysanne est appelée à disparaître, en vertu des analyses marxistes.*

Citons, par exemple, le programme agricole qui fut établi par le Parti Ouvrier dans ses Congrès de Marseille (septembre 1892) et de Nantes (septembre 1894). Le Parti Ouvrier « se piquait de marxisme intégral », nous apprend M. Paul Louis. Son programme est donc particulièrement intéressant.

Le préambule était ainsi conçu :

Considérant qu'aux termes mêmes du programme général du Parti, les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils seraient en possession des moyens de production; considérant que si, dans le domaine industriel, ces moyens de production ont déjà atteint un tel degré de concentration capitaliste qu'ils ne peuvent être restitués aux producteurs que sous la forme collective ou sociale, il n'en est pas de même actuellement, en France du moins, dans le domaine agricole ou terrien, le moyen de production, qui est le sol, se trouvant encore, sur bien des points, possédé à titre individuel par les producteurs eux-mêmes;

Considérant que, si cet état de choses, caractérisé par la propriété paysanne, est fatalement appelé à disparaître, le socialisme n'a pas à précipiter cette disparition, son rôle n'étant pas de séparer la propriété et le travail, mais, au contraire, de réunir dans les mêmes mains ces deux facteurs de la production, dont la division entraîne la servitude et la misère des travailleurs tombés à l'état de prolétaires;

Considérant que si, au moyen des grands domaines repris à leurs détenteurs oisifs, au même titre que les chemins de

1. *Le Socialisme et la Terre*, par Compère-Morel. Paris, Librairie Populaire, 5, rue Victor-Massé, 1936.

fer, mines, etc., le devoir du socialisme est de remettre en possession, sous la forme collective ou sociale, les propriétaires agricoles, son devoir non moins impérieux est de maintenir en possession de leurs lopins de terre contre le fisc, l'usure et les envahissements des nouveaux seigneurs du sol, les propriétaires cultivant eux-mêmes;

Considérant qu'il y a lieu d'étendre cette protection aux producteurs qui, sous le nom de fermiers et de métayers, font valoir les terres des autres, et qui, s'ils exploitent des journaliers, y sont, en quelque sorte, contraints par l'exploitation dont ils sont eux-mêmes victimes.

Le Parti Ouvrier, qui, à l'inverse des anarchistes, n'attend pas de la misère étendue et intensifiée, la transformation de l'Ordre Social, et ne voit de libération, pour le travail et pour la Société, que dans l'organisation et les efforts combinés des travailleurs des campagnes et des villes, s'emparant du Gouvernement et faisant la loi, a adopté le programme suivant :

Suivait un programme comportant :

Le minimum de salaire, l'attribution des terrains communaux à des familles non possédantes, les caisses de retraites agricoles, l'achat par la Commune de machines agricoles, la suppression des droits de mutation au-dessous de 5.000 fr., la liberté de la chasse et de la pêche, etc. (1).

On ne manquera pas d'observer que ce programme, et son préambule, pourraient être signés aujourd'hui, sans en changer un mot, aussi bien par le Parti Socialiste que par le Parti Communiste. Quant au programme seul, abstraction faite du préambule, il rallierait tous les partis politiques sans exception. Les programmes agricoles, en effet, révèrent toujours la petite propriété, se proposent de la défendre, de la développer, etc... Les chiffres que nous avons donnés plus haut montrent qu'ils y ont réussi.

Bien mieux, quand il y a querelle entre le socialisme et les partis « bourgeois », sur le terrain agricole, c'est le socialisme qui est le plus propriétaire. Nous n'en

1. Dans Paul Louis, op. cit., pp. 263-265.

voulons pour preuve que le projet de loi déposé en décembre 1936, par M. Monnet, sur la « propriété culturelle ». Qu'il soit défavorable aux propriétaires non-exploitants, qu'ils soit défavorable également aux jeunes gens désireux d'acquérir une ferme, ce n'est pas douteux. Mais il n'est pas moins douteux qu'il accentue l'occupation du sol, et que, par delà les apparences, il développe l'idée et le fait de la propriété terrienne.



Est-ce donc l'échec du socialisme?

A notre sens, non.

Le socialisme s'est trompé sur un point : il a cru que la terre suivrait un processus analogue à l'industrie et que la propriété terrienne se concentrerait comme la propriété industrielle. Mais cette erreur — erreur d'ailleurs totale — a laissé place à un phénomène autre qui revient à peu près au même.

Si, en effet, le nombre des petits propriétaires agricoles se maintient, ou même s'accroît, le nombre total des agriculteurs diminue.

La population rurale, sous l'ancien régime, composait certainement 90 % de l'ensemble de la population française. Cette proportion ira en diminuant constamment.

Voici, depuis 1846, le pourcentage respectif de la population rurale et de la population urbaine en France. (1)

1. On entend par population rurale celle qui habite dans les communes de moins de 2.000 habitants.

	POPULATION RURALE	POPULATION URBAINE
1846	75,6	24,4
1851	74,5	25,5
1861	71,1	28,9
1872	68,9	31,1
1881	65,2	34,8
1891	62,6	37,4
1906	57,9	42,1
1911	55,8	44,2
1921	53,6	46,4
1926	51,5	48,5
1931	48,8	51,2

La signification de ces chiffres saute aux yeux. Le socialisme, battu sur le terrain de la propriété terrienne, entend bien se rattraper sur le terrain de la société prise dans son ensemble.

Si l'agriculture n'a pas donné lieu à une concentration quelconque, du moins le pays manifeste-t-il une évolution du stade agricole au stade industriel et capitaliste.

Le raisonnement de Marx, faux au stade de l'entreprise agricole, peut être considéré comme vrai pour l'ensemble de la France.

L'opération de socialisation sera différente de ce qu'on avait pensé, mais elle se fera autrement. *Le jour où les petits propriétaires agricoles, aussi nombreux qu'au début, en tant que propriétaires, mais seuls agriculteurs dans une nation prolétarisée, auront révélé leur faiblesse relative, on pourra socialiser la terre comme on aura socialisé l'usine.*

Tel est le plan socialiste, tantôt clairement exprimé, tantôt vaguement perçu, mais nécessaire aux yeux de

celui qui ne considère que les faits indépendamment des velléités et des intentions passagères.

*

Car le socialisme politique et opportuniste ne peut être parfaitement compris que si on le rapporte à la doctrine marxiste, à laquelle il se réfère et qui finira toujours par l'emporter.

Marx avait fort bien défini sa position dans le *Manifeste Communiste* :

Les propositions communistes — disait-il — ne reposent nullement sur des idées, des principes, inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde.

Elles ne sont que l'expression globale des conditions réelles d'une lutte de classe existant, *d'un mouvement historique évoluant, de lui-même, sous nos yeux*. L'abolition des rapports de propriété qui ont existé jusqu'ici n'ont pas le caractère distinctif du communisme...

Le caractère distinctif du communisme n'est pas l'abolition de la propriété en général, mais l'abolition de la propriété bourgeoise...

...Veut-on parler de cette forme de propriété antérieure à la propriété bourgeoise qui est la propriété du petit bourgeois, du *petit paysan*? Nous n'avons que faire de l'abolir : *le progrès de l'industrie l'a abolie, ou est en train de l'abolir* (1).

Voilà qui est net. Est-ce à dire que la question de la propriété paysanne sera secondaire? Nullement, car le *Manifeste* déclare expressément :

...Les communistes appuient en tous pays tout mouvement révolutionnaire contre l'ordre social et politique existant.

Dans tous ces mouvements, *ils mettent en avant la question de la propriété, à quelque degré d'évolution qu'elle ait pu arriver, comme la question fondamentale du mouvement* (1).

1. *Manifeste du Parti communiste*, par Karl Marx et Fr. Engels, Bureau d'Éditions, 132, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris (x^e).

Nous reconnaissons que tout cela a l'air légèrement contradictoire. Mais c'est parfaitement cohérent si on rejette les cadres de la logique traditionnelle pour se placer dans la ligne de la dialectique marxiste.

Cette dialectique est, en apparence, une chose assez mystérieuse. En réalité, elle est parfaitement simple.

Laissons ici les mots compliqués de la philosophie pure pour transcrire en vocables compréhensibles l'essentiel de la pensée de Marx. La dialectique marxiste c'est le mouvement même du monde exprimé dans le Verbe humain. Ce *mouvement* est *contradiction*, ainsi que Hegel l'avait bien vu, mais cette contradiction, comme le mouvement lui-même, est dans les choses, non dans les idées.

Marx n'a cessé de critiquer le côté purement spéculatif de Hegel; mais il a toujours hautement affirmé la valeur de sa méthode :

Il y a environ trente ans — écrit-il dans la deuxième édition du *Capital* (1) — lorsque la dialectique hégélienne était encore à la mode, j'ai critiqué ses côtés trompeurs. Mais, lorsque j'écrivais le premier volume du *Capital*, la jeune génération maussade, prétentieuse, médiocre, qui tient le haut du pavé dans l'Allemagne cultivée, se plaisait à traiter Hegel comme le bon Moses Mendelssohn, au temps de Lessing, traitait Spinoza, c'est-à-dire de « chien crevé ». Je me déclarais alors, publiquement, le disciple de ce grand penseur, et, dans le chapitre sur la valeur, je mis une sorte de coquetterie à lui emprunter son vocabulaire.

Le *pour* et le *contre* de l'hégélianisme en Marx est tout entier dans ce passage. Marx garde la ligne de développement spirituel de l'hégélianisme, mais l'incarne dans le réel, ou, plus exactement, dans la matière.

« Hegel, disait-il, met à la place du lien réel de l'homme et de la nature, un Sujet-Objet absolu (1). » Lui, procède à l'inverse. Il ne connaît que l'Objet-Sujet. Il ne refusera rien de l'homme, rien de la conscience,

1. *Morceaux choisis* de Karl Marx, Gallimard, Paris, 1934.

rien même (si l'on veut) de la volonté et de la liberté, mais tout sera, pour lui, objet absolu, « matière » absolue. L'idéalisme est, à ses yeux, un objet d'horreur, parce que c'est le détachement du réel :

Ma méthode dialectique — écrit-il — n'est pas seulement différente par ses fondements de la méthode hégélienne, mais elle en est, directement, le contraire. Pour Hegel, c'est le processus de pensée lui-même, qu'il transforme, sous le nom « d'idée », en un sujet absolu, qui est le démiurge de la réalité, qui n'est que sa manifestation extérieure. *Chez moi, au contraire, les idées ne sont rien d'autre que les choses matérielles transposées et traduites dans la tête des hommes* (1)...

Voilà qui est parfaitement clair, autant que peut être clair le marxisme pour un cerveau latin. Tout change et tout évolue. La vérité, c'est le réel, mais le réel conçu comme mouvant et contradictoire. « Le monde » — explique Engels — « ne doit pas être considéré comme un complexe de *choses* achevées, mais comme un complexe de *processus*, où les choses, en apparence stables, tout autant que leurs reflets intellectuels dans notre cerveau, les idées, passent par un changement ininterrompu de devenir et de dépérissement ».

Les esprits contemporains, peu familiarisés avec le marxisme, auront une idée de sa thèse fondamentale, en la rapprochant du Bergsonisme, avec cette différence essentielle que l'évolutionisme bergsonien considère comme pure folie de prévoir l'avenir (2). A la vérité, le bergsonisme est, par mille implications métaphysiques, fort loin du marxisme; mais c'est tout de même lui qui permet de le saisir le mieux, car il permet de rompre tous cadres logiques, rupture sans laquelle le marxisme est incompréhensible.

Nous voilà bien loin de notre sujet? Non, nous sommes au cœur. Car la dialectique matérialiste — c'est sa

1. Karl Marx, op. cit., p. 67.

2. Cf. *La Pensée et le Mouvant*, notamment l'Introduction.

contradiction intime, mais qu'elle nie en tant que système fondé sur la contradiction — va nous révéler tout l'avenir.

Marx, ayant vu juste sur un point : la concentration capitaliste, toutes ses autres erreurs pèsent peu dans la balance. Ce qu'il a eu de génial dans l'une de ses principales prédictions sauve tout le reste, et valorise sa méthode, qui est pourtant la négation de toute méthode. Car, en réalité, sa dialectique, qui ne tend à rien de moins qu'à frapper au cœur le principe d'identité, le ressuscite dans ce qu'il a de plus enfantin : ce qui est, à tout moment de l'histoire, *est*.

On a remarqué, par les passages que nous en avons cités, de quelle vigueur nébuleuse se paraît le « *Manifeste* » sur la question de la propriété. Qu'on juge plutôt du texte suivant :

Toute la production — dit Marx — est une appropriation de la nature par l'individu, dans et au moyen d'une forme sociale déterminée. En ce sens, c'est une tautologie de dire que la propriété est une condition de la production. Mais il est ridicule de bondir, de là, à une forme déterminée de propriété, par exemple à la propriété privée (ce qui, en outre, suppose, comme condition, une forme antagonique, la non-propriété). L'Histoire nous montre plutôt la propriété commune (par exemple chez les Hindous, les Slaves, les anciens Celtes, etc.) comme la forme primitive, forme qui, sous la forme de la propriété communale, joua longtemps encore un rôle important. Ce n'est pas encore le lieu de poser la question de savoir si la richesse se développe mieux sous telle ou telle forme de propriété. Mais dire qu'il ne puisse être question d'une production, ni par suite d'une Société, là où n'existe aucune forme de propriété, est une pure tautologie. Une appropriation qui ne s'approprie rien est une contradiction *in subjecto* (1).

Le jeu est clair. Bien fou serait donc celui qui essaierait d'atteindre le marxisme sur le terrain d'une définition certaine. Il s'échappe au moment que vous le con-

1. Op. cit., p. 97.

traignez, et triomphe de sa défaite même. Vous le réalisez en le détruisant.

C'est ce qu'a bien compris le plus intelligent de ses adeptes occidentaux, Henri de Man, qui, prenant à son propre piège une dialectique devenue messianique, l'a purement et simplement réintégrée dans une doctrine plus haute des valeurs et des buts. Les titres de ses livres manifestent son hérésie: « *Au delà du Marxisme* », « *L'Idée Socialiste* », — voilà qui doit choquer évidemment un vrai disciple de Marx; mais réfuter l'auteur est plus difficile.

Marx, lui, est resté dans les limites de la Science pure, et ce qu'il a prédit exactement (la concentration industrielle) a cautionné toute sa doctrine, — toute sa métaphysique. Parce qu'il a brisé les moules de la pensée logique, on ne s'est plus étonné de rien (on saluait, au contraire, les contradictions successives); mais on s'est construit une foi immuable dans le Matérialisme, symbolisé par la Machine et le développement *in infinitum* de toutes les formes de l'Industrie.

Tel est le marxisme dans sa plus simple expression.

L'agriculture, là-dedans, a peu de place. Elle existe, tant mieux pour elle. Elle disparaîtra, c'est fatal. A cause de la propriété, peut-être, mais à cause de l'industrie certainement. C'est le mouvement de l'histoire; nul n'y peut rien :

Abstraction faite de la forme plus ou moins développée de la production sociale, la productivité du travail demeure liée aux conditions naturelles. Elles peuvent toutes se ramener à la nature de l'homme lui-même, à la race, par exemple, et à la nature qui l'entoure. Les conditions naturelles extérieures se divisent en deux grandes classes du point de vue économique, *richesse naturelle en moyens de substance*, c'est-à-dire : fertilité du sol, eaux poissonneuses, etc., et *richesses naturelles en moyens de production*, chutes d'eau vive, voies navigables, bois, métaux, charbon, etc. Dans les débuts de la civilisation, c'est la première catégorie de richesses qui l'emporte; à un niveau supérieur de développe-

ment, c'est la seconde. Qu'on compare, par exemple, l'Angleterre avec les Indes, ou, dans le Monde antique, Athènes et Corinthe avec les régions côtières de la Mer Noire (1).

Que dire à cela? C'est la vérité même. Mais les pires conclusions peuvent en être tirées. Le marxisme les tire.

Nous découvrons, ici, la jonction de la haute doctrine marxiste avec le socialisme appliqué. Celui-ci, bien loin de redouter les « pouvoirs seconds » de l'homme, comme dit Ramuz, les multipliera au maximum. Sa phase historique étant de succéder au capitalisme, il développera le capitalisme par tous les moyens afin de le supprimer d'un seul coup, au moment opportun. Bebel a dit : « Le socialisme, c'est la science appliquée à tous les domaines de l'activité humaine. » Il aurait pu le dire du capitalisme. Ce qui distingue les deux doctrines, c'est que l'une se greffe sur le triomphe de la bourgeoisie (en place), l'autre sur le triomphe du prolétariat (pour demain). Mais le scientisme est la religion commune, et ce n'est pas d'aujourd'hui. Le Saint-Simonisme, qui fut la grande école des Polytechniciens, était imbu de l'idée du progrès scientifique. Si la forme de ce progrès devait être le changement de la propriété, le mode en était l'industrie :

La Société tout entière — écrivait Saint-Simon — repose sur l'industrie. L'industrie est la seule garantie de son existence, la source unique de toutes les richesses et de toutes les prospérités. L'état de choses le plus favorable à l'industrie est donc le plus favorable à la Société. La classe industrielle doit occuper le premier rang, parce qu'elle est la plus importante de toutes, qu'elle peut se passer de toutes les autres et qu'aucune autre ne peut se passer d'elle.

Admettons que l'hymne Saint-Simonien nous avait valu le Canal de Suez et la Tour Eiffel, comme la dialectique marxiste nous vaut Dniéproguetz et Magnitogorsk, nous n'en contestons pas moins la valeur de civilisation.

1. Op. cit., p. 101.

Ne voir dans l'homme que le dominateur de la nature, concevoir la science comme une fin en soi, réduire l'agriculture au rôle de servante de l'industrie, c'est une présomption qui peut, tout au moins, s'appeler imprudence. A supposer que l'évolution du progrès technique soit infinie, il n'en reste pas moins que l'agriculture, d'une part, est nécessaire, d'autre part, a sa valeur propre; et cette valeur, à nos yeux, prime celle de l'industrie, non pas comme la nature prime l'homme, mais comme l'homme, allié à la nature, prime la machine.

A ce point, les positions sont prises, et rien ne sert plus de discuter. Mais on peut montrer les graves conséquences que la doctrine marxiste a pour l'agriculture.

Sous prétexte de la libérer de maîtres supposés, elle l'isole de plus en plus. Au fur et à mesure que les cultivateurs deviennent moins nombreux, ils sont une proie plus facile pour le socialisme dévorant. En les excitant les uns contre les autres — ouvriers contre patrons, métayers et fermiers contre propriétaires, « petits » contre « gros », — on les occupe facilement et on les détourne de leur intérêt véritable. Tout le jeu est de les tenir en haleine en tant qu'électeurs. Pour le reste, ils ne comptent pas.

Le marxisme, qui ne s'intéresse à l'homme qu'en sa qualité de « *producteur* », réalise ce tour de force de réserver ce nom à l'ouvrier des villes. C'est que l'industrie, seule, compte pour lui, et, dans l'industrie, le salarié.

Ainsi, toute la politique du socialisme au pouvoir, est une politique du « *consommateur* », car c'est la politique d'une classe : celle des salariés ! L'agriculteur en fera les frais.

C'est ainsi que, quand M. Blum prit le pouvoir, au mois de juin 1936, il déclara qu'il allait ranimer l'économie défaillante par l'augmentation du pouvoir d'achat des masses. Peu importe, ici, la vérité de cette théorie. Ce qui importe, c'est de voir l'application qui en a été

faite. Les plus grandes masses consommatrices, en France, sont les masses agricoles. Elles sont les plus nombreuses. La théorie économique exigeait donc que tout l'effort gouvernemental jouât en leur faveur. De fait, l'exposé des motifs du projet de loi instituant l'Office du Blé déclarait : « La revalorisation des produits agricoles, au même titre que la hausse des salaires, est indispensable pour accroître la capacité de consommation des masses ». Mais, lors de la discussion du projet de loi, la notion de *revalorisation* fut remplacée par celle de *stabilité des cours*, et, plus jamais, la théorie du pouvoir d'achat ne fut invoquée au sujet de l'agriculture.

Par contre, dans un communiqué de triomphe, publié par les journaux du 15 mars 1937, le Gouvernement annonçait la reprise économique, en faisant état de quatre indices, parmi lesquels on relève celui-ci : *baisse des produits agricoles*. Telle est la logique inéluctable des principes.

Sans s'attaquer, directement, à la petite propriété paysanne, le socialisme marxiste pèse donc sur elle de tout le poids de la faveur qu'il accorde au prolétariat urbain. Cette faveur se marque par le déséquilibre qu'il manifeste dans sa politique des prix. Elle se marque aussi par le jeu des lois sociales. Toutes ces lois, en effet, même si elles sont déclarées applicables à l'agriculture, lui sont inapplicables dans les faits, pour mille raisons naturelles, et pour cette raison première que ce sont des lois faites pour le salariat. Il en résulte de tels avantages pour les travailleurs des villes, que les cultivateurs désertent de plus en plus la terre. Comment la semaine de quarante heures n'exercerait-elle pas un mirage sur l'esprit d'hommes habitués à travailler quatorze et quinze heures par jour ?

Ainsi diminue la puissance du nombre agricole, à mesure que croît le fardeau de ceux qui restent aux champs. *L'expropriation marxiste se réalise, non par la*

concentration des entreprises terriennes mais par la concentration générale du capitalisme urbain, par rapport à l'agriculture, dans le pays tout entier. Tantôt cette concentration est directement étatique, tantôt elle est industrielle ou commerciale. Mais le phénomène national est le même. Dans tous les cas, l'agriculture est atteinte.

Pour briser toute résistance éventuelle, le socialisme s'attaque, d'autre part, aux associations professionnelles des cultivateurs. Il les empêche de posséder, il les empêche de fonctionner. Il prend leurs patrimoines (pour les gérer); il dirige leurs services. L'Office du Blé est le plus récent et le plus typique exemple de ce qu'un génie inventif peut mettre au point contre l'agriculteur, en ayant l'air de le servir. Si bien qu'on peut dire qu'aujourd'hui il n'y a plus qu'une chose qui tienne, *malgré tout*, c'est la petite propriété familiale. La question qui se pose est la suivante : le socialisme marxiste, qui déteste et méprise cette forme de propriété, qui souhaite et qui prédit sa disparition, l'attaquera-t-il de front? Tel sera bientôt, pour lui, le problème agricole.

*
**

L'U. R. S. S. a donné l'exemple. L'U. R. S. S. a collectivisé la terre. C'était plus facile à faire que chez nous. La nature du sol, l'histoire, la mentalité russe permettaient ce genre de révolution. Pourtant, on y a mis le temps. Et il faudra peut-être recommencer. Mais Staline peut annoncer aujourd'hui, devant le huitième Congrès Extraordinaire des Soviets :

Dans le domaine de l'agriculture, au lieu d'un océan de petites exploitations paysannes individuelles, avec leur faible technique et l'entreprise des koulaks, nous avons maintenant la plus grande production mécanisée du monde, armée d'une technique nouvelle, sous la forme d'un système généralisé de Kolkhoz et de Sovkhoz. Tout le monde sait que la classe des Koulaks a été liquidée dans l'agriculture, et

que le secteur des petites exploitations paysannes individuelles, avec sa technique arriérée, médiévale, occupe maintenant une place insignifiante; au surplus, sa part dans l'agriculture, quant à l'étendue des surfaces ensemencées, ne représente pas plus de 2 à 3 %. On ne peut pas ne pas relever ce fait que les Kolkhoz ont, aujourd'hui, à leur disposition, 316.000 tracteurs, d'une puissance de 5.700.000 CV, et, avec les Sovkhoz, ils possèdent plus de 400.000 tracteurs d'une puissance de 7.580.000 CV.

Parlant de la paysannerie, Staline ajoute :

On a coutume de dire que la paysannerie c'est une classe de petits producteurs, dont les membres sont atomisés, dispersés sur toute la surface du pays, besognant chacun de son côté, dans leurs petites exploitations, avec leur technique arriérée, sont esclaves de la propriété privée, et sont impunément exploités par les grands propriétaires fonciers, les koulaks, les marchands, les spéculateurs, les usuriers, etc. En effet, la paysannerie des pays capitalistes, si l'on considère sa masse fondamentale, constitue, précisément, une telle classe. Veut-on dire que notre paysannerie d'aujourd'hui, la paysannerie soviétique, ressemble, dans sa grande masse, à une pareille paysannerie? Evidemment, non. Une pareille paysannerie n'existe plus chez nous. Notre paysannerie soviétique est une paysannerie absolument nouvelle. Il n'existe plus, chez nous, de grands propriétaires fonciers, ni de koulaks, ni de marchands, ni d'usuriers pour exploiter les paysans. Par conséquent, notre paysannerie est une paysannerie affranchie de l'exploitation. Ensuite, notre paysannerie soviétique, dans son immense majorité, est une paysannerie kolkhozienne, c'est-à-dire qu'elle base son travail et son avoir, non sur le travail individuel et une technique arriérée, mais sur le *travail collectif* et la *technique moderne*. Enfin, l'économie de notre paysannerie est fondée, non sur la propriété privée, mais sur la *propriété collective*, qui a grandi sur la base du travail collectif. Comme vous le voyez, la paysannerie soviétique est une paysannerie absolument nouvelle, comme n'en a pas encore connu l'histoire de l'Humanité!

Voilà la réalisation du programme marxiste sur le plan agricole. Travail collectif, technique moderne, propriété collective. Il fallait la dictature stalinienne pour

y parvenir. Cinq millions de paysans déportés ou tués de 1931 à 1933, tel est le bilan de l'opération.

L'opération a-t-elle, du moins, réussi au point de vue « technique » ? Écoutons plutôt un paysan faire ses confidences à l'ouvrier américain Andrew Smith :

Que veux-tu que nous fassions ? Les paysans sont mécontents de l'état de choses actuel. Tu vois, là-bas, ces maisons ? Ce sont les chefs qui habitent là-dedans. Ils vivent largement, beaucoup, beaucoup mieux que nous, mais ils n'entendent rien à l'exploitation de la ferme. Tout va de mal en pis. Ainsi il y a l' « Agronom », un petit bout de femme qui n'a guère plus de dix-huit à vingt ans, aux lèvres rougies et aux robes à la mode, qui sort à peine de l'école. Qu'est-ce qu'elle connaît de la terre ? Là où l'on devrait semer du lin, elle nous ordonne de planter des pommes de terre, là où le terrain est favorable pour les choux, elle commande du blé et du seigle ! Si nous lui disons qu'elle se trompe, elle nous répond que nous n'y connaissons rien, que nous sommes des gens sans éducation et que nous n'avons qu'à obéir ! Peux-tu maintenant blâmer les paysans d'être dégoûtés et découragés ?

Tiens, regarde comment l'herbe pourrie sous nos pieds, et, pendant ce temps-là, le bétail n'a rien à manger. Si tu as le temps, viens avec moi, je te montrerai les tracteurs que nous avons reçus l'an dernier. Ils sont neufs. Eh bien ! ils se rouillent dans les champs. Quand le temps viendra de faire les labours, on se mettra à les réparer, et lorsqu'ils seront en état, le moment de s'en servir sera passé. Si un paysan osait dire quoi que ce soit, se plaindre seulement de la direction, le Guépéou mettrait la main dessus et il disparaîtrait pour toujours.

Quand ces terres nous appartenaient, tu aurais pu voir comme elles étaient bien tenues. Les moissons poussaient magnifiquement dans les champs, les pommes de terre atteignaient la taille de melons, on avait des légumes de toutes sortes, blé, seigle, et bien d'autres choses encore. Nous possédions des cochons, des chevaux et des vaches. Nous nourrissions les jeunes veaux avec du lait, tant nous en avions. Aujourd'hui, il n'y en a même pas pour les enfants ! Les poulets, les canards, les oies, couraient partout. Nous n'aurions pas nourri un cochon avec ce qu'on nous donne à manger actuellement. Cinq de nos paysans faisaient plus de

besogne que deux cents, aujourd'hui, sur le Sovhoz. Et cependant, nous n'avions que des charrues à chevaux et pas de tracteurs! Oui, c'est dur, gradanine. Les choses ne peuvent pas continuer ainsi. Il faut que cela change (1)!

Ce témoignage sur le vif est corroboré par les livres de Trotzski et de Victor Serge. Celui-ci estime, d'autre part, que déportations et exécutions n'ont pas réussi à tuer l'âme paysanne. Trois classes nouvelles sont en présence après dix-neuf ans de révolution : les bureaucrates, les ouvriers et les paysans. Seuls, les premiers sont satisfaits.

Verrons-nous, en France, la dernière phase de la solution marxiste au problème agricole? Ce que l'industrialisation et l'étatisme ont commencé s'achèvera-t-il par la mainmise brutale du collectivisme sur la petite propriété paysanne? L'avenir le dira.

Quand vous verrez — écrit Proudhon — le paysan garder sa récolte le fusil à la main, vous saurez que la Révolution Sociale est arrivée.

1. *J'ai été ouvrier en U.R.S.S.* (1932-1935), par Andrew Smith.
« Révue Universelle », 15 février 1937.

CHAPITRE IV

LA SOLUTION CORPORATIVE

Nous avons montré, dans les deux précédents chapitres, que, ni le Libéralisme, ni le Marxisme n'apportent de solution au problème agricole. Le Libéralisme « laisse faire », ce qui est la condamnation de l'agriculture métropolitaine. Le Marxisme achève, systématiquement, l'œuvre du Libéralisme et détruit l'exploitation familiale pour la remplacer par le sovkhoz géant.

Nous devons donc chercher une solution qui, tout en satisfaisant aux nécessités du progrès, sous toutes ses formes, conserve cependant la nature propre de notre agriculture. Cette solution, c'est, selon nous, la solution corporative. Mais, pour la justifier, il importe de justifier, d'abord, la valeur de la petite exploitation agricole. Car, si l'on considère que c'est un progrès absolu d'équiper les champs industriellement, en aménageant des domaines de 100.000 hectares, le libéralisme est excellent et le marxisme encore meilleur.

I. — VALEUR DE LA PETITE EXPLOITATION FAMILIALE

En 1908, le concours d'agrégation des Facultés de Droit comportait une composition d'économie politique sur la petite propriété rurale. Ce concours réunissait des esprits particulièrement distingués, puisque nous y rele-

vons les noms de MM. Lescure, Nogaro et Oualid qui, depuis lors, ont acquis une haute autorité dans la science économique. Il est fort intéressant de lire leurs compositions qui se résumeraient toutes assez bien dans cette heureuse formule de l'un d'entre eux, M. Oualid :

Nous nous trouvons, en dernière analyse, en présence de deux ordres d'idées : d'une part, les partisans de la grande propriété rurale qui en vantent les avantages, en se plaçant surtout au point de vue économique; d'autre part, les adversaires de la grande propriété qui chantent les louanges de la petite en envisageant presque exclusivement ses qualités sociales.

Il est certain que la petite propriété et, d'une manière plus générale, la petite exploitation rurale, ne sont tant louées, chantées, vantées, que parce qu'on y voit une heureuse harmonie entre l'homme et sa tâche. Ce sont les bucoliques et les georgiques. « O fortunatos nimium... » Une immense littérature a dit, à toutes les époques, les beautés et les bontés de l'agriculture paysanne. La dernière incarnation sociologique de cette littérature se trouve dans *Le Play* et son école. Mais elle a, aussi, ses poètes, ses romanciers, ses historiens. Sans parler des morts, on citerait les vivants par dizaines.

La question qui se pose est la suivante : Faut-il opposer le point de vue *économique* au point de vue *social*? Quand on met en avant les deux notions, la première prend une allure de progrès, tandis que la seconde semble destinée à recouvrir des idées de tradition, qui seraient plus exactement baptisées du nom de « routine ». *Économique* fait « moderne », *social* fait « vieux jeu ». C'est bien l'opposition que l'on sent entre la grande et la petite propriété.

On peut admettre cette opposition. C'est l'attitude des libéraux et des marxistes qui, les uns et les autres, réduisent le social à l'économique, et considèrent l'homme comme un « homo œconomicus », créant toutes les normes morales et sociales par sa seule activité de

producteur. C'est aussi l'attitude de certains conservateurs, qui se défient, par principe, du progrès technique, et qui, considérant les fins spirituelles de l'homme, ont méfiance ou hostilité préconçue contre tout ce qui dérange les habitudes acquises. Ils expriment leur position en affirmant la primauté du social sur l'économique.

En réalité, le problème est ainsi mal posé :

Tout progrès de nos sciences et de nos techniques — écrit Thierry-Maulnier — a pour résultat d'apporter avec lui une part de conséquences inconnues. Tout progrès est, en somme, un heureux désordre, mais un désordre puisqu'il modifie en quelque point les rapports humains. Les investigations de la connaissance humaine multiplient les acquisitions sans nous donner le secret qui ordonnera ces acquisitions dans une cité harmonieuse. Ce secret, il n'est pas dans la science, il est dans la culture : et, à ce titre, la culture est, en quelque sorte, le contraire même de la science, puisqu'elle est le secret d'organiser, pour une vie plus perfectionnée, l'apport brut des conquêtes de l'esprit (1).

Ce qu'il faut donc, c'est *rétablir, à tout moment, l'équilibre social que rompt, nécessairement, tout progrès économique*. Avant même de porter un jugement métaphysique sur la nature de l'homme et sur son ultime vocation, il y a lieu de considérer, du point de vue purement objectif de son *mieux-être* terrestre, au point de vue, pourrait-on dire, strictement technique de sa réussite, les possibilités de « récupération » qu'il offre à ses propres créations. La prudence dans l'expérience est scientifique, au même degré que l'expérience elle-même. L'aspect « social » et l'aspect « économique » d'un problème ne feront bien souvent qu'exprimer le plus ou moins de prudence qu'on apportera dans sa solution. La prudence peut être excessive. L'imprudence aussi.

1. « Progrès et Culture », article de Thierry Maulnier dans la revue *Combat* de février 1937.

On vérifie ces observations sur la donnée qui nous intéresse ici. Les apologistes de la petite exploitation rurale expriment à l'envi sa valeur de réserve humaine, sa valeur de « contrepoids », en quelque sorte, aux aventures de la ville et de l'industrie. M. Roger Grand, notamment, a dégagé, plusieurs fois, en termes saisissants, le rôle de stabilité que joue la paysannerie dans la civilisation. Ce point de vue est extrêmement important, et le sous-estimer serait folie. Plus le progrès technique s'accumule, plus la concentration urbaine devient importante, plus aussi il importe que l'homme garde le contact avec la nature. Si le « corps agrandi » de l'humanité « attend un supplément d'âme », comme l'a dit Bergson, il est nécessaire que cette attente se fasse les deux pieds fermement posés sur le sol. Quelle chute icarienne menacerait l'homme confiant dans sa seule mécanique !

Mais cet aspect *social* du problème, — et nous apercevons que, social, il est également philosophique — ne doit pas nous retenir trop longtemps. Car, du seul fait qu'il est nié par l'audace du marxisme et l'indifférence du libéralisme, il perd beaucoup de son importance pratique. Mieux vaut donc que nous soulignions la valeur *économique* de la petite exploitation, car cette valeur est incontestable. Elle doit toucher les matérialistes en dehors de toute question spirituelle.

Le premier aspect de la valeur économique de la petite exploitation est le reflet de sa valeur sociale. Le phénomène de polyculture l'exprime exactement. Dans les cyclones de la production et des prix, la multiplicité des produits de l'agriculture brise et cristallise les catastrophes industrielles et monétaires. Le fait que le paysan ne fournit aux échanges qu'une partie de ce qu'il produit, consommant, lui-même, le reste, atténue considérablement les effets des crises modernes. L'infrastructure agricole est à peine ébranlée par l'écroulement des superstructures mécanisées, et le nombre des chômeurs.

est réduit d'autant. La comparaison de la crise française et de la crise américaine est, à cet égard, instructive. On mesure la capacité de résorption de la paysannerie, quand on songe que la valeur de la production agricole française est tombée de moitié entre 1929 et 1934 (de 60 à 30 milliards, nette) sans qu'il en soit résulté un problème agricole comme aux Etats-Unis.

Mais ce rôle de « matelas » de crise n'est que secondaire. Le rôle capital de l'agriculture c'est de servir de débouché à l'industrie. Nous assistons, à ce point de vue, à un renversement complet de la situation par rapport au siècle précédent. Toujours réaliste, l'Angleterre a donné le signal de ce renversement. Nous avons dit, plus haut, qu'elle développait son agriculture pour se créer un marché intérieur. Chez nous, il suffit de le conserver et de le ranimer. Au fond, ce n'est pas seulement l'échec du libéralisme traditionnel, c'est peut-être la naissance d'une économie nouvelle. Les peuples vivent sur la vieille idée, jamais abolie, du mercantilisme. Quoique Bastiat et ses successeurs aient prétendu démontrer que les pays pauvres avaient plus d'intérêt au libre échange que les pays riches, ils ne faisaient cette démonstration que dans la conviction secrète — et même inconsciente — que l'enrichissement national postulait l'échange extérieur. Rien n'est pourtant plus faux, et ce serait une belle tâche pour un néolibéralisme, tel que celui que conçoit M. Flandin, de prouver qu'il y a création de richesse dès l'instant qu'un produit s'échange contre un produit, quelle que soit l'origine des deux produits considérés. Ainsi, s'établissant l'identité du commerce intérieur et du commerce extérieur, l'agriculture prendrait sa pleine valeur.

Or, qui ne voit qu'à ce moment la petite exploitation triomphe? Car le nombre même des individus qu'elle occupe intervient comme facteur de richesse.

Arthur Young, nous l'avons vu, daubait contre la petite propriété et nous prédisait le sort de la Chine :

A mon sens — expliquait-il — la population est un objet secondaire. L'on doit cultiver le sol de la manière qui lui fait produire le plus possible, sans s'inquiéter du reste... De quelle utilité serait, dans un Etat moderne, l'existence d'une province dont le sol serait cultivé à la manière de l'ancienne Rome, par des paysans propriétaires? A quoi cela servirait-il, sinon à produire des hommes? Ce qui est, en soi, d'une parfaite inutilité (1)...

Tel est le raisonnement du pur rationaliste. Et c'est un très mauvais raisonnement. Car, si « produire des hommes » est d'une « parfaite inutilité », ne pas en produire est d'une inutilité au moins égale. Ce sont là considérations dans l'abstrait, sinon dans l'absurde. La vérité, c'est qu'une population de petits exploitants ne coûte, pour autant dire, rien à la société, qui n'a jamais à la nourrir ni à la payer; cette population, au contraire, *rapporte* énormément à la société :

1° En la nourrissant aussi bien que n'importe quel mode de culture ultra-moderne et suréquipée;

2° En épargnant pour son compte;

3° En résorbant au maximum toutes les inflations industrielles et monétaires;

4° En disposant d'un pouvoir d'achat considérable pour les créations du commerce et de l'industrie.

Faut-il souligner l'importance nationale que la question démographique représente, par ailleurs, de nos jours? Cette importance n'est peut-être pas strictement économique, mais l'épithète de « sociale » ne la qualifierait pas non plus parfaitement. Il s'agit de l'existence même du pays. A cet égard, la population rurale, sa santé, sa vigueur, sont des éléments dont on mesure tout le prix. Comment, d'autre part, l'immigration pourrait-elle se faire sans danger si le phénomène paysan ne réalisait, avec une incroyable rapidité, l'absorption des éléments étrangers?

1. *Political Arithmetics*, I, 47 (1774). Cité par René Gonnard dans son « Histoire des Doctrines économiques », Paris, Valois, 1930.

La petite exploitation rurale trouve donc les arguments les plus péremptoirs pour sa justification. On serait bien en peine, au contraire, de l'attaquer sérieusement pour des considérations économiques.

Même au point de vue du commerce extérieur, il faut bien confesser que les chances françaises joueront, désormais, sur le plan de la *qualité*. Or, la qualité est, par nature, antinomique à la quantité. La production de série ne peut aboutir, en agriculture comme en industrie, qu'à la standardisation. (Standardisation ne veut, du reste, pas dire : « mauvaise qualité », mais la notion de qualité « fine », de qualité de « choix » requiert la production spécialisée.) Nos vins, nos fruits, nos fromages, etc., pourront toujours faire prime par leur « personnalité » (si le mot n'est pas trop fort). Cette « personnalité » n'est possible qu'avec l'exploitation « personnelle ». On peut, d'ailleurs, se demander si la nature du sol, dans bien des cas, permettrait, en France, la grande exploitation. Le débat ne sera jamais ouvert, comme en Russie, entre le domaine de 10 hectares et le sovkhoz de 100.000 hectares, mais entre 10, 20, 100 ou 500 hectares. A ce plan, on peut dire que c'est une querelle de famille; il s'agit toujours, *du point de vue économique*, de petite exploitation.

On notera que nous employons l'expression « petite exploitation », de préférence à « petite propriété ». Elles sont sensiblement synonymes chez nous, ainsi que le révèlent les statistiques que nous avons publiées dans notre premier chapitre. Mais la variété dans les modes d'occupation du sol est une excellente chose. Si la propriété réalise le type le plus parfait de l'union de l'homme et de la terre, elle n'en a pas moins ses inconvénients, par l'excès du morcellement successoral. Après avoir été un bienfait, celle-ci peut devenir un danger, soit en agissant comme un frein sur la natalité, soit en démembrant les domaines, soit en laissant plus aux familles l'espace suffisant pour seulement subsister. Le

fermage, au contraire, permet le remembrement culturel, et est d'une action démographique heureuse. On sait que les plus belles familles rurales se comptent souvent parmi les familles des fermiers.

Si, enfin, nous considérons ce qu'on appelle « les grandes exploitations », celles qui occupent plus de vingt salariés et qui comprennent plusieurs centaines d'hectares, elles jouent un rôle heureux en étant à la tête du progrès culturel, et elles rendent un service certain à toute la communauté paysanne en permettant l'établissement d'une comptabilité relative. L'application des diverses lois sociales à ces exploitations et l'augmentation des salaires auront même, peut-être, cette conséquence imprévue de dégager les prix agricoles nécessaires à l'amélioration du sort des petits propriétaires et fermiers qui exploitent sans le concours d'aucune main-d'œuvre extérieure.

Bref, l'exploitation paysanne, telle qu'elle existe en France, — c'est-à-dire, propriété, mais tempérée de fermage (et de métayage) et « petite », mais tempérée de « grande » — réalise une formule dont l'excellence sociale et économique ne peut être contestée. Si le régime corporatif s'avère propre à la conserver, ce régime s'impose à notre attention.

II. — INDEPENDANCE DU PHENOMENE CORPORATIF

Quand nous parlons de la nécessité d'un « régime corporatif » pour l'agriculture, nous nous servons d'une expression dont le danger ne nous échappe pas.

Le mot « corporation » est trop souvent reçu comme l'équivalent de « service public en régime dictatorial ». La construction systématique du fascisme italien favorise cette confusion, que nous entendons dissiper ici, en démontrant l'indépendance du phénomène corporatif par rapport à la politique.

Il est hors de doute que les corporations fascistes sont strictement étatistes. C'est le résultat d'un Gouvernement *autoritaire*; c'est le résultat, surtout, d'un Gouvernement *totalitaire*. Quelle que doive être l'évolution de l'Etat italien, Mussolini a entendu le fonder comme un absolu à quoi tout se rapporte. Est-ce une doctrine philosophique? Certains textes tendraient à le laisser penser. Il ne faut pas oublier que Mussolini fut socialiste jusqu'à la guerre, et que les penseurs allemands ne manquèrent pas de préparer, dans son esprit, certaines justifications de son action future. Néanmoins quand il écrit : « Qui dit libéralisme, dit individu; qui dit fascisme, dit Etat », il s'agit moins là de conceptions théoriques que d'une affirmation d'autorité personnelle. Les proclamations d'un « Duce » n'ont point besoin de références extérieures. Le totalitarisme mussolinien est, avant tout, l'expression d'une volonté de puissance, consécutive, d'ailleurs, à une extrême dispersion des forces italiennes.

La charte du Travail (avril 1927) pose les principes suivants :

La nation italienne est un organisme ayant des buts, une vie et des moyens d'action supérieurs à ceux des individus qui la composent (art. 1^{er}). Le travail, sous toutes ses formes, est un devoir social, et la production est unitaire du point de vue national : ses objectifs sont le bien être des individus et le développement de la puissance nationale (art. 2).

Passons au plan corporatif :

Pour faire le corporatisme plein, complet, intégral, révolutionnaire — déclare Mussolini — il faut trois conditions : un parti unique, grâce auquel la discipline politique entre ainsi en jeu à côté de la discipline économique, et qu'il y ait au-dessus des intérêts opposés, un lien qui unisse tous les citoyens, à savoir une foi commune. Cela ne suffit pas. Il faut, après le parti unique, *l'Etat totalitaire*, c'est-à-dire l'Etat qui absorbe, pour les transformer et leur donner un maximum de puissance, toute l'énergie, tous les intérêts, toute

l'espérance d'un peuple. Cela ne suffit pas encore. Troisième condition, la dernière et la plus importante : il faut vivre une période *de très haute tension idéale*. (Discours de Mussolini au Conseil National des Corporations, le 19 novembre 1933.)

On imagine ce que peut être un système corporatif fondé sur de tels principes. Disons qu'il se confond avec l'Etatisme pur et simple, mais avec un Etatisme, qui, logique avec lui-même, n'entend pas trouver son origine et sa limite dans des droits individuels. Notre conception de l'Etatisme se réfère, en effet, toujours à l'individu. L'Etatisme français c'est le développement des services administratifs au détriment des organisations privés. Il y a « Etatisme » parce qu'il y a, d'abord, « liberté individuelle ».

La conception italienne de l'Etat, qui aboutit, dans les faits, à une sorte d'étatisme absolu, est, au contraire, exclusive d'étatisme au sens où nous l'entendons. Car l'Etat est *premier*, du point de vue juridique, et rien n'est, socialement, que par lui. Il est, dans tous les domaines, source de droit et créateur de normes. Toute excroissance juridique à l'intérieur de l'Etat, pourra se spécifier par un vocable approprié, mais parler d'Etatisme, comme nous l'entendons, est non-sens ou pure tautologie. Cela n'a de signification que pour nos oreilles françaises. (1)

L'Etat — dit Mussolini — n'est pas le gardien de nuit qui ne s'occupe que de la sûreté personnelle des citoyens; il n'est pas même une organisation à fins purement matérielles, comme celle de garantir un certain bien-être et une vie sociale commune relativement pacifique. L'Etat est un fait spirituel et moral, puisqu'il concrétise l'organisation politique, juridique et économique de la Nation, et que cette organisation est, dans son origine et son développement, une manifestation de l'esprit. L'Etat est garant de la sûreté

1. Nous donnons ici le point de vue qu'impose l'évidence des faits. On verra ci-dessous que les juristes italiens, comme M. Del Vecchio, n'hésitent pas à affirmer que le fascisme présuppose le droit individuel.

intérieure et extérieure; mais aussi, gardien et organe de l'esprit du peuple, tel qu'il a été élaboré à travers les siècles par la langue, les coutumes, la foi. L'Etat n'est pas seulement présent, mais encore passé, et surtout futur. C'est l'Etat qui forme les citoyens aux vertus civiles, les rend conscients de leur mission, les pousse à l'unité, harmonise leurs intérêts dans la justice, transmet les conquêtes de la pensée dans les sciences, les arts, le droit, la solidarité humaine; porte les hommes de la vie élémentaire de la tribu à la plus haute expression de puissance humaine qu'est l'empire, confie aux siècles les noms de ceux qui moururent pour son intégrité et pour obéir à ses lois, montre en exemple et recommande aux générations futures les capitaines qui ont accru son territoire, et les génies qui l'ont illuminé. Quand le sens de l'Etat décline et quand prévalent les tendances dissociatrices et centrifuges des particuliers ou des groupes, les Sociétés nationales tournent à la ruine (1)!

Ce morceau est très intéressant parce qu'il exprime, à l'état pur, le sentiment de Mussolini. On y voit, parfaitement, que sa notion de l'Etat n'est ni véritablement philosophique, ni véritablement juridique, mais qu'elle est, — si nous osons risquer le mot — « poétique ». *L'Etat, c'est moi*, pourrait-il dire comme Louis XIV. Mais, chez lui, cette formule ne serait tempérée ni par la subordination à « Celui qui règne dans les Cieux, et qui, seul, se glorifie de faire la leçon aux Rois », ni par la soumission aux lois fondamentales du royaume. L'Etat, pour Mussolini, c'est le chef qui gouverne la Nation, et qui, la gouvernant, l'assume et la résume.

Une telle conception est-elle démocratique ou anti-démocratique?

La question se pose. On sait que le chancelier Hitler a toujours considéré sa dictature comme essentiellement démocratique, et qu'il soumet, périodiquement, son activité au referendum populaire. Il ne nous appartient pas d'examiner ici les conditions de fait dans lesquelles s'exerce ce referendum. Seul, nous importe le principe.

1. Cité par Georges Del Vecchio dans ses *Leçons de Philosophie du Droit* (p. 305). Sirey, éditeur, 1936.

Dictateur tout puissant, Hitler entend se réclamer de la volonté du peuple allemand pour la justification de sa politique. Démocratie ne veut point dire « liberté », mais « gouvernement par le peuple ».

Mussolini hésite entre le démocratisme et l'anti-démocratisme. Les murs de la Sorbonne ont entendu des conférences d'émissaires officiels du Gouvernement fasciste développer la thèse que le fascisme n'est que le prolongement de la Révolution française. C'est un point de vue que le Duce a parfois soutenu, encore qu'il semble, depuis quelque temps, opiner en sens contraire. Quoi qu'il en soit, les juristes, eux, doivent construire juridiquement le régime italien. Il semble qu'un Organicisme de type allemand s'accorderait assez bien aux réalisations et aux déclarations du fondateur des Corporations Modernes. (1). Pourtant, l'influence française et les vieilles traditions romaines luttent contre cette simplification doctrinale.

Après avoir rétabli, « dans son sens vrai, et le plus élevé, la théorie du *Contrat Social*, qui, abstraction faite des éléments mythologiques qui, parfois, l'ont déformée, a précisément la signification essentielle suivante : l'Etat est, par nature, *la synthèse des droits de tous*, et a pour loi immanente de son activité la réaffirmation de ces droits par la volonté générale », M. Georges Del Vecchio, Doyen de la Faculté de Droit de l'Université de Rome, écrit :

Ce serait une grave erreur de penser que l'Etat actuel, et, en particulier, l'Etat italien, parce qu'il s'affirme comme tuteur des droits de la Nation au-dessus de toutes les forces internes, dominant les particuliers et leurs groupements divers, renouvelle des formes historiques périmées, c'est-à-dire supprime ou renie les droits de l'individu. Ces droits restent et ont valeur, au contraire, de substance et de pré-

1. « Notre Etat, disait Mussolini dans son discours du 14 novembre 1933, n'est pas un Etat absolu, et moins encore absolutiste, éloigné des hommes et armé seulement de lois inflexibles comme les lois doivent l'être. Notre Etat est un état organique et humain, qui entend adhérer à la réalité de la vie. »

supposé de la réalité même de l'Etat. L'individualité se fonde dans l'Etat et en lui « exalte sa vraie nature » (Vico). Les prérogatives juridiques de l'homme et du citoyen, revendiquées par les révolutions des siècles précédents, et, notamment, par notre *Risorgimento* (qui fut, aussi, une grande et totale Révolution, parce qu'elle ne se contenta pas de réformer, mais construisit, *ex-novo*, un Etat), n'ont pas été et ne pourraient pas être supprimées par notre plus récente révolution, laquelle en a accru, au contraire, la valeur, en garantissant le développement de la personne humaine dans son ensemble naturel, qui est la Nation, et en assurant une efficacité positive aux liens volontaires d'association, comme aux efforts de la représentation syndicale professionnelle, grâce à l'organisation corporative.

Un des documents fondamentaux, à ce sujet, est la *Charte du Travail* du 21 avril 1927. Par elle, et par la loi du 3 avril 1926, sur le règlement juridique des rapports collectifs du travail, l'Etat a étendu l'exercice de sa souveraineté sur un domaine jusqu'alors, en partie, abandonné aux violences et aux vexations privées des particuliers ou des groupes. L'égalité juridique entre donneurs de travail et travailleurs a été garantie, les droits et les devoirs réciproques de ces derniers ont été déterminés, et une « Magistrature du Travail » a été spécialement instituée pour la solution juridique des conflits en cette matière. On voit, par là, comment un pouvoir plus grand de l'Etat peut, en réalité, correspondre à une protection meilleure des droits particuliers. Les solutions unilatérales, et partant imparfaites, du problème des fins de l'Etat, trouvent, dans cet ordre de développement, leur plus concrète ratification et intégration.

La souveraineté de la Loi, et l'égalité des citoyens devant elle, restent, en réalité, les pivots de l'Etat italien renouvelé; lequel est, par conséquent, et veut être un *Etat de Droit*, et non un Etat absolu ou de police. La nouvelle organisation corporative diffère de l'ancienne, précisément parce qu'elle suppose et ne nie pas ces fondements juridiques qui représentent les conquêtes de la pensée moderne au sujet des relations entre Etat et individu. Ainsi la Corporation fasciste donne toute leur valeur aux droits du citoyen travailleur, mais présuppose, pour cela même, la notion juridique du citoyen, notion entièrement étrangère à l'idéologie et à la structure politique du moyen âge (1).

1. Del Vecchio, op. cit., pp. 306-307.

Ce long passage méritait d'être cité intégralement parce qu'il montre, d'une manière tout à fait typique, le schéma d'une construction juridique du fascisme, du point de vue de l'individu, de la corporation et de l'Etat. M. Del Vecchio, par une habile analyse, met le « citoyen » à la base de l'Etat nouveau, et ne conçoit cet Etat que comme un protecteur de l'activité corporative. Cette thèse est, dans l'abstrait, défendable. Concernant le régime italien, elle paraît assez hardie.

Si on scrute le caractère intrinsèque de toute institution corporative, on découvre que ce caractère réside, essentiellement, dans une *autonomie*. La corporation secrète un droit particulier. Le phénomène historique est, à cet égard, révélateur du fait juridique :

...Les corporations de professions, arts et métiers, tendent, sans aucun doute..., à élaborer leur propre droit, lorsqu'elles n'ont pas, en naissant, reçu du dehors un système juridique déjà formé. Ce droit, élaboré par l'organisation elle-même, est-il un droit d'Etat? Pour résoudre ce problème, il faut considérer comment se réalise, dans le concret, la relation entre le vouloir qui pose ce droit et le vouloir qui est à la base de l'organisation juridique de l'Etat. Si, comme c'est arrivé fréquemment autrefois et de nos jours, il y a antinomie entre les deux vouloirs, il n'y a pas de rapport entre le droit corporatif et l'Etat, même avec la possibilité d'une sorte de coexistence de fait entre les deux diverses organisations juridiques, chacune d'elles l'emportant d'une façon sur l'autre, et tendant potentiellement à la remplacer. L'antinomie peut se traduire, ou par une tolérance tacite, ou par une opposition ouverte. Dans l'une et l'autre hypothèse, le phénomène peut se prolonger, même pendant des siècles, tellement est difficile et laborieux le procédé de formation d'un droit positif unitaire, ou, en d'autres termes, d'un solide ensemble d'Etat. Les positions d'*équilibre instable* entre les forces sociales sont, dans l'histoire, plutôt la règle que l'exception (1).

Ces lignes de M. Del Vecchio sont extrêmement intéressantes parce qu'elles contredisent nettement le long

1. Op. cit., p. 296.

passage que nous avons précédemment cité et par lequel il explique que l'Etat corporatif repose, en fin de compte, sur l'individu. Ici, en effet, il considère que le droit corporatif est un phénomène spontané, et, pour tout dire, que la corporation est, en quelque sorte, une société naturelle d'un autre type, mais aussi nécessaire que l'Etat. Admettre, en effet, que « *l'équilibre instable* » soit la règle, et le « *droit positif unitaire* » l'exception, c'est nier, logiquement, la spécificité étatique sur le plan de la société civile. (On pourrait penser que le phénomène corporatif contemporain, visé par M. Del Vecchio, est celui des grandes sociétés industrielles et financières? Mais il a plutôt en vue, — la suite de son discours le montre — le syndicalisme ouvrier.)

Trois hypothèses se présentent donc. Ou l'Etat l'emporte sur la Corporation et la détruit — c'est le cas de la Révolution française, — ou l'organisation corporative l'emporte sur l'Etat, « en en paralysant ou transformant l'ensemble de manière à devenir, elle-même, Etat » — c'est le cas de la Révolution russe. Ou l'Etat absorbe les organisations corporatives en vue de les ramener dans son orbite et de « les soumettre à son pouvoir réel » — c'est le cas de la Révolution italienne. (1)

Ces trois hypothèses, d'allure symétrique, mettent en évidence la fragilité de la conception d'une autonomie corporative analogue à l'autonomie étatique. Si l'Etat peut détruire, purement et simplement, la corporation (cas de la Révolution française), la corporation ne peut détruire l'Etat, qu'en devenant l'Etat (cas de la Révolution russe). C'est qu'en réalité, il n'y a qu'une autonomie totale, qu'une souveraineté incontestable : celle de l'Etat. On s'en aperçoit, du reste, quand on compare, dans les

1. Notre comparaison, cela va de soi, est purement juridique. Nous n'établissons aucun rapprochement entre les valeurs spirituelles et sociales incarnées par la Russie soviétique, d'une part, et par l'Italie fasciste, d'autre part.

faits, des systèmes comme le système russe et le système italien. La diversité originelle des révolutions y est moins sensible que la convergence des résultats de la dictature. La corporation devenant l'Etat ou l'Etat absorbant la corporation, au départ cela s'oppose, à l'arrivée cela se confond. Dans les deux cas on est en présence d'un Etat totalitaire (2).

Quelles que soient les contradictions analytiques de M. Del Vecchio, du moins est-il fort constant dans ses conclusions et synthèses : *l'Etat fasciste intègre complètement l'activité corporative*. Sur ce point, d'ailleurs, l'accord est général. N'oublions pas que le *Conseil Nationale des Corporations* nous a donné, lui-même, une définition des Corporations qui exclut tout débat sur leur nature réelle; le 13 novembre 1933, il votait, en effet, la motion suivante :

Le Conseil National des Corporations :

définit les corporations comme l'instrument qui, sous l'égide de l'Etat, réalise la discipline intégrale, organique et unitaire des forces productives, en vue du développement, de la richesse, de la puissance politique et du bien-être du peuple italien;

Déclare que le nombre des corporations à constituer pour les grandes branches de la production doit, en principe, être adéquat aux nécessités réelles de l'économie nationale;

Etablit que l'état-major de la corporation doit comprendre les représentants des administrations de l'Etat, du parti, du capital, du travail et de la technique;

Assigne comme tâches spécifiques aux corporations, celles de conciliation, de consultation, avec caractère obligatoire dans les problèmes de plus grande importance, et par l'entremise du Conseil National des Corporations, celle d'édicter des lois régulatrices de l'activité économique de la Nation;

Remet au Grand Conseil du Fascisme toute décision visant les développements ultérieurs dans le sens politique et constitutionnel, qui devront se produire par effet de la constitution effective et du fonctionnement pratique des corporations.

2. Op. cit., pp. 297-298.

Cette motion est très nette. L'expression « sous l'égide de l'Etat », qui figure à la première ligne, ne doit pas nous induire en erreur. Elle ne marque pas indépendance, mais intégration; tout le reste de la motion le démontre surabondamment. On notera particulièrement la formule : « édicter des lois régulatrices de l'activité économique de la Nation ». C'est de l'économie dirigée, et c'est de l'économie dirigée par la « corpora-tion étatique », devenue « Etat corporatif ». Aucun doute n'est possible à ce sujet.

La vocation impérialiste du Génie romain ne pouvait manquer de prolonger, sur le plan international, les solutions fascistes du Corporatisme. « Beaucoup d'espairs », — déclarait Mussolini, le 10 novembre 1934 — « accompagnent, et pas seulement en Italie, la naissance des corporations dans ces temps de confusion universelle, de détresse aiguë et de forte tension politique. Ces espoirs ne seront pas déçus, etc. (1). »

Avec l'autorité qui s'attache à ses hautes fonctions internationales, M. de Michelis s'est fait le champion d'une collaboration des nations par la voie corporative :

Le principe corporatif — écrit-il — préconisé et réalisé par le régime fasciste, est réellement celui qui, ayant opéré, avec un plein succès, la combinaison des forces économiques dans le domaine national, apparaît comme le plus apte à les coordonner dans le cadre de l'Europe, et, par la suite, sur le plan mondial (2).

M. de Michelis résume les règles essentielles du Corporatisme en trois points :

1° Respect de la propriété privée et de la liberté individuelle;

2° Estimation exacte et satisfaction meilleure des besoins humains;

1. *L'Etat corporatif en Italie*, par Georges Bourgin. Aubier, éditeur, Paris, 1935.

2. *La Corporation dans le monde*, par G. de Michelis. Denoel et Steele, éditeurs, Paris, 1935.

3° Harmonisation par « l'autorité » de tous les éléments qui concourent à la production.

En bref, l'économie corporative est « l'économie intégrale des producteurs-consommateurs ».

Le plan corporatif d'organisation mondiale consisterait à associer, sur un pied d'égalité complète, les trois éléments de la production : Travail — Terres et Matières Premières — Capital. On devine le sens de ce programme. Nous n'avons pas à le suivre ici dans ses détails. *Ce qui nous intéresse et ce que nous voulons souligner, c'est que le fait corporatif, intimement lié au fait étatique dans l'organisation du régime politique italien, est cependant susceptible d'être conçu d'une manière indépendante de l'Etat puisque des bons esprits (et fascistes!) le mettent à la base d'une coopération internationale.*

Certes, il ne s'agirait pas d'un Droit nouveau, qui serait supérieur ou extérieur aux Etats (comme peut l'être, par exemple, le droit ecclésiastique), mais il s'agirait d'une organisation qui, articulée sur la souveraineté des Etats, serait spécifique dans son ordre. *Qu'une telle possibilité puisse être seulement envisagée montre bien quel est, en définitive, le vrai caractère de la corporation.* Organisation imparfaite, en tant qu'elle dépend de l'Etat, elle ne se confond pas, par nature, avec lui, mais se développe, au contraire, *selon la nécessité d'une structure interne.* Si la « Corporation fasciste » est intégrée, et, pour ainsi dire, identifiée à l'Etat, c'est en tant que « fasciste », et non pas en tant que « Corporation ». On ne saurait donc invoquer légitimement l'exemple de la nation transalpine pour vanter ou pour blâmer le phénomène corporatif. Ce que l'exemple a de particulier masque complètement ce que le phénomène a de général. D'autres pays sont là pour nous le prouver.

Le Portugal, en effet, est une « république unitaire et corporative ». Cette république est soumise à la dictature d'un homme, Oliveira Salazar, qui écrit sans sourciller :

Nous sommes antiparlementaires, antidémocrates, anti-libéraux, nous voulons constituer un Etat corporatif (1).

Mais le même Salazar déclare :

Le problème se pose dans les termes suivants : dans les conditions du monde actuel, il est douteux qu'aucun Etat puisse se passer d'une organisation de son économie nationale. Or, si l'on ne veut pas que l'Etat organise et dirige, lui-même, l'économie de la Nation, la transformant ainsi en économie d'Etat, il n'y a qu'une solution : l'organisation corporative, grâce à laquelle l'Etat peut tirer un bénéfice de toutes les forces productrices, tout en maintenant les principes de la propriété privée, de l'initiative particulière, de la concurrence modérée, et tout en usant de son autorité pour réprimer les abus (2).

Le problème — dit-il encore — sera d'organiser la Nation, autant que possible sur son plan naturel, c'est-à-dire en respectant les groupements spontanés des hommes autour de leurs intérêts ou de leurs activités pour les encadrer dans l'Etat, de façon que celui-ci ne soit, pour ainsi dire, que la représentation de la Nation, avec les organes propres à réaliser les fins collectives. C'est ce problème qui confère une importance capitale à l'organisation corporative (3).

On imaginerait difficilement textes plus précis. Pour nous, ils établissent, définitivement, cette vérité de bon sens que *l'institution corporative ne présuppose aucune conception a priori de la forme du Gouvernement*. Pour des fins de prospérité nationale, — communes à tous les pays — l'Italie et le Portugal organisent la corporation, mais ils lui assignent un rôle complètement différent. Rouage direct de l'Etat, selon la volonté de Mussolini, elle est un organe social contrôlé par l'Etat, selon la volonté de Salazar. Formules opposées qui prouvent le caractère spécifique de l'objet du débat. Retenons-en la leçon qu'il y a lieu, en France, d'étudier, pour elle-même,

1. *Une Révolution dans la paix*, par Oliveira Salazar, p. xxx. Flammarion, éditeur, Paris, 1937.

2. Op. cit., p. xxv.

3 Op. cit., pp. 233-234.

la solution corporative, sans être hanté par les exemples étrangers. C'est cette étude que nous esquissons sur le plan agricole.

III. — NATURE D'UN VERITABLE REGIME CORPORATIF

Le mot même de « corporation » ne doit pas être employé sans être défini. Au sens où nous l'entendons il ne prend sa signification que par référence à un régime social déterminé que nous appellerons précisément « régime corporatif ».

Au premier abord il y a là une apparence de tautologie. Mais les explications que nous venons de donner concernant l'indépendance du phénomène corporatif permettent d'apercevoir la précision que nous voulons établir.

La notion de corporation impliquant une certaine forme de l'association, il est bien évident que cette forme d'association se référera à une doctrine générale de l'Etat, quelle que soit, du reste, la modalité de régime ou de gouvernement que, selon les pays et les circonstances, une telle doctrine doive postuler. L'Etat, se définissant « expression juridique de la société nationale », on peut le concevoir comme un simple rassemblement des individus de qui, par la fiction (par exemple) du contrat social, il tire son pouvoir souverain. On peut aussi le concevoir comme le fait premier d'où découle tout droit, même individuel, dès l'instant du moins que ce droit revêt un aspect social. On peut le concevoir enfin comme un fait original dans son ordre, c'est-à-dire ne recevant sa souveraineté d'aucune délégation individuelle ou autre, mais limité par ailleurs dans cette souveraineté.

La première conception est celle de l'individualisme et n'autorise l'association que par le contrat, sous réserve

de l'approbation, permanente ou spéciale, de la loi ou de l'Etat. La seconde conception est celle de l'étatisme et n'autorise l'association que par délégation de pouvoir de l'Etat, quelle que soit d'ailleurs la modalité de création de l'Association. La troisième conception peut donner lieu à des régimes divers. *Nous appelons régime corporatif celui qui ne reconnaît comme société naturelle parfaite (c'est-à-dire nécessaire et nécessairement souveraine) que l'Etat, mais qui reconnaît d'autres sociétés imparfaites naturelles, parmi lesquelles notamment les sociétés professionnelles, c'est-à-dire celles qui unissent les hommes dans leur travail, dans l'exercice de leur activité économique.*

Ces sociétés sont naturelles, en ce sens que la production des biens, leur transformation et leur échange unit normalement les hommes; mais elles sont imparfaites en ce sens qu'aucun pouvoir de fait ni de droit ne se crée spontanément pour élever cette union à la hauteur d'une institution juridique. *Un véritable régime corporatif est celui qui consacre juridiquement les sociétés naturelles imparfaites en favorisant d'une part le développement de leur structure interne et de leurs relations mutuelles par une législation relative au contrat (qui permet l'accord stable des personnes) en favorisant, d'autre part, leurs relations avec l'ensemble de l'Etat par ce que nous appellerons provisoirement une délégation de pouvoir sur les matières qui sont de leur compétence.*

On saisira exactement la nature d'un véritable régime corporatif en se référant aux deux notions de « souveraineté » et de « compétence ». Seul l'Etat possède la souveraineté — qui est une notion où le droit coïncide au fait. Mais l'Etat ne possède pas la compétence. Car il y a des compétences multiples et diverses.

Prenons, en dehors de notre sujet, un exemple très simple : l'éducation des enfants. L'Etat souverain peut contraindre les enfants à suivre tel ou tel enseignement.

Les parents des enfants s'opposeront, dans certains cas, à cet enseignement. Il est difficile de soutenir que les parents n'ont aucun droit sur la formation de l'esprit de leurs enfants. Que le conflit se règle par la force, c'est l'Etat qui est tout-puissant en vertu du *fait* de souveraineté. Au contraire, un aménagement peut être cherché entre les prétentions de l'Etat et celles de la famille. Il y a, dans ce cas, reconnaissance de la « compétence » de la famille en matière d'éducation.

Mutatis mutandis, le problème est le même à tous les échelons de l'activité sociale. Les sociétés naturelles ont vocation à exercer leur pouvoir propre. L'Etat peut s'y opposer, mais il peut au contraire favoriser le fait naturel et le construire, en quelque sorte, en fait juridique.

Nous appelons donc régime corporatif celui dans lequel l'Etat sanctionne les activités corporatives par la reconnaissance de leur compétence.

Le vocabulaire du droit public français ne doit pas ici nous induire en erreur. Il ne s'agit pas de « délégation de pouvoir », ni « d'attribution de compétence », ni de « délégation de matières » (1). Le droit positif ne nous permet pas d'analyser un système qu'il ne comporte pas. Simplement il nous offre des analogies qui sont la transcription, dans des organes publics, de ce que serait le système corporatif pour toutes les corporations.

Nous préciserons la distinction qu'il y a lieu de faire entre la *souveraineté* et la *compétence* par les observations suivantes. La souveraineté, avons-nous dit, est une notion où le droit coïncide avec le fait. C'est le pouvoir qu'aucun pouvoir autre ne peut contraindre. Le fait devient droit par la fonction sociale de l'Etat; et l'Etat de Fait devient l'Etat de Droit dès l'instant qu'il se considère tel par un organe souverain.

1. Cf. l'ouvrage de M. Jean Delvolve sur *Les délégations de matières en droit public*. Préface d'A. Hauriou, Paris, Sirey, 1930.

La compétence, au contraire, se définit par une certaine vocation, une certaine aptitude à accomplir un acte ou exercer une activité. Si donc nous voulions abolir par l'esprit l'idée de « force » et de « pouvoir inconditionné » que contient invinciblement la notion de « *souveraineté* » pour ramener cette notion dans l'orbe du Droit pur, nous nous apercevons que nous pourrions la définir comme la « compétence de la compétence ». Dans le Droit international public on ne peut réserver autrement la souveraineté des Etats dans les organes superétatiques. En Droit public interne la question se pose sous cette forme dès qu'on est en présence d'un Etat à prééminence judiciaire, comme c'était le cas de l'ancienne France, comme c'est le cas aujourd'hui des Etats-Unis.

Dans un régime corporatif, l'Etat reconnaît donc la compétence des associations considérées et cette reconnaissance rend ces associations pour ainsi dire parfaites. La souveraineté étatique n'est pas déléguée, car elle n'est pas susceptible de délégation. Mais la souveraineté apparaît, en quelque sorte, à chaque fois que la compétence est reconnue, cette compétence n'étant qu'une virtualité qui ne se réaliserait jamais si l'Etat n'intervenait pas pour la reconnaître.

Tels sont les principes fondamentaux du régime corporatif qui est, par nature, aussi éloigné de l'individualisme que de l'étatisme mais qui empruntera aux constructions juridiques positives du droit des obligations et du droit administratif les pièces maîtresses de son édification. Toute la théorie de la personnalité morale et toute la jurisprudence du Conseil d'Etat trouveront leur application ou leur adaptation dans la réalisation d'un droit corporatif de type strictement français.

IV. — L'AGRICULTURE ET LE REGIME CORPORATIF

En fait, si nous examinons les divers types de sociétés qui existent et qui ont existé dans le monde, nous observons qu'en dehors de l'Etat la structure des groupes naturels ressortit toujours à deux formules : la formule foncière et la formule corporative, c'est-à-dire que les hommes s'agrègent et s'organisent soit principalement en fonction du lieu qui les assemble, soit principalement en fonction de leur activité économique.

Ce phénomène se vérifie d'une manière remarquable dans l'ancienne France (et dans toute l'ancienne Europe), où l'organisation des habitants s'exprimait dans les « pays » et dans les « corps ». Il est à peine besoin de souligner que, tandis que le commerce était corporatif, l'agriculture était strictement territoriale. Tout au plus signale-t-on des corporations de vigneron et de maraîchers (1).

Le problème qui se pose aujourd'hui est le suivant : L'Agriculture, qui est par nature un phénomène foncier, un phénomène territorial, peut-elle devenir un phénomène corporatif? A-t-elle intérêt à devenir un phénomène corporatif?

Une réponse affirmative s'impose, selon nous.

Le véritable statut de l'Agriculture contemporaine doit être à la fois foncier et corporatif. Foncier, par la nature même de l'Agriculture; corporatif, par la nature des activités avec lesquelles l'agriculture se trouve en contact.

Quand le cultivateur a conquis son autonomie par la rupture de la féodalité, il a pu se féliciter d'obtenir cette liberté et cette égalité qui lui tenaient à cœur. Mais il a perdu du même coup une tutelle qui lui assurait une

1. Cf. le cours de M. Olivier-Martin, sur *L'Organisation corporative sous l'ancien régime*. Aux « Cours de droit », Paris, 3, place de la Sorbonne.

place éminente — la première — dans l'esprit public. La Révolution couronnait les vœux des physiocrates mais elle préparait tous les dangers qui sont aujourd'hui visibles et menaçants. L'éparpillement des petits exploitants n'est que faiblesse en face de la force syndicale des patrons et des ouvriers du commerce et de l'industrie.

Qu'arrive-t-il? C'est qu'aujourd'hui le véritable représentant, le véritable protecteur du paysan, c'est le parlementaire. A la Chambre, le scrutin d'arrondissement permet aux ruraux de « tenir », quels que soient les partis au pouvoir, une bonne majorité des élus. Au Sénat, le suffrage indirect rend plus sensible encore la prédominance des intérêts agricoles.

En dehors de la Constitution de 1875, et extérieurement aux analyses des publicistes sur les pouvoirs qui constituent la Nation, nous nous trouvons donc, en France, devant une convergence de forces diverses dont la partie rurale est essentiellement constituée par les parlementaires. (Il faut bien voir, en effet, que la séparation en « pouvoir exécutif », « pouvoir législatif » et « pouvoir judiciaire » est une vue logique de l'esprit sur la nature de la souveraineté étatique, mais que la réalité des pouvoirs qui *font*, qui *sont* l'Etat est toute autre : il y a le Parlement, la Presse, l'Argent, le Syndicalisme, le Suffrage universel, l'Eglise, la Franc-Maçonnerie, etc. Dans ce conflit de forces, la force rurale se trouve principalement au Parlement, parce que les agriculteurs sont le *nombre* et qu'ils sont le *territoire*. On ne saurait en dire autant des autres forces.)

Cette représentation parlementaire a de très graves défauts. Tout d'abord son action est extrêmement faible; le Parlement, en effet, a de moins en moins de pouvoirs réels. Sa lenteur et son incompétence lui font céder le pas constamment à l'Exécutif. Son autorité diminue chaque jour devant cette sorte de pouvoir conventionnel qu'est le syndicalisme ouvrier.

L'Agriculture est donc mal défendue dans un organe dont le prestige et la puissance faiblissent. Par ailleurs, les interventions législatives ne peuvent être que générales. Elles se limitent essentiellement à la protection douanière, l'exonération fiscale et la subvention.

Tel quel, le Parlement a été le grand protecteur des ruraux depuis cinquante ans. Sans le Sénat, ce « Grand Conseil des communes de France », et sans la Chambre, ce Grand Conseil des « arrondissements », on peut se demander ce que serait devenue l'agriculture française. Nous ne jetterons donc pas la pierre aux parlementaires : ils ont bien défendu les « pays » et les paysans (1).

Ce rôle que le Parlement a exercé sur le plan national, les « notables » l'ont assumé au plan régional et local.

D'abord le grand propriétaire foncier ou, plus exactement, le « châtelain » qui était, en quelque sorte, aux yeux des paysans, le successeur des anciens féodaux ; puis le curé, le médecin, l'industriel, le commerçant, etc. D'autre part, une nouvelle féodalité s'est dégagée de l'organisation administrative : le Conseil général, le maire et son secrétaire de mairie, l'instituteur. Toujours et en toutes occasions le paysan s'adresse aux hommes avec qui il est en contact immédiat. Ainsi le veut la nature des choses : ainsi le veut aussi une habitude millénaire.

C'est donc dans le cadre territorial, dans le cadre du « pays » que, bien après la Révolution, le paysan devenu petit propriétaire ou exploitant indépendant a recomposé instinctivement ses forces de protection sociale. Le mode de suffrage électoral et l'organisation administrative ont été utilisés par lui au maximum. Il y a ajouté tout ce qui subsistait de l'antique organisation paroissiale et domaniale. L'harmonie qui est résultée de cette élabo-

1. En fait, ils les ont « mal » défendus, c'est-à-dire maladroitement et inefficacement ; mais nous voulons dire qu'ils les ont défendus dans toute la mesure de leurs moyens.

ration spontanée de la Société rurale témoigne de la vigueur de la paysannerie française.

Mais tout cela ne suffit pas, tout cela suffira de moins en moins.

L'Agriculture, qui a été pendant des siècles un « état », est devenue un « métier ». L'Agriculture, qui a été pendant des siècles un « mode de vie », est devenue une « activité économique ». L'Agriculture, qui a été pendant des siècles un droit des personnes et des biens, est devenue un droit professionnel.

Il importe de conserver tout ce qui est le passé, mais il importe de consacrer tout ce qui est le présent. Le caractère éternel de l'agriculture doit être respecté et protégé, mais ses modalités actuelles doivent être recon- nues et favorisées. Bref, *le régime foncier de l'agriculture doit s'achever en régime corporatif.*

Certes, la terre et le ciel ne favorisent guère l'association en agriculture. L'association, en effet, s'explique par des intérêts communs, c'est-à-dire par des intérêts qu'on fait valoir à l'égard d'autres intérêts.

On s'unit contre des difficultés que l'union permet de surmonter. Dix commerçants syndiqués sont plus forts qu'un seul pour se défendre et s'organiser en matière de baux, de patentes, de prix des marchandises, tous éléments qui conditionnent leur enrichissement. Un tel raisonnement joue naturellement moins en agriculture. L'ennemi du cultivateur ce n'est pas d'abord le fisc, ou l'acheteur. C'est la grêle, c'est la pluie, c'est la sécheresse, c'est la maladie. Que peut l'association pour la récolte ou le troupeau? Peu de choses, *sinon rien.* (Ce n'est plus aussi vrai de nos jours, mais nous analysons ici le fait historique.)

Les hommes ont cependant suscité à l'agriculture ce besoin d'association que lui refusait la nature. Ils l'ont fait, non par bonté, mais par leur industrie même.

La loi syndicale est intervenue au moment où le marchand d'engrais commençait à courir les campagnes. Un

fait portant l'autre, les syndicats commencèrent d'éclore et de se développer. Ce que les trusts d'engrais ont inauguré, les concentrations d'acheteurs de produits agricoles (grands moulins, sociétés laitières et vinicoles, etc.) l'ont continué. L'effort spontané et intelligent de quelques chefs a dirigé le mouvement agricole, inventé la mutualité, créé le crédit, etc. Bref, en quelques années la profession agricole s'est construite, malgré mille particularités naturelles qui lui sont contraires. Elle dispose aujourd'hui d'une organisation qui a tous les défauts, mais dont l'existence ne peut être niée par personne.

Une contradiction interne, ou, si l'on préfère, une tendance divergente n'en subsiste pas moins au sein de l'organisation professionnelle de l'agriculture. Car, alors qu'ailleurs l'activité professionnelle est différente et distincte des autres activités (familiale, religieuse, civique, etc., etc...), en agriculture toutes les activités se confondent ou tendent à se confondre. C'est le fait territorial qui le veut. Les villes contiennent des milliers de professions; la notion de profession peut donc s'y dégager, s'y isoler, susciter le groupement sur un terrain strictement réservé. L'*homo œconomicus* réalise son entité. A la campagne il n'y a que des campagnards. Les mêmes hommes se retrouvent toujours côte à côte ou face à face, que ce soit à l'église, à l'école, au syndicat. Le fait professionnel est difficile à isoler pour créer une unité spéciale. Les querelles religieuses, politiques ou autres tendent donc naturellement à diviser la profession, ne serait-ce qu'en suscitant deux ou trois groupements là où un seul suffirait.

Ainsi attaquée par l'extérieur, la profession l'est encore par l'intérieur, parce que son intérêt se concrétise, à la vente, dans le prix des produits. Or, les produits sont divers dans l'exploitation. Un cordonnier n'est que cordonnier. Le paysan est producteur de blé, d'avoine, de betteraves, de légumes, etc. Il vend des bœufs et des chevaux. Si « monoculteur » qu'il soit, il est

encore « polyculteur ». Bref, qu'on le prenne dans un sens ou dans l'autre, il est toujours à l'intersection d'intérêts et d'idées, sans être « classable » d'une manière unique dans une profession.

Dernière caisse de faiblesse professionnelle (et dans tout cela nous résumons), celle-ci tient aux chefs de la profession. Le cultivateur est certainement aussi intelligent et aussi courageux que quiconque. Mais il n'était pas formé par l'histoire à l'association. On peut savoir diriger un domaine et ne pas savoir diriger un groupement. Il n'y a pas eu beaucoup de compétition paysanne pour prendre la direction du mouvement syndical. Ce défaut a été heureusement compensé en partie par le dévouement de beaucoup de propriétaires fonciers. Mais ceux-ci n'ont pas assez veillé à la formation des élites paysannes capables de leur succéder. Ils sont de plus en plus remplacés par des hommes politiques, députés, conseillers généraux, etc. Il y a là un danger certain.

Voilà donc tous les vices inhérents à l'organisation professionnelle agricole, vices qui se retrouvent à tous les degrés de cette organisation.

Notre question initiale reste donc posée : La notion de corporation répond-elle à une nécessité pour l'agriculture ? Répond-elle seulement à une réalité possible ?

Sans hésiter, nous répondons que la notion de corporation est possible et nécessaire pour l'agriculture — nous affirmons que la profession agricole ne pourra s'organiser définitivement qu'en régime corporatif.

Pourquoi ? Parce que le régime corporatif tend de lui-même à éliminer les vices que nous venons d'examiner et qui assiègent l'organisation professionnelle actuelle.

Dès l'instant que la corporation est décentralisée (à la fois sur le plan social, sur le plan économique et sur le plan régional), elle échappe automatiquement à la plaie des querelles politiques. Les agriculteurs n'attendant plus du Parlement ou des ministères les innombrables petites satisfactions particulières qu'ils en sollicitent

aujourd'hui, leur activité devient aussitôt plus concrète. Ils commencent à dépendre d'eux-mêmes et non plus de l'Etat Providence. Leur sort est dans leurs mains et non plus dans les mains d'une puissance lointaine à laquelle ils sont jusqu'ici suspendus. Ils sont obligés de s'organiser pour gérer leurs propres intérêts. Les personnages influents disparaissent, ou leur influence est invitée à s'exercer directement dans l'organisation professionnelle.

Du même coup les élites paysannes se révèlent et s'affirment. Comment le cultivateur peut-il, dans l'état actuel des choses, concurrencer l'homme politique puisque c'est dans les arcanes du pouvoir politique que se décide tout le sort de la profession? Au contraire, dans la corporation le terrien reprend ses droits. Il est chez lui, dans son cadre d'activité, dans son pays, dans son ordre. Il va s'entraîner au pouvoir corporatif, acquérir le sens des responsabilités de chef de groupe.

Enfin la politique de la production elle-même est à la fois simplifiée et améliorée dans le nouveau régime, car ce sont les régions et non les produits qui tracent le cadre de l'économie. La multiplicité des intérêts paysans est ainsi sauvegardée dans leur réalité et dans leur harmonie. Sauvegardée non seulement par une gestion plus directe, mais aussi par une représentation plus exacte. Le blé, la betterave, le cheptel sont défendus, mais avec eux et les englobant, toute l'économie paysanne.

Telles sont les raisons qui rendent non seulement possible, mais nécessaire, l'application du régime corporatif à l'agriculture. Nous sommes même porté à croire que l'agriculture aurait avantage plus qu'aucune autre profession à ce régime. Les professions du commerce et de l'industrie se sont facilement organisées dans les villes et elles exercent aisément leur influence sur les milieux politiques; l'Etat, le corps social souffre grandement de cet état de choses, mais les groupements commerciaux et industriels commencent par en profiter.

Au contraire, l'agriculture perd, si on ose dire, sur les deux tableaux. Elle souffre directement d'être en difficulté de s'organiser dans le système actuel. Elle souffre indirectement, et certainement plus que les autres professions, de l'anarchie de l'Etat. Ce phénomène s'explique par le fait que nous avons déjà dit que l'agriculture est de nature étroitement impliquée dans la vie civile et que le métier, chez elle, se différencie peu de l'état personnel et familial.

Un régime corporatif sauve à la fois le « métier » et l'« état » paysan. Il faut donc l'instaurer. Le voudra-t-on? C'est une autre affaire. Mais comme les petites choses peuvent avoir de grands effets, nous devons signaler que l'établissement de la représentation proportionnelle pour l'élection des députés en hâtera la réalisation.

Débarassé des contingences locales, le parlementaire aura en effet tendance à négliger ses électeurs individuels. Ceux-ci devront se servir de leurs groupements professionnels qui auront seuls vocation à entrer directement en rapport avec les élus politiques. A ce point de vue très précis et très réaliste il faut souhaiter l'aboutissement d'une réforme que beaucoup demandent pour des raisons plus idéales. Nous ne devons d'ailleurs pas nous dissimuler que la suppression du scrutin d'arrondissement serait susceptible de créer, pendant un certain temps, un dangereux affaiblissement de la défense agricole. Le hiatus qui résulterait du passage brutal de la représentation parlementaire agricole à son organisation corporative serait certainement funeste aux producteurs, si ceux-ci ne s'y préparaient dès maintenant.

CHAPITRE V

LES CADRES PRECORPORATIFS DE L'AGRICULTURE FRANÇAISE

Nous entendons par cadres « précorporatifs » de l'agriculture française les organismes qui, sous des formes légales diverses, constituent actuellement les cadres professionnels de l'activité agricole et qui, dans un régime corporatif, prendraient, après les modifications nécessaires, un complet développement.

Ces organismes sont principalement — en suivant l'ordre chronologique de leur apparition — les syndicats, les mutuelles, les coopératives, les « associations spécialisées » et les chambres d'agriculture.

Nous allons dresser rapidement le bilan de leur activité.

I. — LES SYNDICATS

L'origine du syndicalisme agricole est curieuse. Elle est due, en effet, au hasard d'une intervention parlementaire. La loi qui devait être promulguée le 21 mars 1884 était, pour la dernière fois, discutée au Sénat lorsque M. Oudet, sénateur du Doubs, entrant en séance, demanda que les mots « et agricoles » fussent ajoutés à l'article qui était en discussion et qui disposait que

« les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels et commerciaux ». Cette modeste addition fut acceptée sans difficulté. Le syndicalisme agricole était né.

Certes, l'association professionnelle préexistait à la loi de 1884; mais elle était particulièrement faible, faute d'un cadre juridique qui définit exactement ses pouvoirs et son objet.

La loi du 21 mars, en fournissant ce cadre, permit l'épanouissement des initiatives sur tout l'ensemble du Pays.

Le Loir-et-Cher, le Loiret, la Drôme, le Jura, le Vaucluse donnèrent l'exemple des premières réalisations.

Un modèle de statuts élaboré par la Société des Agriculteurs de France, des manuels pratiques et notamment celui de M. Gailhard-Bancel offraient à toutes les bonnes volontés le guide indispensable à la création de nouveaux syndicats.

Peu à peu se tissait en France le réseau serré du Syndicalisme agricole.

Dès le 3 mars 1886, s'était fondée l'Union des Syndicats des Agriculteurs de France, dont l'objet général était « le concert des syndicats unis pour l'étude et la défense des intérêts économiques agricoles ».

Devenue « l'Union Centrale des Syndicats des Agriculteurs de France » (1), cette Fédération d'unions régionales et de syndicats a été depuis lors le tronc vigoureux de toute l'organisation agricole; c'est son impulsion et son existence même qui ont permis la plupart des réalisations effectuées dans les branches spécialisées de la défense professionnelle.

1. En 1934, l'Union centrale a changé sa dénomination. Elle s'intitule désormais « Union nationale des syndicats agricoles ». Son siège est 18, rue des Pyramides, Paris (1^{er}).

En 1908, le Syndicalisme agricole courut un grave danger. Un arrêt de la Cour de Nancy, en date du 27 novembre 1907, venait de confirmer une décision du Tribunal de Montmédy (30 juillet 1907) déniait aux syndicats le droit de fournir à leurs adhérents les produits nécessaires à leur activité professionnelle.

Depuis de longues années, les syndicats rendaient aux cultivateurs ces services d'ordre matériel qui concrétisaient à leurs yeux le rôle plus élevé de défense corporative pour lequel ils avaient été fondés. En 1905, les 25 plus gros syndicats agricoles totalisaient à eux seuls un chiffre d'affaires de 23 millions de francs. Pour l'ensemble des syndicats, d'après M. de Rocquigny, ce chiffre devait approcher 200 millions.

On imagine quelle rupture dans les habitudes agricoles l'arrêt de Nancy pouvait provoquer. Il fut déféré à la Cour de Cassation. Le 29 mai 1908, la Chambre des Requêtes rejetait le pourvoi.

L'Union Centrale, immédiatement, organisa la résistance. S'élevant contre l'interprétation de la Cour de Cassation, elle prétendait conserver aux syndicats une activité totale conforme à leur nature et aux intérêts du monde paysan.

Cependant, afin de porter remède aux conséquences de l'arrêt de la Cour de Cassation, le Ministre de l'Agriculture, M. Ruau, déposait un projet de loi (19 juin 1908) tendant à instituer des « syndicats économiques agricoles » qui auraient la capacité requise pour accomplir les opérations contestées par la jurisprudence.

C'était la « coupure » dans le syndicalisme, la mort à brève échéance de toute l'organisation professionnelle.

L'Union Centrale réagit avec vigueur. Son président, M. Delalande, dénonça le danger et montra que le projet Ruau retranchait les agriculteurs « du nombre des grandes familles professionnelles... en faisant de leurs

syndicats, non plus une organisation de la profession, mais une institution économique, une coopérative à capacité limitée ».

Le 20 novembre, une Assemblée générale extraordinaire réunissait rue d'Athènes une foule de délégués des syndicats agricoles pour protester contre le projet ministériel. A cette séance, qu'on peut qualifier d'historique, une intervention retentissante assura l'avenir du syndicalisme professionnel. M. Millerand, alors président de la Commission du Travail, n'hésita pas à apporter son concours aux revendications du monde rural. Félicitant les pionniers de l'œuvre syndicale, il s'élevait à son tour contre les desseins du gouvernement et concluait dans le sens d'une extension de la loi de mars 1884. A sa suite, l'Assemblée émettait le vœu suivant : « Que la loi du 21 mars 1884 soit complétée sans retard par des dispositions qui confirment et augmentent la faculté de posséder qu'elle a accordée aux syndicats professionnels et qui autorisent les syndicats à faire, pour le compte de leurs membres, toutes les opérations d'achat et de vente concernant l'exercice de leur profession, et qu'en attendant le vote d'une loi qui donne satisfaction à ce vœu, il ne soit exercé aucune poursuite contre les syndicats professionnels en raison des opérations auxquelles ils se livrent depuis vingt ans... »

La cause était gagnée. S'il fallut attendre jusqu'au 12 mars 1920 pour avoir la loi demandée, du moins les syndicats furent-ils laissés en paix. Le Syndicalisme agricole avait passé le cap des tempêtes.

Depuis lors, il n'a fait que progresser. Les statistiques officielles en témoignent éloquemment. Les syndicats agricoles, qui étaient 2.069 en 1900, 4.948 en 1910, sont passés à 6.519 en 1920 et à 14.968 en 1930. Ils ont donc plus que doublé dans la dernière décade.

Voici d'ailleurs les chiffres les plus récents du Minis-

tère du Travail sur l'évolution du Syndicalisme agricole depuis sa fondation :

	ANNÉES	SYNDICATS	PERSONNEL
Au 1 ^{er} Juillet	1884.....	5	(pas de chiffres avant 1890)
	1885.....	39	
	1886.....	93	
	1887.....	214	
	1888.....	461	
	1889.....	557	
	1890.....	648	234.234
	1891.....	750	269.298
	1892.....	863	313.800
	1893.....	952	353.883
	1894.....	1.092	378.750
	1895.....	1.188	403.261
	1896.....	1.275	423.492
Au 1 ^{er} Janvier	1898.....	1.499	448.395
	1899.....	1.824	291.692
	1900.....	2.069	512.794
	1901.....	2.204	533.454
	1902.....	2.375	592.613
	1903.....	2.434	598.834
	1904.....	2.592	620.048
	1905.....	3.116	659.953
	1906.....	3.553	677.150
	1907.....	3.883	716.530
	1908.....	4.423	771.452
	1909.....	4.743	797.832
	1910.....	4.948	813.038
	1911.....	5.407	912.944
	1912.....	5.879	934.317
	1913.....	6.178	976.157
	1914.....	6.667	1.029.727
	1920.....	6.519	1.083.957
	1926.....	11.623	1.583.247
	1930.....	14.968	1.910.538

La statistique agricole de la France, publiée par le Ministère de l'Agriculture, fournit d'autres chiffres dans

les « résultats généraux de l'Enquête de 1929 » (1).
Voici ces chiffres :

	LOCAUX		DÉPARTEMENTAUX	
	Syndicats	Membres	Syndicats	Membres
<i>Syndicats de défense professionnelle :</i>				
a) pratiquant l'achat en commun	13.312	967.978	119	383.833
b) ne pratiquant pas l'achat en commun..	1.574	119.848	5	23.110
<i>Syndicats de lutte contre les ennemis des cultures</i>	1.892	82.672	7	85.952
<i>Syndicats d'élevage :</i>				
a) bovin	2.450	89.300	28	3.805
b) ovin	123	3.070	8	482
c) porcin	49	2.405	4	263
d) hippique	155	14.196	22	4.655
e) mulassier	34	1.828	3	200
f) de contrôle laitier..	61	6.607	9	284
<i>Syndicats d'outillage (2)</i>	2.374	76.560	»	»
<i>Syndicats d'aviculture...</i>	336	26.430	11	6.987
<i>Syndicats de pisciculture.</i>	57	3.132	3	349
<i>Syndicats de sériciculture</i>	97	4.875	»	17
<i>Syndicats autres</i>	1.430	114.304	58	48.207

Le Ministère du Travail dénombre, par ailleurs, 280 Unions de syndicats. Mais ce chiffre n'a pas de signification très précise. En fait il y a une cinquantaine de grandes Unions régionales. La plus importante et l'une des plus anciennes (elle remonte à 1887) est l'*Union du Sud-Est*, qui groupait, en 1936, 1.972 syndicats et 200.000 syndiqués. A Paris, l'*Union Nationale des Syndicats agricoles*, dont le secrétaire général est M. Le Roy Ladurie, fédère les principales Unions régionales et les grands syndicats cantonaux ou départementaux.

1. Paris, Imprimerie nationale, 1936. Le volume est paru en février 1937.

2. Nous pensons que cette rubrique concerne essentiellement les syndicats de battage, qui sont très répandus.

II. — LES MUTUELLES

La mutualité agricole tire peut-être son excellence du fait que la loi qui l'institue est d'une brièveté rare. Cette loi, du 4 juillet 1900, dispose, dans son article unique, que « les sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles qui sont gérées et administrées gratuitement, qui n'ont en vue et qui, en fait, ne réalisent aucun bénéfice, sont affranchies des formalités prescrites par la loi du 24 juillet 1867 et le décret du 28 janvier 1868, relatifs aux sociétés d'assurances. Elles pourront se constituer en se soumettant aux prescriptions de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels. Les sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles ainsi créées seront exemptées de tous droits de timbre et d'enregistrement autres que le droit de timbre de 10 centimes prévu par le paragraphe premier de l'article 18 de la loi des 23 et 25 août 1871. »

Ce texte fait une confiance presque aveugle à l'agriculture. Il pose un seul principe : la liberté. Il institue un privilège : l'exonération fiscale. L'agriculture fut digne de la confiance que lui témoigna le législateur.

Les syndicats qui, à la fin du xix^e siècle, redoutaient de se lancer dans l'assurance, de peur d'échecs qui compromettraient l'avenir de la profession, se mirent, à l'aube du xx^e siècle, à défricher le champ nouveau d'activité qui leur était ouvert.

Un peu partout se constituèrent des caisses locales d'assurances mutuelles contre l'incendie et, le 3 mars 1903, sous l'égide de l'Union du Sud-Est, fut créée la première caisse régionale. En 1904, la Société des Agriculteurs de France fondait un service d'études et de documentation pour renseigner et coordonner les mutuelles naissantes.

En 1906, les six caisses régionales existantes se virent refuser la réassurance par les grandes sociétés mutuelles (non agricoles). Placées devant l'alternative d'avoir à

disparaître ou de progresser, le 12 mars elles constituèrent une Caisse centrale.

La Caisse centrale d'assurances mutuelles agricoles contre l'incendie eut les débuts modestes qu'on imagine. Ce n'est qu'en 1909 qu'elle distribua sa première ristourne, laquelle atteignait le chiffre tout humble de 1.015 fr. 90. On verra, par les statistiques que nous produisons ci-dessous, qu'elle a fait du chemin depuis lors.

La branche « incendie » ayant fourni, en vingt années de prospérité, des résultats concluants, les mutualistes organisèrent la branche « accidents » quand la loi du 15 décembre 1922 étendit aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail. Un succès complet récompensa cette nouvelle initiative. Deux autres branches d'assurances mutuelles ont été également constituées, la « mortalité du bétail » et la « grêle ». Mais leur assiette est difficile à établir. Enfin les assurances sociales ont pu être adaptées à l'agriculture grâce à l'esprit et à l'organisation de la mutualité, mais il s'agit là d'une réalisation un peu particulière puisque l'adhésion des sociétaires n'est plus spontanée; elle résulte de l'obligation légale.

Actuellement, la mutualité agricole est organisée de la manière suivante. Les cultivateurs adhèrent à une *caisse locale*. Les caisses locales se fédèrent en *caisse régionale*. Les caisses régionales se réassurent à une *caisse centrale*. Il y a deux organisations de caisses centrales agricoles (pour chaque risque) : l'une 8, rue d'Athènes (bureaux : 46, rue de Douai), l'autre 129, boulevard Saint-Germain. Il est donc facile de connaître l'importance de la mutualité agricole en France. Néanmoins, il est difficile de totaliser des statistiques exactes, car plusieurs caisses régionales sont réassurées simultanément aux deux organisations nationales. Indiquons simplement que les deux organisations sont de puissance sensiblement équivalente, avec un léger avantage pour celle de la rue d'Athènes.

1° *Incendie*. — Au 31 décembre 1935, la statistique générale des caisses affiliées à la Caisse centrale de la rue d'Athènes s'établissait ainsi qu'il suit :

- Nombre de Caisses régionales : 32.
- Nombre de Caisses locales : 14.713.
- Nombre de contrats : 432.717.
- Montant des valeurs assurées : 33.783.751.666 fr.
- Montant des cotisations encaissées : 33.109.021 fr.
- Montant des sinistres payés : 12.369.790 fr.

La répartition géographique de la mutualité « incendie » apparaît dans le tableau suivant :

CAISSE CENTRALE INCENDIE. — STATISTIQUE 1935

CAISSES RÉGIONALES	NOMBRE DE C. L.	NOMBRE DE POLICES	MONTANT DES VALEURS ASSURÉES	MONTANT DES COTISATIONS ENCAISSÉES	MONTANT DES SINISTRES PAYÉS
Aisne	16	1.215	245.560.233	431.338	233.623
Algérie	80	2.546	223.903.503	535.671	164.942
Alpes et Provence....	519	19.387	1.232.402.648	1.111.468	415.229
Beauce et Perche	92	1.124	180.872.120	127.432	14.440
Bretagne	648	25.814	1.790.012.420	1.393.845	296.417
Bretagne méridionale..	354	10.919	741.840.790	666.890	216.730
Calvados	211	2.616	351.834.754	244.913	80.592
Centre-Est	1.695	25.928	1.893.236.120	2.093.134	1.253.001
Centre - Ouest (Archi- gny)	11	503	53.378.560	21.817	19.884
Centre-Loire	153	3.202	289.069.760	199.984	102.711
Champagne et Brie....	246	5.772	767.933.300	796.540	172.943
Est	2.480	87.432	5.736.251.640	7.425.346	4.172.875
Ile de France	98	1.249	209.369.804	143.987	169.850
Loir-et-Cher	172	8.044	774.973.925	301.552	98.984
Lot-et-Garonne	164	1.612	104.221.750	121.296	18.303
Lorraine	101	2.576	202.120.293	226.199	176.705
M. A. C. (Allier)	121	2.627	259.211.610	179.347	10.428
— (Cher)	203	6.230	510.283.950	397.674	92.500
Maine	613	18.337	2.221.217.445	1.379.619	336.377
Maine-et-Loire	169	5.279	526.227.081	341.623	52.319
Noyon	15	216	36.304.740	33.279	155
Nord	571	10.470	1.371.181.310	1.387.728	517.545
Normandie	272	6.819	742.367.200	419.673	38.362
Ouest	1.119	17.613	1.657.169.060	695.343	118.736
Pas-de-Calais	392	5.986	627.025.450	686.496	147.962
Périgord-Limousin ...	252	4.597	216.329.032	259.350	40.668
Plateau Central	715	22.582	1.383.417.791	1.551.679	413.544
Pyrénées et Landes ..	398	8.762	444.179.680	553.573	163.980
Seine-Inférieure	85	182	11.635.700	6.461	4.314
Sud-Est	2.257	115.242	8.569.237.688	9.006.484	2.654.660
Sud-Ouest	138	3.789	248.545.200	222.767	115.386
Toulouse	353	4.047	162.437.109	146.513	55.625
TOTAUX.....	14.713	432.717	33.783.751.666	33.109.021	12.369.790

2° *Accidents.* — Au 31 décembre 1935, la statistique générale des caisses affiliées à la Caisse centrale « accidents » s'établissait ainsi qu'il suit :

— Nombre de Caisses régionales : 28.

— Nombre de Caisses locales : 12.491.

— Nombre de polices : $\left\{ \begin{array}{l} \text{Loi : 324.078 (1).} \\ \text{D. C. : 292.768.} \end{array} \right.$

— Montant des salaires assurés : 1.707.530.395.

— Montant des cotisations : $\left\{ \begin{array}{l} \text{Loi : 33.347.307.} \\ \text{D. C. : 24.647.939.} \end{array} \right.$

Nous ne croyons pas nécessaire de reproduire ici la répartition géographique de la mutualité « accidents ». Cette répartition est sensiblement la même que pour l'incendie.

Les résultats concernant la « grêle » et la « mortalité du bétail » sont beaucoup moins importants.

L'enquête agricole de 1929 donne des chiffres assez complets sur les quatre branches de la mutualité agricole. Mais ces résultats remontant à huit ans n'ont plus grande signification aujourd'hui. Nous jugeons donc inutile de les présenter ici.

Indiquons cependant que les dirigeants de la mutualité agricole estiment qu'en totalisant les résultats des organisations affiliées tant à la rue d'Athènes qu'au

1. On distingue, en matière d'accidents, l'assurance « Loi » qui garantit les sociétaires contre la responsabilité qu'ils encourent envers leurs salariés du fait des accidents survenus pendant le travail professionnel, et l'assurance « Droit commun » (D. C.) qui garantit les sociétaires contre les conséquences judiciaires de la responsabilité civile pouvant leur incomber en vertu des art. 1.382 à 1.386 du Code civil pour les accidents causés à des tiers à l'occasion du travail professionnel.

boulevard Saint-Germain on obtient un ordre de grandeur que peuvent exprimer les nombres suivants :

<i>Incendie</i>	{ Caisses locales.....	18.000
	{ Capital assuré.....	40 milliards
<i>Accidents</i>	{ Caisses locales.....	16.000
	{ Salaires assurés.....	2.500 millions
<i>Grêle</i>	{ Caisses locales.....	1.000
	{ Valeur assurée.....	250 millions
<i>Bétail (1)</i>	{ Caisses locales.....	3.000
	{ Valeur des animaux assurés..	450 millions

En matière d'assurances sociales (lesquelles sont gérées professionnellement par les Caisses de secours mutuels agricoles, lois du 1^{er} avril 1898 et du 30 avril 1930), voici les résultats de la « Caisse centrale de secours mutuels agricoles », au 31 mars 1936 :

1° Nombre de Caisses régionales..... 38

2° Nombre d'adhérents :

Assurés obligatoires	425.424
contre en 1934	380.000
Assurés facultatifs	23.993
contre en 1934	27.000

3° Montant des cotisations et majorations :

Assurés obligatoires	Fr. 45.306.099,68
Assurés facultatifs	Fr. 4.257.989,73

4° Montant des prestations :

Assurés obligatoires	Fr. 40.261.859,91
Assurés facultatifs	Fr. 5.005.492,06

1. L'enquête agricole de 1929 fournit, pour l'assurance « bétail », des chiffres infiniment supérieurs à ceux que nous avançons ici; mais les comptes rendus des deux Caisses centrales infirment les chiffres officiels.

III. — LA COOPERATION

La coopération agricole est très ancienne. On sait que les fruitières du Jura existent depuis le ^{xiii}^e siècle et leur exemple est souvent cité. Sans remonter si loin, on connaît l'histoire fameuse de l'Association Centrale des Laiteries des Charentes et du Poitou. A la suite de la ruine de la viticulture (consécutive au phylloxéra) dans le département de la Charente-Inférieure, les cultivateurs commencèrent à s'adonner à l'élevage. En 1888, Eugène Biraud fonda la laiterie coopérative de Chaillé avec 60 sociétaires. L'idée d'association fut reçue avec enthousiasme. Le mouvement se développa dans les Deux-Sèvres et en Vendée. A la fin de 1890, il y avait 19 laiteries coopératives. En 1893 fut fondée l'Association Centrale qui, en 1927, comptait 132 laiteries adhérentes, comprenant 87.000 sociétaires, possesseurs de 256.000 vaches. Ces laiteries, en 1927, ont reçu 445 millions de litres de lait et fabriqué près de 20 millions de kilos de beurre; les recettes totales se sont élevées à 457 millions de francs.

Au début du ^{xx}^e siècle, les coopératives agricoles se sont beaucoup développées dans tous les domaines. Aujourd'hui leur loi fondamentale est celle du 5 août 1920, complétée notamment par la loi du 12 juillet 1923 et le décret-loi du 8 août 1935.

Le décret-loi du 8 août 1935, précisé dans ses modalités d'application par le décret du 13 août 1936, dispose que les coopératives agricoles devront être désormais approuvées par le Ministre de l'Agriculture. Les déclarations en vue de l'approbation ministérielle devant avoir lieu avant la fin d'août 1937, on pourra prochainement avoir des statistiques exactes sur l'importance du mouvement coopératif en agriculture.

La dernière statistique *complète* que nous possédions remonte au 1^{er} janvier 1931 (*J. O.*, 16 décembre 1932, Annexe p. 1387). Elle est actuellement périmée.

La dernière statistique *partielle* date du 31 décembre 1933 et figure au *Journal Officiel* du 19 novembre 1935, dans le « Rapport sur les opérations faites par les Caisses régionales de Crédit agricole mutuel pendant l'année 1934 » :

DÉSIGNATION	NOMBRE TOTAL DE SOCIÉTÉS EXISTANT AU 31 DÉCEMB. 1933	NOMBRE DE SOCIÉTÉS AYANT REÇU DES AVANCES DU CRÉDIT AGRICOLE
Laiteries, beurseries, fromageries, caséineries	2.145	634
Caves et distilleries.....	936	702
Cidreries et distilleries de pommes	28	10
Sucreries et distilleries de bette- raves	41	31
Distilleries coopératives diverses..	30	12
Féculeries coopératives.....	40	6
Huileries coopératives.....	62	55
Coopératives de stockage de cé- réales, meuneries, boulangeries.	1.012	84
Coopératives de battage et d'utili- sation de matériel agricole.....	1.788	1.043
Coopératives d'élevage.....	49	3
Coopératives agricoles diverses...	112	43
Totaux.....	6.243	2.623

Depuis trois ans, le nombre des coopératives a encore augmenté. En évaluant leur total à 7.500, on doit approcher la vérité.

Les chiffres exacts n'ont d'ailleurs pas, en la matière, de signification très exacte. Il existe souvent, à la campagne, des groupements sans qualification juridique précise qui sont de vraies coopératives et qui, cependant, ont toutes chances d'échapper aux enquêtes statistiques. Par ailleurs, certaines lois économiques peuvent susciter la création de coopératives qui, régulières au point de vue du droit, le sont beaucoup moins quant à l'esprit qui les anime. Ce fut le cas de la loi du 10 juillet 1933 sur le prix minimum du blé. C'est surtout le cas de la loi du 15 août 1936 portant création de l'Office du Blé.

Le Crédit agricole.

Aux coopératives proprement dites, c'est-à-dire aux organismes s'occupant de la vente et de la transformation des produits du sol ou de l'achat des produits nécessaires à l'agriculture, il y a lieu de joindre les caisses de crédit mutuel qui, aux termes de la loi du 5 août 1920, modifiée par la loi du 14 juillet 1929, sont des « sociétés coopératives » (art. 21).

Le Crédit agricole est organisé en caisses locales et régionales qui peuvent demander à l'Etat des avances qui leur sont transmises par un établissement public dénommé « Caisse nationale de crédit agricole ».

Les opérations des caisses ayant reçu des avances de l'Etat sont suivies avec exactitude par la Caisse nationale. Chaque année un rapport au Président de la République relate ces opérations. Le dernier en date a été publié au *Journal Officiel* du 26 novembre 1936. D'après ce document, le nombre des caisses locales affiliées aux caisses régionales recevant des avances de l'Etat était de 6.114, au 31 décembre 1935. Ces 6.114 caisses locales comprenaient 575.872 chefs de familles comme sociétaires. D'autre part, 671.905 cultivateurs affiliés aux coopératives agricoles et plus d'un million et demi d'agriculteurs adhérents aux syndicats bénéficiaient indirectement du Crédit agricole (inutile de dire que ces chiffres ne doivent pas s'additionner, car, dans l'ensemble, ils se superposent). Quant aux caisses régionales, elles sont au nombre de 98, c'est-à-dire en principe une par département — quelques départements en comptant deux.

Les opérations des caisses n'ayant pas demandé d'avances à l'Etat sont plus difficiles à connaître. Leur nombre et le nombre de leurs sociétaires sont incertains. Un seul document officiel existe à leur sujet, c'est l'Enquête agricole de 1929. D'après cette Enquête, il y

avait, en 1929, 1.363 caisses locales de la loi du 5 août 1920, groupant 79.138 sociétaires et 1.826 caisses rurales (1) groupant 169.502 sociétaires.

Pour être complet en matière de Crédit agricole, il ne faut pas oublier de mentionner les organisations alsaciennes qui fonctionnent conformément à l'excellente loi allemande du 1^{er} mai 1889. La puissante « Fédération Agricole d'Alsace et de Lorraine » englobait, au 31 décembre 1935, 773 associations coopératives de crédit groupant 124.805 sociétaires.

IV. — LES ASSOCIATIONS SPECIALISEES

L'après-guerre a créé une forme nouvelle d'association agricole : l'association « spécialisée ». Il s'agit d'une spécialisation par *produits*.

Face à une industrie de transformation très puissante, face à des problèmes douaniers urgents et à des nécessités techniques nouvelles sur le plan même des relations économiques, l'Agriculture devait se forger des organes plus souples que ceux dont elle disposait avec le syndicalisme de défense professionnelle générale et les sociétés agricoles un peu trop académiques.

De 1924 à 1930 surgirent l'*Association Générale des Producteurs de Blé*, la *Confédération Générale des Producteurs de Lait*, la *Confédération Générale des Producteurs de Betteraves*, l'*Association Générale des Producteurs de Viande*, la *Confédération Générale des Producteurs de Fruits à Cidre*, les Associations ou Confédérations des Producteurs de *Lin*, de *Chanvre*, de *Pommes de terre*, de *Fruits et Légumes*, d'*Animaux de basse-cour*, de *Chicorée*, etc. Les noms de MM. Hallé, Leroy, Achard, du Fretay, Goussault, Rouy, secrétaires de ces

1. On appelle « Caisses rurales » des Caisses à responsabilité solidaire et illimitée créées sur le modèle des Caisses Raiffeisen. Ces Caisses sont fédérées dans une Union qui a son siège à Nantes.

diverses associations, sont connus mêmes du grand public. Ces secrétaires se retrouvaient naguère à la Confédération Nationale des Associations Agricoles (C. N. A. A.), dont ils étaient, en quelque sorte, les conseillers techniques. Ils se retrouvent aujourd'hui soit au Comité d'action paysanne, soit à l'Assemblée permanente des Présidents des Chambres d'Agriculture, soit au Conseil national économique.

Retracer ici l'activité des associations spécialisées serait sortir de notre sujet, il faudrait évoquer tout le problème agricole depuis la guerre. L'évolution de ce problème et de cette activité peut être suivie à travers les grands congrès d'agriculture (notamment ceux de la C. N. A. A.) et dans les rapports agricoles du Conseil national économique.

V. — LES CHAMBRES D'AGRICULTURE

Les Chambres d'Agriculture, que la loi sur les Comices avait essayé de constituer au milieu du xix^e siècle, ont revu le jour par la loi fondamentale du 3 janvier 1924.

Il y a une Chambre par département; les Chambres départementales peuvent s'unir en Chambres régionales (quatorze Chambres régionales ont été formées).

Un décret-loi du 30 octobre 1935 a créé l'*Assemblée permanente des Présidents des Chambres d'Agriculture*, « organe consultatif et représentatif des intérêts généraux et spéciaux de l'Agriculture métropolitaine ».

Chambres et Assemblée des Présidents sont des établissements publics et fonctionnent en liaison étroite avec les organisations professionnelles privées. La plupart des présidents des Chambres sont d'ailleurs des présidents de groupements agricoles.

CHAPITRE VI

UN EXEMPLE DE SOLUTION CORPORATIVE SUR LE PLAN SOCIAL

Les commissions paritaires de Bretagne

Depuis quelques années, et surtout depuis quelques mois, de nombreux problèmes sociaux se posent en Agriculture. Certains sont créés par la crise économique et financière, d'autres par les lois; retenons ici ceux qui mettent en opposition propriétaires et fermiers, patrons et ouvriers.

Ces problèmes ne sont pas insolubles. Ils devraient même être assez facilement résolus, en ce sens que, dans l'Agriculture, à la différence de ce qui se présente dans l'industrie, la convergence des intérêts est plus certaine et plus évidente que leur divergence. Les lois mal faites ou la démagogie diviseuse multiplient souvent des difficultés que le bon sens et la bonne volonté devraient aisément aplanir.

Nous allons montrer, dans ce chapitre, comment l'organisation professionnelle peut contribuer à éviter des conflits possibles, par des mesures à la fois sages et hardies, dans des domaines particulièrement délicats.

L'exemple que nous invoquerons nous est fourni par l'*Union des Syndicats Agricoles du Finistère et des Côtes-du-Nord*.

Groupant 42.000 familles paysannes réparties dans 556 syndicats, l'*Union des Syndicats Agricoles du Finistère et des Côtes-du-Nord* s'étend sur les deux départements qu'indique son titre même.

Un hebdomadaire de quatre pages, *Ar Vro Goz*, tient les syndiqués au courant des nouvelles professionnelles de la semaine et de la vie de l'Union. La première page comporte un éditorial et l'actualité; la seconde page publie les cours et marchés et la chronique de la mutualité; la troisième page est consacrée à la vie syndicale, à la culture et à l'élevage; la publicité occupe la quatrième page. Des feuilletons traitent les questions de droit et de fiscalité, de technique vétérinaire, etc.

Trois ou quatre publications mensuelles sont réservées aux jeunes gens, aux jeunes filles, aux dirigeants des syndicats. Un almanach annuel connaît un grand succès.

Ces publications ne sont pas le seul lien entre l'Union et les syndiqués. Une dizaine d'inspecteurs ont pour mission unique d'apporter aux organisations communales leurs conseils et leurs services. Ils sont à la fois des inspecteurs et des propagandistes. Ils veillent à la bonne marche des organisations et renseignent les cultivateurs sur les questions de droit usuel et de fiscalité. Dans les Côtes-du-Nord un délégué général réside à Saint-Brieuc. En contact avec le siège de l'Union (qui est Landerneau), il a sous sa direction les inspecteurs du département.

Outre ces inspecteurs, un service de défense juridique et fiscale est à la disposition des syndiqués à Landerneau. Les conseillers répondent par écrit aux questions posées. D'autre part, au moment de la réception des feuilles d'impôt, ils tiennent des permanences dans les principaux centres et guident les intéressés en cas de besoin. Bien entendu, lorsque la profession tout entière est intéressée par un litige particulier, l'Union prend

l'affaire en mains et ses interventions sont généralement couronnées de succès (1).

En dehors des questions juridiques et fiscales, un service technique étudie tout ce qui concerne la culture et l'élevage. Il organise notamment des syndicats de sélection des plants de pommes de terre et travaille, sur ce point, en relation étroite avec la Direction des services agricoles.

Enfin l'Union a une organisation complète de services économiques et commerciaux. Pour la livraison aux syndiqués des objets et produits nécessaires à la profession, elle possède cinquante dépôts. Dans ces dépôts fonctionnent, par ailleurs, des appareils pour le triage des céréales de semence et de trèfle, et des moulins pour la mouture des aliments du bétail. Au personnel à demeure s'adjoint le corps des contrôleurs de dépôts chargés de la surveillance et de la vérification des opérations. Les dépositaires adressent à l'Union un relevé journalier de leur activité. Soixante-trois mille tonnes d'engrais, douze mille tonnes d'aliments, quatre cent quatre-vingts tonnes de semences ont été distribuées aux syndiqués par ces dépôts en 1936.

Une coopérative de vente fonctionne parallèlement à ces services d'achat en commun. En 1936 elle a vendu

1. Un cas tout récent vient d'illustrer la puissance du syndicalisme breton. En janvier dernier, quatre laitiers de Châteaulin étaient condamnés pour avoir porté le prix du lait de 1 fr. à 1 fr. 25 (200 fr. d'amende pour l'un et 300 pour les autres, avec insertion et affichage du jugement). C'était la première hausse depuis deux ans. L'Union des Syndicats s'émut. Le 19 janvier elle réunissait dix mille cultivateurs à Quimper pour protester. Le 21, ses dirigeants étaient reçus à Paris par M. Monnet, ministre de l'Agriculture, et lui faisaient leurs doléances. Le 26, le Comité exécutif permanent de la Confédération nationale des associations agricoles, après avoir pris connaissance des faits, s'élevait « avec indignation » contre la condamnation, adressait « aux cultivateurs injustement frappés son témoignage de sympathie confraternelle » et décidait « d'intervenir auprès des pouvoirs publics pour leur signaler les graves conséquences des brimades infligées aux cultivateurs, du point de vue de la justice et de la paix sociales ». Entre temps les laitiers condamnés et l'Union faisaient appel du jugement. A la fin de février, la Cour de Rennes rendait son arrêt. C'était l'acquiescement pur et simple.

1.500.000 têtes de choux-fleurs, 1.250.000 kilos d'artichauts, 275.000 quintaux de blé, 30.000 quintaux d'avoine, etc.

Les assurances mutuelles garantissent les risques incendie, accidents du travail et mortalité du bétail.

La Caisse régionale « incendie » groupe 653 caisses locales, dans trois départements. Ses opérations s'expriment dans les chiffres suivants (pour 1936) :

Valeur assurée	Fr.	1.936.000.000
Polices		27.433
Cotisations	Fr.	1.421.339
Réserves	Fr.	1.200.000

La Caisse régionale « accidents » rayonne sur les cinq départements bretons. Ses opérations s'expriment dans les chiffres suivants (pour 1936) :

Nombre de caisses affiliées		1.006
Nombre de polices :	{	
Loi		43.000
Droit commun ..		40.000
Montant des salaires assurés.....	Fr.	212.000.000
Cotisations	Fr.	7.400.000
Réserves mathématiques	Fr.	10.000.000
Réserves diverses	Fr.	4.500.000
Provisions pour sinistres à régler....	Fr.	2.000.000
Ristournes versées aux caisses.....	Fr.	665.000

La Caisse régionale « bétail » réassure 34 caisses qui sont toutes, sauf trois, dans le Finistère. Elle groupe 3.500 sociétaires pour 7.920 chevaux et 612 bovins. Son capital est de 15 millions et ses réserves 415.000 francs.

Enfin, avant l'obligation légale, l'Union avait institué des caisses d'allocations familiales qui groupaient à la fin de l'an dernier 5.600 adhérents.

*
**

L'Union des Syndicats Agricoles du Finistère et des Côtes-du-Nord, dont nous venons d'esquisser la figure, s'attaqua en 1926 au problème du fermage.

Les variations monétaires consécutives à la guerre avaient créé entre bailleurs et locataires des malentendus que le législateur n'allait, hélas ! guère dissiper. Les bonnes relations qui existaient traditionnellement à la campagne devraient-elles disparaître ? L'Union pensa que non. Mais il ne suffisait pas d'émettre des vœux et des exhortations. Il fallait trouver une solution pratique. L'Union constitua deux commissions paritaires de propriétaires et de fermiers, l'une dans le Finistère, l'autre dans les Côtes-du-Nord.

Ces commissions s'efforcèrent d'abord de poser correctement le problème à résoudre. Après étude, elles estimèrent qu'un bail, pour être équitable, devait répondre aux trois conditions suivantes : *être de longue durée, favoriser la meilleure exploitation des terres, être simple*. Ils rédigèrent un bail-type dans ce sens.

1° La question de la *durée* était rendue particulièrement délicate par les fluctuations de cours. Devant la dépréciation constante de la monnaie qui les ruinait, les propriétaires se dérobaient de plus en plus à la signature de baux longs. Pour les fermiers il en résultait un sentiment d'insécurité très regrettable. Une seule solution s'avéra possible et nécessaire, celle des baux en nature. Mais, bien entendu, les clauses devaient en être étudiées soigneusement pour éviter des inconvénients ou des injustices analogues aux baux en argent. On tomba d'accord qu'il ne fallait pas lier le prix à un seul produit, mais à plusieurs et que ceux-ci devaient être des produits de la région et dont les mercuriales fussent certaines. On estima aussi que la base du fermage devait être, chaque fois qu'il se pouvait, établie sur l'avant-guerre moyennant un abattement préalable de 30 %. Cet abattement correspond au décalage qui s'est produit entre l'augmentation du prix de revient et celle du prix de vente des produits agricoles ; disons, si l'on veut, qu'il représente le coefficient de dévalorisation de la propriété foncière.

La clause du bail-type relative au prix du fermage est la suivante :

Le présent bail est consenti et accepté moyennant un fermage annuel et global de :

(m) Kilos de blé

(n) Kilos de viande

{ de bœuf
de veau (au choix)
de porc

1^{er} CAS. — *Le prix du fermage est calculé sur la moyenne des cours de l'année.*

Le preneur s'engage à réaliser à ses frais au marché de pour le compte du bailleur, qui lui donne mandat à cet effet, les quantités de blé, de viande, de beurre stipulées ci-dessus, aux dates qui lui conviendront, afin de pouvoir remettre le produit de ces ventes au bailleur ou à son représentant, le 29 septembre.

Toutefois, pour éviter toute difficulté au sujet du règlement, le produit de ces ventes correspondra au prix de

m kilos de blé,
n kilos de viande,
p kilos de beurre,

d'après les cours moyens indiqués par les mercuriales publiées dans le bulletin *Ar Vro Goz*, auxquelles les parties déclarent se rapporter, sur le marché de La moyenne sera établie sur les cours publiés le 1^{er} de chaque mois, dont on écartera toutefois, pour chaque denrée, les cours des deux mois les plus forts et les cours des deux mois les plus faibles.

2^e CASS. — *Le prix du fermage est calculé sur la somme des moyennes des cours des deux semestres.*

Le preneur s'engage à réaliser à ses frais au marché de pour le compte du bailleur, qui lui donne mandat à cet effet, la moitié des quantités de blé, de viande, de beurre stipulées ci-dessus, aux dates qui lui conviendront, pendant le semestre du 1^{er} octobre au 31 mars, et l'autre moitié pendant le semestre du 31 mars au 28 septembre, afin de pouvoir remettre le produit de ces ventes au bailleur, ou à son représentant,

le 29 septembre
ou 1^{er} avril et le 29 septembre
(selon les usages).

Toutefois, pour éviter toute difficulté au sujet du règlement, le produit de ces ventes correspondra pour chacun de ces semestres au prix de :

m/2 kilos de blé,
n/2 kilos de viande,
p/2 kilos de beurre.

D'après les cours moyens indiqués par les mercuriales publiées dans le bulletin *Ar Vro Goz*, auxquelles les parties déclarent se rapporter sur le marché de Pour chaque semestre, la moyenne sera établie sur les cours publiés le 1^{er} de chaque mois, dont on écartera toutefois, pour chaque denrée, le cours du mois le plus fort et le cours du mois le plus faible.

Pour faciliter le calcul du fermage, le bail-type publiait les principales mercuriales de 1914 et fournissait l'exemple suivant :

1° MERCURIALES DE 1914

Moyenne des cours pratiqués pour les principaux produits en 1914. (Ces cours peuvent servir de base à l'évaluation du prix du fermage, tel qu'il est expliqué dans les exemples suivants.)

BLÉ 100 k.	AVOINE 100 k.	ORGE 100 k.	SARRASIN 100 k.	SEIGLE 100 k.	BŒUF le k°
25,65	17,65	16,65	17 »	18,20	0,96
VEAU le k°	PORC le k°	LAIT le litre	ŒUFS douzaine	BEURRE	
1,05	1,10	0,20	1,10	2,20	

2° EXEMPLE DE CALCUL DU PRIX DE FERMAGE

Supposons un bail de 1.000 francs en 1914. Nous avons dit qu'il fallait lui appliquer un abattement de 30 %. Il est ainsi ramené à 700 francs.

Cherchons par quelles quantités de blé, de viande de bœuf sur pied (par exemple) on peut représenter cette somme de 700 francs, étant donné que le blé constituera les 5/10 du fermage, la viande les 3/10 et le beurre les 2/10 (par exemple).

En 1914, en moyenne :

Le blé valait 25 fr. 65 les 100 kilos.

Le bœuf valait 0 fr. 96 le kilo.

Le beurre valait 2 fr. 20 le kilo.

Un fermage de 700 francs aurait donc représenté :

$$350 \text{ francs en blé, soit : } \frac{350 \times 100}{25,65} = 1.364 \text{ kg. } 500.$$

$$+ 210 \text{ francs en viande, soit : } \frac{210 \times 1}{0,96} = 218 \text{ kg. } 750.$$

$$+ 140 \text{ francs en beurre, soit : } \frac{140 \times 1}{2,20} = 63 \text{ kg. } 630.$$

Donc le fermage actuel sera représenté par :

1.364,50 kilos de blé;

218,75 kilos de viande de bœuf sur pied;

63,63 kilos de beurre.

Supposons que le bail stipule que le prix de fermage sera calculé sur la moyenne du cours de l'année.

1.364,50 kilos de blé, 218,75 kilos de viande, 63,63 kilos de beurre représentent donc le fermage. Il s'agit maintenant de calculer le prix de ces quantités de denrées, sur le marché de Quimper (par exemple), en prenant pour base la moyenne des cours de l'année, après en avoir écarté toutefois les deux mois les plus forts et les deux mois les plus faibles.

Les moyennes des mercuriales étant publiées par *Ar Vro Goz*, de simples multiplications permettent d'obtenir le taux du fermage actuel.

2° La question de la *meilleure exploitation des terres* soulève le problème de l'indemnité de plus-value. Ce problème, à l'heure où nous écrivons ces lignes, n'est pas encore résolu par le Parlement. Une proposition de loi Jadé-Inizan, rapportée par M. Cautru, a été votée en mars 1928 à la Chambre, mais elle dort encore au Sénat. Quant au projet sur la propriété culturale, déposé cette

année par M. Monnet, il n'a pas encore été discuté (1). En 1926, l'Union du Finistère innovait donc en formulant dans son bail-type une clause qui tranchait le débat. Voici cette clause qui n'a jamais, depuis lors, été modifiée :

« Un état des lieux, immeubles et terres, aussi détaillé que possible, sera fait, à frais communs, entre le fermier sortant et le fermier entrant. Exceptionnellement, les frais seront partagés entre le propriétaire et le fermier entrant, s'il n'y a pas eu d'état de lieux antérieur.

« Si le preneur a réalisé sur le fonds des améliorations foncières, il aura droit à une indemnité à sa sortie, à condition toutefois que le bailleur ait donné son consentement écrit auxdites améliorations et qu'il en ait approuvé le devis.

« Les améliorations foncières donnant droit à une indemnité sont : la construction et l'aménagement d'immeubles (bâtiments, fosses à purin, etc.), les drainages si ceux-ci ont été effectués avec canaux souterrains, la création de prairies naturelles si ces prairies succèdent à une friche ou à une lande, les clôtures à caractère permanent, la création de vergers et les plantations si le fermier a fourni lui-même les plants, les défrichements des terres incultes, mais non des landes semées; la création de chemins, d'adduction d'eau, de ponts, les irrigations ayant un caractère permanent, les aménagements électriques, les marnages et chaulages de fond.

« L'indemnité due au preneur représentera, pour les constructions (maisons, granges, écuries, hangars), la valeur attribuée à ces constructions, à dire d'experts, à la sortie du fermier qui les aura exécutées.

1. La *propriété culturale* qui est le droit au renouvellement du bail ne doit pas être confondue avec l'indemnité de plus-value, mais un article du projet Monnet institue — sans apporter d'ailleurs aucune explication quant aux modalités d'application — l'indemnité de plus-value.

« Pour les autres améliorations, l'indemnité représentera la dépense totale occasionnée par les travaux et approuvée par le bailleur, dépense dont il sera défalqué un amortissement annuel que les parties fixeront d'avance (a).

« Indiquer le mode et la date de paiement de cette indemnité. (b).

« Les autres améliorations, dites améliorations culturales, donneront lieu à une indemnité de plus-value, ou de moins-value, à la charge, selon les cas, du propriétaire ou du fermier. La valeur de cette indemnité sera déterminée, à dire d'experts, par comparaison des états de lieux à l'entrée et à la sortie, tels qu'ils sont prévus (*ci-dessus*). »

3° La question de la *simplicité* du bail concernait certaines coutumes locales qu'il y avait lieu d'abroger. Mais nous devons faire observer, pour ceux qui estimeraient que le bail en nature est en lui-même très compliqué, que c'est là une erreur absolue.

Un bail bien fait, comme l'est celui des Commissions paritaires de l'Union des Syndicats Agricoles du Finistère et des Côtes-du-Nord, est simple dès l'instant que les mercuriales auxquelles il se réfère ne sont pas contestées. Or, propriétaires et fermiers trouvent ces mercuriales dans le journal syndical de l'Union. Deux ou trois multiplications faites une ou deux fois par an sont un bien petit travail au regard de la sécurité accordée aux parties. Notons que si un doute vient à l'esprit sur

a) La durée de cet amortissement doit varier, bien entendu, avec la nature de l'amélioration apportée et la qualité du travail exécuté qui augmentera, par exemple, avec le nombre de mètres cubes de pierre servant à l'empierrement, avec la qualité de ces pierres, etc., etc...

b) Ce paiement pourra se faire, soit :

- 1° par le versement d'une somme représentant l'indemnité;
- 2° par une prolongation du bail sans augmentation de fermage.
- 3° par une diminution de fermage en cours de bail, soit de toute autre manière, à la convenance des parties.

le calcul à faire, l'Union des Syndicats et, s'il y a lieu, la Commission paritaire résoud la difficulté en toute objectivité.

Nous ne serions pas complet si nous ne signalions pas que le bail-type contient une clause par laquelle le propriétaire s'engage à ne rompre le bail que par un préavis de trois ans. Cette clause sans réciprocité, et qui serait difficilement applicable dans la plupart des autres régions de la France, s'explique par le fait qu'en Bretagne l'offre est très supérieure à la demande. On n'en doit pas moins souligner une innovation qui, dans son principe, devrait être généralisée. La loi belge de 1929 sur le bail à ferme a introduit le préavis obligatoire de deux ans. C'est une condition nécessaire à la bonne culture quand elle est combinée avec l'indemnité de plus-value.

On s'inquiètera peut-être de savoir si l'usage du bail-type de l'Union du Finistère et des Côtes-du-Nord s'est généralisé en Bretagne et ailleurs. Nous manquons, sur ce point, de données précises. L'Union ne pouvait que *proposer*; elle ne pouvait *imposer*. Il est certain que des centaines de propriétaires et de fermiers ont adopté le bail tel quel. Il est certain que des milliers s'en sont inspirés. Par ailleurs, d'autres Unions de syndicats l'ont adapté à leur région et l'ont ainsi répandu dans toute la France. L'Union Nationale des Syndicats Agricoles, la Société des Agriculteurs de France, divers groupements importants lui ont fait une large publicité. Ce qui nous importe ici c'est que la solution corporative, dans la mesure où elle pouvait s'affirmer, s'est révélée excellente. Elle a, en effet, suppléé à la carence parlementaire en établissant l'indemnité de plus-value et elle a maintenu la valeur du contrat dans la tourmente monétaire et économique en instituant une clause *juste* et *souple* de fermage en nature.

En toute impartialité et en toute vérité, nous pouvons dire que le travail des commissions paritaires de l'Union

du Finistère et des Côtes-du-Nord a été, dans sa simplicité, supérieur à toute l'œuvre législative concernant les baux à ferme et leurs révisions successives. Pour nous borner à un seul qualificatif, nous dirons que c'était du travail *bien fait*. C'est pourquoi il n'a jamais eu à être refait depuis 1927.



L'année 1936 est venue poser des problèmes nouveaux à l'agriculture. Les lois sociales et la propagande politique entendent diviser toutes les activités économiques en deux classes, celle des employeurs et celle des salariés. Cette division est très factice en agriculture, où les employeurs sont plus nombreux que les salariés et où la situation de ces derniers est rarement comparable à celle des ouvriers de l'industrie. En Bretagne, notamment, il y a bien des *salariés*, au sens juridique du mot, mais ce ne sont pas des « *prolétaires* » au sens économico-social que prend ce vocable dans la bouche de ceux qui en usent le plus volontiers. En effet, les domestiques de ferme (condition normale des salariés agricoles bretons) n'ont pas une vie généralement très différente des exploitants qui les payent (à plus forte raison, des exploitants qui n'ont recours qu'à la main-d'œuvre familiale); ils sont, d'autre part, fréquemment fils d'exploitants et ont eux-mêmes vocation de le devenir. Bref, vouloir les ériger en classe sociale (avec la signification de permanence que comporte le mot de « classe ») est une vue de l'esprit qui correspond à un système, mais non à la réalité. Aussi bien, quand même y aurait-il un salariat agricole dont ce fût l'état stable, ses intérêts particuliers ne sauraient être considérés d'une manière indépendante de l'intérêt professionnel auquel ils participent et qui les conditionne.

Fidèle à sa méthode de travail, l'*Union des Syndicats Agricoles du Finistère et des Côtes-du-Nord* constitua

à Landerneau une commission paritaire de dix patrons et de dix salariés.

La première réunion eut lieu le 29 octobre 1936. Fixons, pour l'Histoire, le nom des présents. C'étaient, du côté des patrons : MM. André, de Plourin-Morlaix; André, de Plabennec; Belbeoc'h, de Pouldavid; Croc, de Ploudaniel; Esvan, de Quimperlé; Messenger, de Saint-Pol-de-Léon; Mevel, de Ploumévél; Pennarun, de Briec; Queimec, de Guiclan; Sinquin, de Scaër; et du côté des salariés : MM. Berlivet, de Plabennec; Bourrhis J., d'Ergué-Gabéric; Cotton, de Kergloff; Derrien, de Plouévy-du-Faou; Guivarc'h, de Landerneau; Le Bihan, de Saint-Pol-de-Léon; Le Goff, de Melgven; Marrec, de Plougouven; Stephan, de Poullan. Était absent : M. Bellec, de Combrit.

La séance fut ouverte par M. de Guébriant, président de l'Union, qui remercia les membres de la Commission de leur concours et leur exposa ce que l'Union espérait d'eux. Avant de commencer aucun débat, il expliqua qu'une question de principe se posait, c'était de savoir si le syndicalisme de classe devait être considéré comme le meilleur ou si, au contraire, une collaboration professionnelle en vue de tendre à une véritable organisation corporative devait être recherchée. Patrons et ouvriers se séparèrent pour délibérer séparément. Les uns et les autres vinrent rapidement apporter une adhésion unanime au principe de la collaboration professionnelle.

M. de Guébriant annonce alors l'ouverture des travaux de la Commission et la prie de constituer un bureau auquel il cédera sa place. La Commission insistant pour qu'il dirige les débats, il accepte, en spécifiant qu'il n'apportera des avis que s'il en est expressément sollicité par les commissaires; sa voix ne sera en aucun cas délibérative.

La Commission établit d'abord sa méthode de travail.

Elle décide d'examiner les questions qui intéressent les contrats de travail, de les soumettre aux petites commissions paritaires locales nommées par les groupes de syndicats pour aboutir au terme de ses travaux à l'établissement d'un contrat collectif-type dont les éléments principaux sont : le salaire, le logement, la nourriture, les avantages en nature, les congés payés, la durée du travail par jour.

Une fois ce travail terminé, la Commission paritaire sera dissoute pour faire place à une commission dont les membres seront nommés par leurs pairs.

Mais une question se pose : le contrat écrit individuel est-il souhaitable, ou une entente verbale sur les bases d'un contrat-type écrit est-elle préférable? La Commission se rallie à la deuxième solution.

La Commission aborde alors la question capitale du salaire. Faut-il, puisque c'est une solution agitée de divers côtés, introduire dans le salaire une partie mobile qui suivrait les fluctuations des cours des denrées agricoles?

Un patron qui a fait l'essai du système a dû y renoncer par suite de l'opposition des ouvriers. Un autre craint des difficultés au moment du règlement. Un troisième voudrait qu'il fût tenu compte des prix des produits de consommation. Un ouvrier invoque la manière de faire de sa région, où les salaires sont réajustés selon les cours du moment et selon leurs tendances futures.

Après discussion, on vote. Les résultats sont confus. La majorité des patrons est *contre* et la majorité des ouvriers *pour*. Mais le pointage par région révèle que c'est sur un seul arrondissement que se fait le désaccord. Aussi la Commission cherche une autre base de réglementation.

Tout d'abord, l'accord unanime se fait sur la nécessité de fixer le salaire *pour une année entière*.

Quant à la détermination du taux du salaire, la Commission estime qu'il y a trois solutions possibles :

1° Fixer la totalité du salaire suivant les cours de l'année;

2° Composer le salaire de deux parties : l'une fixe, étant le minimum vital, l'autre variable et déterminée suivant les cours des denrées pendant l'année écoulée;

3° Faire fixer tous les ans, par les commissions paritaires, l'indice de hausse ou l'indice de baisse applicable aux salaires.

Au premier système, la Commission reproche l'incertitude dans laquelle seront les ouvriers sur la somme qu'ils recevront.

Au deuxième système, la Commission reproche d'être en retard d'un an sur les cours.

La Commission se rallie au troisième système modifié, qui est adopté à l'unanimité :

Les Commissions paritaires fixeront tous les ans, et pour l'année suivante, au moment du renouvellement des gages, le coefficient de hausse ou de baisse à appliquer aux salaires de l'année en cours, ce coefficient étant calculé d'après les prix des produits agricoles, et le coût de la vie au moment de la délibération et d'après l'orientation probable des cours à la production et à la consommation pendant l'année à venir.

A première vue, cette solution paraît compliquée et peu logique. Mais à la réflexion, elle paraît au contraire très sage et exprime — d'une manière assez confuse, à la vérité — un désir réciproque de *fixité* de salaire et de *justice* de salaire, qui sont en effet les deux éléments à obtenir. Patrons et ouvriers veulent être assurés du prix à verser ou à toucher pour l'année entière. Donc pas d'échelle mobile dans le courant de l'année; ce serait impossible. Mais patrons et ouvriers veulent, d'autre part, que le salaire ne soit pas le simple résultat de l'offre et de la demande. Ils y introduisent une notion de fixation scientifique : coefficient du prix des produits agricoles, car l'ouvrier doit participer aux hauts et aux

bas de la profession; coefficient du coût de la vie, car il est consommateur et touche un salaire qui doit le faire vivre.

Nous ne prétendons pas que le système soit parfait, ni qu'il soit le meilleur pour toutes les régions de la France. Mais il révèle un sens profond des réalités et semble bien être, en fin de compte, excellent pour la Bretagne. Nous verrons d'ailleurs que, dans une seconde réunion, la Commission revient sur « l'orientation probable des cours... pour l'année à venir ».

La Commission étudiant ensuite quelles sont les régions suivant lesquelles les salaires pourront varier, les fixe de la manière suivante : 1° Région maraîchère de Saint-Pol-de-Léon; 2° Région du Léon et de Tréguier; 3° Plougastel-Daoulas; 4° Région de la Montagne; 5° Région de Châteaulin; 6° Région de Douarnenez; 7° Région de la Bigoudénie; 8° Région de Quimper; 9° Région de Rosporden-Quimperlé (les cantons compris dans chacune de ces régions sont désignés).

Abordant ensuite les congés payés, la Commission se déclare hostile à l'obligation de sept jours de congé consécutifs et elle décide d'adresser au Ministre de l'Agriculture la lettre suivante :

La Commission Paritaire du département du Finistère de l'Union des Syndicats Agricoles du Finistère et des Côtes-du-Nord, composée de 10 employeurs et 10 domestiques, réunie le 29 octobre 1936 à l'Office central de Landerneau, après avoir examiné la loi du 20 juin 1936 et le décret du 26 septembre sur les congés payés dans l'agriculture :

Approuve le principe de 15 jours de congés payés annuels;

Mais s'élève, à l'unanimité, contre l'obligation de 7 jours au moins consécutifs.

Elle demande que, d'un commun accord, employeurs et employés agricoles puissent répartir le total de 15 jours par fractions au gré des parties.

Cette protestation étonnera peut-être les citoyens, mais elle est générale dans les pays de petite culture. Un domestique de ferme est heureux de profiter de vingt-

quatre-heures de repos pour aller à une foire, à une fête locale; mais un congé consécutif le gêne. S'il reste sans rien faire chez son employeur le congé est théorique; s'il va en ville, le séjour lui coûte cher et il ne saurait qu'y faire pendant toute une semaine. Seuls des cas exceptionnels, comme pourrait l'être, par exemple, l'Exposition de Paris, le porteraient à une absence de plusieurs jours. Cette absence, il doit pouvoir l'obtenir, mais elle ne doit pas lui être imposée. Au fond, la forme traditionnelle du congé à la campagne c'est celle des « jours chômés », qui est, d'ailleurs, toujours en vigueur et qui était de règle, autrefois, même à la ville (« On nous ruine en fêtes », gémissait le savetier de La Fontaine, « et M. le Curé de quelque nouveau saint charge toujours son prône »). Ce sont les conditions malsaines du travail urbain, jointes à la plus grande facilité des transports, qui ont favorisé le développement des congés d'une certaine durée pour les salariés des villes.

Une seconde réunion fut tenue par la Commission paritaire des patrons et des ouvriers, le 19 novembre.

On commença par revenir sur le problème du salaire. Dans quelles proportions faudra-t-il tenir compte du prix des produits agricoles et du coût de la vie? Quel coefficient faudra-t-il donner au pronostic de l'évolution des cours pour l'année à venir?

Cette seconde question soulève d'énormes difficultés et, après discussion, la Commission décide, à l'unanimité moins trois voix, de supprimer toute référence à un pronostic quelconque pour les cours de l'année à venir. Ce pronostic serait trop aléatoire et risquerait d'avoir plus d'inconvénients que d'avantages.

Quant à la première question, la Commission estime qu'elle sera résolue par l'égalité accordée aux deux éléments considérés. Autrement dit, le coefficient de hausse ou de baisse sera calculé en tenant compte dans

une proportion égale du prix des produits agricoles et du coût de la vie.

Mais quels produits agricoles devront être considérés? La Commission décide de s'en tenir à quatre : le blé, le bœuf, le porc et le beurre. Le pourcentage à attribuer à chacun de ces produits est fixé pour chacune des neuf régions délimitées par la Commission dans sa précédente séance. Les mercuriales à considérer sont également précisées (cours du marché de Landerneau pour la région maraîchère de Saint-Pol-de-Léon, cours du marché de Carhaix pour la région de la Montagne, etc.).

Considérant la moyenne des cours à retenir, la Commission estime qu'il n'y a pas lieu de prendre la moyenne annuelle, mais simplement la dernière moyenne mensuelle, dont on fera la comparaison avec la moyenne de l'année précédente. S'il y a lieu, des corrections seront apportées aux cours anormaux qui auraient pu se produire. La variation du coût de la vie sera fournie par les indices préfectoraux.

Après avoir établi, pour elle-même, un exemple des calculs auxquels donnera lieu l'établissement du coefficient, la résolution suivante est adoptée à l'unanimité :

Les travaux de la Commission départementale seront portés à la connaissance des commissions locales. Les chiffres qui auront servi de base au calcul du coefficient de hausse ou de baisse leur seront soumis et elles seront invitées à fixer définitivement ce coefficient pour leur région en apportant les modifications qu'elles jugeront utiles aux chiffres établis par la Commission départementale.

La Commission paritaire, en ayant ainsi terminé avec la question des salaires, passe à celle de la durée du travail.

L'Union des Syndicats a déjà rassemblé une certaine documentation de base à ce sujet. D'une part, en effet, elle s'est livrée à une enquête dans le département, d'autre part, elle a rassemblé divers contrats collectifs

établis pour les départements de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne, pour le Vexin et pour le Penthivère.

Lecture est donnée de tous ces documents, puis la Commission fixe trois périodes à considérer pour l'établissement de durées variables de travail :

1° *Période d'hiver* : novembre, décembre, janvier.

2° *Période de printemps et d'automne* : février, mars, avril, mai, septembre, octobre.

3° *Période d'été* : juin, juillet, août.

Après discussion, la Commission décide, à l'unanimité, de fixer à 5 h. 30 l'heure du réveil, pour toute l'année, avec un décalage d'une demi-heure au moment du changement d'heure pendant quinze jours. La fin du travail à 18 heures pendant la période d'hiver, à 19 heures pendant la période de printemps et d'automne, à 20 heures pendant la période d'été, avec, toutefois, des exceptions possibles pour certains travaux qui ont un caractère d'urgence, par exemple la rentrée des récoltes et des battages, avec, en toutes saisons, une heure au moins d'interroption au moment du repas de midi. Si les ouvriers font la sieste, l'heure de la fin des travaux sera modifiée en fonction de la durée de la sieste.

Pour les domestiques femmes, on s'en rapportera, au moins provisoirement, aux usages établis.

On ne manquera pas d'observer la longueur de la journée de travail, qui n'est pas inférieure à douze heures et peut atteindre quinze heures. Il ne faut cependant pas oublier deux choses : la première c'est que le rythme du travail de la campagne n'est en rien comparable à celui de l'usine; la seconde c'est que le patron travaille autant que le salarié. On peut, dans les régions de monoculture, quand la ferme occupe quarante ou cinquante ouvriers, réduire les heures de travail de manière à suivre jusqu'à un certain point la courbe de réduction du travail industriel. Dans le Midi viticole, les contrats collectifs stipulaient souvent (bien avant

l'année 1936) des journées de huit heures, de sept heures et même parfois de six heures; il s'agissait d'un travail intensif et particulièrement fatigant à l'époque des vendanges. Mais de telles réglementations sont impossibles, ou plutôt n'ont guère de sens dans les régions de petite culture paysanne. Le travail se confond avec la vie. Le mot même de « domestiques de ferme » montre bien qu'il s'agit, sur le terrain agricole, du prolongement de l'activité de la maison. Les hommes vaquent aux travaux des champs tandis que les femmes vaquent aux travaux ménagers. La mesure horaire de cette activité est essentiellement donnée par le lever et le coucher du soleil. Ce qui ne veut pas dire que cette activité ne soit pas fatigante. Elle l'est, certes, et ne se compare pas à la semaine de quarante heures. Seulement il s'agit d'autre chose.

Concernant le repos hebdomadaire, la Commission paritaire s'y déclare favorable à l'unanimité et adopte une rédaction analogue à celle du contrat collectif applicable en Seine-et-Oise :

L'ouvrier aura droit à une journée de repos intégral à prendre le dimanche. Dans le cas exceptionnel où l'ouvrier travaillerait le dimanche, un jour de repos intégral compensateur lui sera accordé dans la semaine qui suivra ou dans le mois en cours. Les ouvriers resteront, à tour de rôle, le dimanche pour les soins à donner au bétail et la garde de la ferme.

La Commission paritaire décide enfin de faire de la propagande pour le recrutement des ouvriers dans les syndicats et adopte le principe de la création d'une Commission paritaire par canton.

Quelques jours après, le 23 novembre, une Commission paritaire se tenait dans les Côtes-du-Nord et procédait à un travail analogue à celui que la Commission du Finistère avait précédemment accompli.

A la suite de cette initiative, l'Union, qui comptait déjà près d'un millier de salariés sur ses quarante-deux mille syndiqués, a entrepris une campagne de recrute-

ment qui se poursuit avec succès. Afin qu'il n'y ait aucun doute sur le caractère de parfaite égalité avec lequel les syndiqués participent à l'activité professionnelle, l'Union appelle désormais ses syndicats des « Syndicats corporatifs agricoles ». Elle a modifié trois articles des anciens statuts de syndicats pour bien marquer la liberté totale dont chaque branche de la profession dispose pour délibérer de ses intérêts particuliers. Voici les trois articles en question :

ART. 9. — Les membres adhérents du Syndicat peuvent être répartis en sections spéciales selon qu'ils sont propriétaires, fermiers ou métayers, — exploitants — artisans ou ouvriers agricoles, etc.

Chacune des sections, après avis favorable de la Chambre Syndicale, nomme un bureau comprenant un président et un secrétaire.

Les sections se réunissent, de leur plein gré, pour étudier et discuter de leurs intérêts particuliers. Elles soumettent leurs avis, leurs requêtes ou leurs propositions à la Chambre Syndicale ou à l'Assemblée générale.

Aucune décision engageant le Syndicat ne peut être prise isolément par les sections.

ART. 10. — Le Syndicat est administré par une Chambre Syndicale composée de 5 à membres dont les fonctions sont gratuites et comprenant :

1° Au titre de membres de droit :

— Les présidents ou secrétaires de toutes les associations prévues par l'article 3 des présents statuts, à condition qu'ils aient, personnellement, cotisé au Syndicat;

— Le président de chacune des sections prévues à l'article 9.

Dans le cas où une section aurait un nombre d'adhérents dépassant le dixième du nombre total des adhérents du Syndicat, le secrétaire de ladite section serait également membre de droit de la Chambre Syndicale.

2° Au titre d'administrateurs, membres du Syndicat.

La Chambre Syndicale nomme dans son sein un bureau composé d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire-trésorier.

Le Bureau s'adjoint un secrétaire social qui, s'il n'est pas syndiqué lui-même, doit appartenir à une famille dont le chef fait partie du Syndicat.

Le Bureau et les membres de la Chambre Syndicale autres que ceux de droit sont nommés pour ans au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages exprimés par l'Assemblée générale prévue ci-après. Le renouvellement a lieu par ... (1) tous les ... (2). Les premières fois le sort désigne les membres qui doivent être soumis à la réélection. Les membres de la Chambre Syndicale sont indéfiniment rééligibles.

ART. 16. — Toute contestation entre membres du Syndicat agricole sera soumise avant tout recours aux tribunaux à une Commission de conciliation ayant pour but de réaliser un accord amiable.

A cet effet, les propriétaires ayant des fermiers, — les fermiers — les employés, réunis séparément, nomment chaque année deux délégués pour faire partie des commissions paritaires de conciliation.

Ces choix ne pourront porter que sur des syndiqués n'appartenant pas à la fois à deux catégories sus-visées, par exemple : propriétaire et fermier, employeur et employé, etc.

La Commission de conciliation fonctionnera de la manière suivante :

1° S'il s'agit d'un différend intéressant les conditions de travail, entre un employeur et un employé, la Commission sera composée de deux commissaires employeurs et de deux commissaires employés.

2° S'il s'agit d'un différend opposant un propriétaire et un fermier, la Commission sera composée des deux commissaires propriétaires et des deux commissaires fermiers.

3° Pour toutes les autres contestations que celles indiquées ci-dessus existant entre deux syndiqués, c'est le Bureau du Syndicat, assisté du secrétaire social, qui fera office de Commission de conciliation en se réunissant spécialement à cet effet.

La Commission de conciliation, après avoir entendu les parties une ou plusieurs fois, avoir pris tous renseignements ou informations qu'elle jugerait utiles et en avoir délibéré, fera connaître la solution équitable qu'elle propose.

La Commission se prononcera sur cette solution à la majorité des voix des commissaires la composant.

1. Tiers chaque année — ou par tiers tous les deux ans si le conseil est élu pour 6 ans — ou par tiers tous les trois ans si le conseil est élu pour 9 ans.

2. Trois, ou six, ou neuf ans.

Au cas où, dans une Commission de conciliation, les voix se trouveraient également partagées, les commissaires désigneraient, pour les départager, un commissaire supplémentaire nommé exceptionnellement à ce seul effet, ne résidant pas dans la même commune et choisi parmi les membres d'un autre Syndicat agricole faisant partie de la même Union des Syndicats Agricoles.

Si la Commission n'arrive pas, malgré tous ses efforts, à concilier les parties, elle insistera très vivement auprès de ces dernières pour qu'elles portent leur différend devant la Commission d'arbitrage intersyndicale toutes les fois qu'une semblable Commission d'arbitrage existera dans la région.

On notera que ces statuts refusent de ne considérer que deux « classes » : patrons et salariés. Ils font place, au contraire, à tous ceux, propriétaires, fermiers, ouvriers, artisans, etc., dont les intérêts, convergents dans l'ensemble, peuvent être provisoirement opposés sur un point donné (fermages, salaires, etc.). On objectera qu'une telle solution, pour être excellente en Bretagne et dans toutes les régions de petite culture, est plus difficile à appliquer dans les régions de grande culture. C'est possible, sans être certain. En tous cas les neuf dixièmes du territoire agricole s'opposent par nature au syndicalisme de classe. On ne peut préconiser celui-ci que par esprit de système et volonté de division sociale. *Ar Vro Goz*, le journal de l'Union des Syndicats Agricoles du Finistère et des Côtes-du-Nord, a raison d'écrire :

« Tout ce que nous avons réalisé et tout ce que nous projetons en faveur des domestiques, — comme tout ce que l'Union des Syndicats a déjà mis sur pied pour concilier les intérêts des propriétaires et des fermiers, — s'inspire de la pure doctrine corporative.

« Nous estimons qu'il y a place, dans le Syndicat, pour tous les terriens. Nous croyons que le Syndicat, en défendant les intérêts généraux de l'agriculture, défend aussi les intérêts de tous les hommes qui en vivent, à

quelque catégorie qu'ils appartiennent. A la terre, en effet, les intérêts de tous sont étroitement solidaires. Les ennemis de notre profession le savent bien; aussi tous leurs efforts, sur le plan économique, sur le plan social et sur le plan politique, tendent-ils à nous diviser. Nous ne les laisserons pas faire. » (*Ar Vro Goz*, 28 février 1937.)

CHAPITRE VII

UN EXEMPLE DE SOLUTION CORPORATIVE SUR LE PLAN ECONOMIQUE

Le Comité interprofessionnel du blé.

Quelle que soit la faiblesse des organes corporatifs dans l'état actuel des choses, ils ont montré plus d'une fois leur capacité à résoudre les problèmes les plus compliqués. On citerait, à ce sujet, nombre d'exemples probants. Nous en fournirons un, particulièrement caractéristique et particulièrement mal connu : celui du *Comité Interprofessionnel du Blé*, qui fonctionna de 1931 à 1936.

Pour comprendre le rôle joué par le Comité Interprofessionnel du Contrôle des Importations dans la défense du Marché du Blé, il est indispensable de rappeler, en quelques mots, comment se pose le problème du blé en France.

La défense du Marché du Blé, en France, présente une difficulté très sérieuse du fait que notre Pays est tantôt importateur, tantôt exportateur.

Si nous chiffrons les besoins en blé pour la meunerie et pour la semence entre 80 et 85 millions de quintaux, nous voyons qu'en l'espace de six ans, les récoltes ont oscillé, pratiquement, de 60 à 105 millions de quin-

taux (1) et que nous avons été trois fois déficitaires, trois fois excédentaires.

ANNÉES	RÉCOLTES
	(en millions de qx)
1930	62,0
1931	71,8
1932	90,7
1933	98,6
1934	92,1
1935	75,8

Cette situation spéciale crée une difficulté très grande, car, pour arriver à donner aux producteurs de blé un prix rémunérateur, lui permettant de couvrir ses frais de production et un prix stable le mettant à l'abri des fluctuations spéculatives, il faut une organisation qui le protège, à la fois contre la concurrence du marché extérieur et contre les excédents intérieurs.

L'organisation du Comité Interprofessionnel du Contrôle des Importations a ceci d'intéressant, qu'elle a été créée, non par l'application d'une doctrine émanant de tel ou tel système économique, mais sous la pression de faits qui ont rendu nécessaire l'élaboration de mesures de protection successives.

Lorsque le Comité Interprofessionnel du Contrôle des Importations fut institué en 1931, il s'agissait uniquement de protéger le marché français contre la concurrence étrangère.

La chute des cours mondiaux à cette époque rendait l'achat de blés étrangers particulièrement tentant pour les minotiers. L'obligation qui leur était faite d'employer un pourcentage de blés indigènes ne fut respectée

1. La récolte de 1933 a certainement dépassé le chiffre officiel de 98 millions de quintaux.

qu'à partir du moment où furent créés les permis d'importation et où leur contrôle fût assuré par le Comité Interprofessionnel du Contrôle des Importations.

Les résultats obtenus par le Comité Interprofessionnel furent excellents pendant la campagne 1931-32; les cours du blé se maintinrent au prix de 149 à 166 francs (moyenne de la campagne : 161 francs), n'accusant que des variations excessivement faibles du début à la fin de la campagne. Le marché français restait à un niveau très supérieur au niveau des cours mondiaux qui s'effondraient progressivement jusqu'à 48 francs.

Le système du contrôle professionnel établi par les trois organisations représentatives des producteurs, du négoce et de la meunerie, pour assurer la protection du marché français, s'avéra si parfaite qu'après le vote de la loi du 15 août 1936, instaurant le monopole des importations, les pouvoirs publics se bornèrent à remettre en vigueur — en le changeant simplement de nom — le système des permis d'importation. Seulement, au système très simple du Comité Interprofessionnel on substituait la machine très lourde de l'Office du Blé.

En ce qui concerne l'élimination des excédents, le Comité Interprofessionnel n'avait pas une liberté d'action aussi grande que pour le contrôle des importations. Ce n'est que petit à petit que lui furent confiés les services matériels de l'application des mesures votées à retardement par le Parlement.

La critique des méthodes suivies par les Assemblées parlementaires en matière économique, et plus particulièrement sur la question du blé, a été faite à de nombreuses reprises. Mais il est certain que, pour l'application pratique des mesures décidées par le législateur, le Comité Interprofessionnel en a tiré le meilleur parti, dans les conditions de rapidité les plus grandes. S'il avait été doté de pouvoirs de décisions, qu'il eût été normal d'attribuer à cet organisme corporatif, on peut affir-

mer avec force que la crise du blé aurait été évitée à notre pays.

L'examen minutieux de la structure, du mécanisme et des opérations du Comité Interprofessionnel montre ce qu'il est possible d'attendre — pour la solution de problèmes très complexes — d'un organisme purement corporatif.

I. — STRUCTURE DU COMITE INTERPROFESSIONNEL DU CONTROLE DES IMPORTATIONS DE BLE

Le « Comité Interprofessionnel des Importations de Blé » est né du décret du 10 novembre 1931 (*J. O.* 11 novembre), qui institue le permis d'importation pour les blés étrangers et de l'arrêté de la même date.

« A titre exceptionnel et temporaire, dispose l'article 1^{er} du décret, toute importation de blé étranger est subordonnée à la présentation au service de la douane d'un permis d'importation nominatif et non cessible, mentionnant la quantité (en quintaux) pour laquelle il est valable.

« Les permis d'importation sont délivrés par le Ministre de l'Agriculture, dans les conditions fixées par arrêté des Ministres de l'Agriculture, du Budget, du Commerce et de l'Industrie, aux meuniers, minotiers et commerçants en grains qui en font la demande, sur proposition d'une *Commission spéciale* nommée par arrêté du Ministre de l'Agriculture.

« La cession directe ou indirecte des permis d'importation est interdite aux bénéficiaires. »

L'arrêté du 10 novembre doit être cité tout entier. Voici le texte de ses six articles :

ARTICLE PREMIER. — Les demandes de permis visées à l'article 1^{er} du décret du 10 novembre 1931, doivent être adressées au Comité Interprofessionnel du Contrôle des Im-

portations de Blé, rue de Bourgogne, n° 60, qui en saisit le Ministre de l'Agriculture, Commission des permis d'importation de blé.

ART. 2. — Les permis d'importation peuvent être présentés au bureau de douane d'entrée, soit par le bénéficiaire lui-même, soit par tout autre intermédiaire agissant au nom et pour le compte dudit bénéficiaire; ce dernier, qui reste soumis, par ailleurs, à toutes les formalités précédemment exigées par les décrets susvisés pour le contrôle des céréales et farines panifiables, conserve l'entière responsabilité de l'opération et celle de l'utilisation des blés importés sur présentation des permis qui lui ont été délivrés à son nom, suivant les dispositions du décret du 10 novembre 1931.

Les permis d'importation ne peuvent être utilisés que dans un même bureau de douane laissé au choix de l'intéressé.

Le service des douanes constate sur les permis d'importation les entrées successives.

Dès qu'un permis d'importation est intégralement épuisé ou à l'expiration du délai de validité, même s'il n'est que partiellement épuisé, le permis est retourné immédiatement en franchise postale par les soins du service des douanes au Ministre de l'Agriculture, (Commission des permis d'importation, 60, rue de Bourgogne, Paris (7°).

En cas de non-utilisation d'un permis, le bénéficiaire lui-même est tenu de le retourner au Ministre de l'Agriculture (même adresse), dans les vingt-quatre heures qui suivent l'expiration du délai de validité.

La durée de validité indiquée sur les permis d'importation peut être modifiée, sauf pour les permis déjà en circulation, sur simple décision du Ministre de l'Agriculture.

ART. 3. — Pour être admis à bénéficier des permis d'importation, les intéressés doivent joindre à leur première demande de permis :

1° Toutes pièces justificatives nécessaires, certifiées conformes et légalisées attestant :

Qu'ils sont inscrits au Registre du commerce et précisant à quel titre;

Qu'ils payent patente en qualité de meunier, minotier ou commerçant en grains et précisant depuis quelle date;

2° Un état de situation des stocks leur appartenant de blé, céréales, farines et issues indigènes ou étrangers, purs ou en mélange.

Les meuniers et minotiers sont tenus de joindre à leur première demande de permis, une déclaration faisant connaître au Ministre de l'Agriculture, leur nom, adresse de leur siège social, l'emplacement de leurs usines et magasins, la puissance d'écrasement maximum de leur moulin, les quantités triturrées à destination du marché intérieur pendant les trois dernières campagnes (à l'exclusion des quantités destinées à l'exportation ou à la réexportation en apurement de titres d'admission temporaire).

Ils sont tenus ultérieurement de faire connaître immédiatement toutes modifications à apporter à leurs déclarations initiales.

ART. 4. — Il est institué auprès du Ministre de l'Agriculture une Commission des permis d'importation de blé, chargée de formuler à titre consultatif tous avis utiles sur les demandes de permis et d'étudier toutes mesures propres à assurer l'application du décret du 10 novembre 1931.

Cette Commission est constituée comme suit :

a) Quatre représentants des Administrations : le directeur de l'Agriculture, ou son délégué, président; un inspecteur général de l'Agriculture; un représentant du Ministre du Budget; un représentant du Ministre du Commerce.

b) Les représentants du Comité Interprofessionnel du Contrôle des Importations de Blé : le président de l'Association Générale des Producteurs de Blé, ou son délégué; le président de la Fédération Française des Syndicats des Marchands de Grains, ou son délégué; le président de l'Association Nationale de la Meunerie Française, ou son délégué.

c) Avec voix consultative, un secrétaire et un secrétaire adjoint, désignés par le Ministre de l'Agriculture.

ART. 5. — Le Comité Interprofessionnel du Contrôle des Importations de Blé assure, sous le contrôle de la Commission des permis, l'organisation et le fonctionnement des services nécessaires à la délivrance des permis d'importation.

En vue de couvrir les frais d'administration entraînés par l'application des dispositions ci-dessus, le Comité Interprofessionnel du Contrôle des Importations de Blé pourra demander aux intéressés une contribution auxdits frais qui ne devra pas excéder le montant de ceux-ci.

Le montant de cette contribution est fixé par quintal par la Commission des permis d'importation sur proposition du Comité Interprofessionnel du Contrôle des Importations de

Blé qui rend compte à la Commission et au Ministre de l'Agriculture de la gestion de ces fonds.

La contribution des intéressés aux frais d'administration du Comité Interprofessionnel du Contrôle des Importations de Blé sera perçue sous la forme d'un versement provisionnel accompagnant leurs demandes de permis.

ART. 6. — Le directeur général des douanes et le directeur de l'Agriculture sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Ainsi donc le service des importations de blé est constitué organiquement de la manière suivante :

1° *Le Ministre de l'Agriculture*, qui délivre les permis;

2° *La Commission des permis d'importation de blé*, Commission consultative fonctionnant auprès du Ministre de l'Agriculture et réunissant, d'une part, les représentants des *Administrations* intéressées, d'autre part, les représentants des *Professions* intéressées;

3° *Le Comité Interprofessionnel du Contrôle des Importations de Blé*, constitué par les trois professions intéressées à l'importation du blé, savoir les producteurs, les négociants et les meuniers, et chargé de l'organisation et du fonctionnement des services nécessaires à la délivrance des permis d'importation.

En fait, c'est donc le Comité Interprofessionnel qui assure l'exécution du décret du 10 novembre 1931. Il a tous les pouvoirs pour mener à bien sa tâche et il a les moyens d'y parvenir grâce à la contribution proportionnelle qu'il est autorisé à percevoir sur les opérations d'importation. Il fonctionne en liaison étroite avec l'Administration qui le contrôle ou plus exactement qui collabore avec lui au sein de la Commission des permis d'importation. Cette collaboration ne cessera pas un instant d'être parfaitement cordiale pendant les cinq années de fonctionnement du système.

Le 9 novembre, le Comité Interprofessionnel s'était constitué et avait élaboré ses statuts. Nous croyons intéressant de les reproduire ici :

STATUTS DU COMITE INTERPROFESSIONNEL DU CONTROLE DES IMPORTATIONS DE BLE

ARTICLE PREMIER. — Entre :

1° L'Association Générale des Producteurs de Blé, dont le siège est à Paris : 15, rue du Louvre, représentée par : M. Rémond, président, 60, rue de Vaugirard, Paris; M. Hallé, secrétaire général, 136, rue de Vaugirard, Paris; en vertu des pouvoirs à eux donnés par le Comité directeur dans sa séance du 3 novembre 1931;

2° L'Association Nationale de la Meunerie Française, dont le siège est à Paris, 15, rue du Louvre, représentée par : M. Chasles, président, Quincy-sous-Sénard (Seine-et-Oise); M. André Fleury, vice-président, 165, rue Blomet, Paris;

3° La Fédération Française des Syndicats des Marchands de Grains et Graines de Semences, Céréales, Dérivés et Produits du Sol, dont le siège est à Paris, Bourse du Commerce, représentée par : M. Rousset, président, 20, avenue de l'Opéra, Paris; M. S. Goldberg, 123, rue de Longchamps, Paris, vice-président du Syndicat des Importateurs Français de Céréales, en vertu des pouvoirs à eux donnés le 25 octobre 1931.

Il est formé une Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, les lois qui l'ont modifiée ou pourront la modifier à l'avenir et les présents statuts.

ART. 2. — Cette Association prend la dénomination de « *Comité Interprofessionnel du Contrôle des Importations de Blé* ».

ART. 3. — Le Comité Interprofessionnel du Contrôle des Importations de Blé a pour objet la défense des intérêts économiques généraux, notamment l'étude de tous problèmes intéressant la défense des producteurs français de blé et céréales, de la meunerie française et des commerçants français en graines, semences, etc., ainsi que l'étude des meilleurs moyens pour aider au développement de ces branches de la production nationale.

En particulier, il s'occupe de faciliter la solution des problèmes relatifs au contrôle de l'introduction et de l'emploi en France des céréales, farines et succédanés exotiques.

En conséquence, il se met en rapport à ce sujet avec les Pouvoirs publics, propose les solutions qui lui semblent devoir être prises, collabore à l'application des mesures législatives ou réglementaires, pour lesquelles son concours est sollicité, en vue du bien commun des professions qu'il représente.

Il peut faire bénéficier de ses services tous organismes et tous les individus exerçant une des professions représentées par les associations constitutives, que ces organismes et ces individus soient ou non affiliés auxdites associations.

Entrent également dans son objet, la création ou la subvention de tous les laboratoires d'études ou de recherches scientifiques intéressant la production du blé.

ART. 4. — Le siège social est établi à Paris, 60, rue de Bourgogne. Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même ville par décision du Conseil de direction.

ART. 5. — La durée de la présente Association est fixée à cinq ans à compter de ce jour. Elle pourra être prorogée par décision du Conseil de direction.

ART. 6. — La présente Association est représentée et administrée par un Conseil de direction.

Ce Conseil se compose des représentants des trois personnes morales formant l'Association, à raison de trois pour chacune d'elles.

En conséquence, le Conseil comprendra neuf membres, dont trois désignés par l'Association Générale des Producteurs de Blé, trois par l'Association Nationale de la Meunerie Française et trois par la Fédération Française des Syndicats de Marchands de Grains.

Chacun de ces trois groupes se choisit un président parmi ses représentants.

Les trois présidents exercent, à tour de rôle, la présidence du Conseil de direction pendant quatre mois. Le roulement de cette présidence est déterminé par le tirage au sort à la fondation du Conseil; la vice-présidence du Conseil est assurée par le président à venir des quatre mois suivants.

Les trois groupes sont sur le pied d'une entière égalité, et le président du Conseil n'a de pouvoirs particuliers que ceux qu'exigent le bon ordre de marche des travaux du Conseil et la représentation de l'Association.

Le Conseil désigne un secrétaire, qui peut être pris en dehors des membres du Conseil.

ART. 7. — Le patrimoine de la présente Association répond seul des engagements contractés par elle, sans qu'aucun des membres de cette association, même ceux qui participent à son administration, puisse en être tenus responsables personnellement.

ART. 8. — Le Conseil se réunit sur la convocation du président ou de l'un de ses membres, aussi souvent que l'exige l'intérêt de l'Association.

Toutes les décisions doivent être prises à l'unanimité des trois groupes, chaque groupe n'ayant droit qu'à une voix qui est celle du président ou, à son défaut, celle de l'un des membres du groupe présent.

Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés du président et d'un autre membre. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement signés par le président en exercice ou par deux membres du Conseil, ayant ou non pris part à la séance.

Le Conseil est investi des pouvoirs les plus étendus pour prendre toutes décisions intéressant l'Association, approuver les comptes annuels et faire ou autoriser tous actes à elle permis, sans aucune limitation.

Le président assure l'exécution des décisions du Conseil et le fonctionnement régulier de l'Association qu'il représente valablement en justice, dans tous les actes de la vie civile et vis-à-vis des autorités publiques et de toutes administrations.

Le vice-président le seconde dans l'exercice de ses fonctions et le remplace en cas d'empêchement.

Le président peut se faire suppléer par un mandataire approuvé par le Conseil, appartenant ou non à l'Association pour un ou plusieurs objets déterminés, et consentir à cet effet toutes délégations de pouvoirs.

Tous mandats ou délégations consentis par le président en exercice, en vertu du paragraphe précédent, sont valables, même après que celui-ci sera sorti de charge par application du principe de roulement posé à l'article 6 ci-dessus, tant qu'ils n'auront pas été révoqués par son successeur.

Le président tient les comptes de l'Association; il effectue les recettes; il a qualité pour procéder au dépôt, au retrait, au transfert et à l'aliénation de toutes sommes, titres ou

valeurs, en toucher le remboursement et donner quittance de tous titres ou sommes reçus.

ART. 9. — Il est dressé tous les ans, à la date du 31 juillet, par les soins du président, un rapport sur le bilan et les comptes de la Société, qui est soumis à l'approbation du Conseil, ainsi qu'il a été dit à l'article 8.

ART. 10. — Le Conseil peut apporter aux statuts toutes modifications reconnues utiles, sans exception ni réserve. Il peut décider notamment la prorogation de l'Association ou sa fusion, ou son union avec d'autres associations poursuivant un but analogue.

ART. 11. — La cotisation annuelle des associations constitutives est fixée à 100 francs pour chacune d'elles. Eventuellement, les frais spéciaux qu'entraînerait la réalisation des services prévus à l'article 3 seront couverts par les contributions qui pourraient être autorisées par décret ou arrêté ministériel au bénéfice de l'Association.

Il peut être créé un fonds de réserve comprenant les économies réalisées sur les ressources annuelles. Ce fonds de réserve sera employé selon les décisions du Conseil.

ART. 12. — A la dissolution du Comité, l'actif, s'il en existe un, sera dévolu à une œuvre d'intérêt général désignée par le Ministre de l'Agriculture.

ART. 13. — Le premier président du Comité est chargé d'accomplir toutes les formalités légales relativement aux présents statuts, et tous pouvoirs lui sont donnés à cet effet.

Une discussion juridique serait intéressante à ouvrir ici sur la nature exacte du Comité Interprofessionnel. Ses statuts nous révèlent qu'il est une association de la loi de 1901. Mais cette association offre des particularités extraordinaires :

1° Elle fait bénéficier de ses services « tous les organismes et tous les individus exerçant une des professions représentées par les associations constitutives, que ces organismes et ces individus soient, ou non, affiliés auxdites associations » ;

2° En dehors d'une cotisation de façade, elle assure la couverture de ses frais par une contribution autorisée par décret ou par arrêté. Cette cotisation revêt donc le caractère d'une véritable taxe ;

3° Son objet est d'intérêt général et déterminé, non seulement par ses statuts, mais encore et davantage par arrêté interministériel (arrêté du 10 novembre 1931, art. 5).

Peut-on dire, dans ces conditions, que nous nous trouvions en présence d'une simple association? A notre sens, une réponse négative s'impose. Non seulement le *Comité Interprofessionnel* n'est pas une association ordinaire, mais il n'est même pas une association d'utilité publique. Il est un *établissement public*. Si son fonctionnement avait entraîné des procès — ce qui ne s'est pas produit — c'est la juridiction administrative qui eût été compétente. Le cadre contractuel est en effet complètement débordé. Nous sommes en présence d'un organe public. Telle est du moins la dénomination qu'on peut lui donner dans l'état actuel du Droit français. Un jour ou l'autre nous pourrons l'appeler par son nom véritable d'*organe corporatif* (1).

II. — MECANISME DU COMITE

Créée par les décret et arrêté du 10 novembre, la *Commission des permis d'importation* se réunissait dès le 12 novembre, à 15 heures, au Ministère de l'Agriculture, sous la présidence de M. Brasart, directeur adjoint de l'Agriculture (2). Etaient présents : M. Arnoult, représentant l'Administration des Douanes; M. Cazalis, représentant le Ministère du Commerce; MM. Rémond et Hallé, représentant les producteurs de blé; MM. Chasles et Fleury, représentant les meuniers; MM. Guignard et Rousset, représentant les marchands de grains.

1. Il est inutile de préciser que c'est à dessein que les fondateurs du Comité interprofessionnel le constituèrent sous la forme d'une Association. C'était la seule manière pour eux d'éviter les règles de la comptabilité publique et tous les inconvénients de la procédure administrative.

2. M. Brasart est maintenant Directeur de l'Agriculture.

La Commission se trouvait en face d'un travail considérable à effectuer. Décret et arrêté entraient en vigueur immédiatement, car le commerce d'importation continuait et ne pouvait être arrêté d'une heure. Il fallait donc organiser sur-le-champ les services appelés à les exécuter.

Afin de marquer leur volonté de collaboration amicale avec l'Administration, les professionnels demandèrent que le secrétaire et le secrétaire adjoint de la Commission fussent des fonctionnaires. Ils proposèrent eux-mêmes MM. Mathonnet et Layellon qui, jusqu'alors, avaient suivi la question au Ministère. Par contre, ils tenaient à ce que la rémunération des deux secrétaires fût assurée par le *Comité Interprofessionnel* afin de bien marquer que celui-ci n'était pas, par ses organes dirigeants, un simple rouage de l'Administration.

Tout le monde fut d'accord sur cette formule qui satisfaisait tout ensemble à l'esprit et à la lettre de l'arrêté du 10 novembre. Un seul point délicat restait à résoudre : c'était la soustraction à leurs services normaux de deux fonctionnaires pour les affecter à la direction de fait d'une association qui les appointerait. Mais l'autorité de M. Tardieu, alors ministre de l'Agriculture, la bonne volonté de M. Piétri, alors ministre des Finances, et la subtilité des juristes aplanirent toutes les difficultés. Le *Journal Officiel* du 15 novembre publiait le décret suivant, en date du 12 novembre :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé, sous l'autorité du Ministre de l'Agriculture, deux emplois temporaires de chargés de mission en vue d'assurer le fonctionnement de la Commission des permis d'importation des blés.

La rémunération attachée à ces emplois est fixée à 55.000 francs pour le secrétaire de la Commission et à 50.000 francs pour le secrétaire adjoint.

Elle est exclusive de tout autre traitement ou allocation, à l'exception des indemnités de résidence et pour charges de familles, si les intéressés y peuvent prétendre en vertu de leur statut personnel.

ART. 2. — Les chargés de mission sont nommés par le Ministre de l'Agriculture sur proposition du directeur de l'Agriculture, après avis de la Commission des permis d'importation.

Leur rémunération est imputée sur les crédits ouverts au chapitre 36 (Frais de statistique et de contrôle de céréales panifiables) du budget du Ministère de l'Agriculture.

ART. 3. — Les dépenses résultant de la création des deux emplois temporaires visés à l'article 1^{er} sont remboursées chaque année par le Comité Interprofessionnel des Importations de Blé et encaissées au titre des recettes d'ordre proprement dites (remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers, dépendant du Ministère de l'Agriculture).

ART. 4. — Le Ministre de l'Agriculture et le Ministre du Budget sont chargés de l'application du présent décret.

Par arrêté du 13 novembre, M. Mathonnet, inspecteur général adjoint, et M. Layellon, inspecteur des Associations agricoles, étaient nommés secrétaire et secrétaire adjoint de la Commission des permis d'importation.

Pourvue d'organes directeurs et pourvue de moyens financiers (une contribution de 0 fr. 10 par quintal était demandée aux importateurs), la Commission pouvait désormais travailler.

Ici une remarque doit être faite. Quoique complètement distincts en droit, la *Commission des permis* et le *Comité Interprofessionnel* n'ont jamais cessé de ne faire qu'un pour leur activité pratique. Autrement dit, le *Comité Interprofessionnel*, qui était, en somme, l'organe ayant tous pouvoirs, n'a jamais délibéré, du moins pour les questions de principe, en dehors de la présence des fonctionnaires de l'Agriculture et des Finances. Le symbole parfait de cette union totale nous est offert par le secrétaire et le secrétaire adjoint de la Commission, fonctionnaires détachés au Comité Interprofessionnel et payés par lui. Le système qui allait fonctionner peut s'exprimer dans la formule suivante : l'Administration au ser-

vice de la Profession et la Profession reconnaissant les services de l'Administration. C'est la conjugaison de deux catégories de compétences, mais sous l'égide professionnelle, avec les deniers professionnels et les méthodes professionnelles. Bref, un système souple et responsable, un organe qui peut fonctionner.

Dès le vendredi 13 novembre, le *Comité Interprofessionnel* était prêt. Il s'installait 60, rue de Bourgogne, et constituait tout l'appareil matériel qui allait lui être nécessaire pour répondre aux demandes escomptées. Le premier jour, treize demandes de permis d'importation lui parvenaient, auxquelles il pouvait donner satisfaction sur le-champ. Sous le signe faste du nombre 13, une activité considérable commençait pour lui.

Le personnel du Comité comprenait au début :

Le secrétaire et le secrétaire adjoint, composant la direction.

Une secrétaire attachée à la direction;

Un comptable;

Deux aides-comptables;

Un chef de groupe et quatre fichières;

Une sténo-dactylo;

Une classeuse.

Soit treize personnes au total.

La Commission des permis, qui, vis-à-vis du Comité, jouait en quelque sorte le rôle de Conseil d'administration, se réunissait chaque semaine pour suivre et trancher les difficultés (1). Ce ne sont plus, en effet, des

1. Au fur et à mesure que s'organisait le Comité, les réunions de la Commission s'espaçaient. Voici les dates de ces réunions :

Année 1931 : 12, 20, 27 novembre; 4, 11, 18, 29 décembre.

Année 1932 : 8, 15, 22, 29 janvier; 5, 12, 19, 22 février; 5, 11, 22 mars; 1^{er}, 8, 15, 22, 29 avril; 5, 13, 20, 27 mai; 3, 9, 14, 17, 21, 28 juin; 5, 26 juillet; 2, 9, 30 août; 9, 20 septembre; 4, 14, 28 octobre; 18 novembre; 9 décembre.

Année 1933 : 16 février; 22 avril; 16 mai; 8, 20, 28 juin; 25 juillet; 6, 22 septembre; 26 octobre.

Année 1934 : 9 février; 29 mai; 7 et 21 août.

Année 1935 : 16 et 19 avril.

Année 1936 : 30 juin et 30 juillet.

principes généraux qu'il y a lieu de poser; il s'agit, au contraire, de résoudre les mille et un problèmes que soulève le courrier quotidien. Le 20 novembre, par exemple, c'est-à-dire huit jours seulement après l'entrée en activité des services du Comité, la Commission se penche sur les cas suivants : minotiers en instance judiciaire, blés et farines de la Sarre, moulin de Monaco, meuniers-négociants, meuniers à façon, minotiers possédant plusieurs moulins, semouliers, etc. Peu important ici les solutions données par la Commission; la chose importante c'est qu'elle donne des solutions. Elle les donne immédiatement et elle les donne avec une autorité souveraine puisque souverainement compétente; tous les intérêts en cause sont représentés. De même sont mises au point, d'un accord unanime, toutes les formalités concernant les administrations intéressées, Douanes et Contributions indirectes (1).

Le 4 décembre, 1.273 demandes ont été reçues pour 759.000 quintaux; 118 permis ont été délivrés pour 554.000 quintaux; 219 permis ont été refusés ou réservés pour 207.000 quintaux; 222 permis apurés pour 106.000 quintaux sont déjà retournés.

Le Comité fonctionne à la satisfaction générale, il s'est imposé une règle absolue à laquelle il ne dérogera jamais : à toute demande de permis reçue le matin, il fait réponse le jour même. Neuf fois sur dix cette réponse comporte satisfaction donnée à l'intéressé. Mais si celui-ci soulève une question délicate ou fait une demande incomplète, on lui écrit tout de même aussitôt, soit pour l'informer du délai dans lequel on lui donnera une réponse définitive, soit pour lui indiquer les éléments qu'il doit faire parvenir au Comité pour avoir satisfaction. Inutile de dire qu'une telle ponctualité est fort prisée des « usagers » du Comité. En effet, il s'agit

1. Il est bien entendu que c'est le Ministre qui distribue les permis et qui promulgue les solutions de la Commission, mais ce n'est là qu'une question de forme.

d'opérations *commerciales* portant sur des millions de francs, et pour lesquelles le moindre retard peut se traduire par des pertes considérables pour l'intéressé. Les lenteurs administratives sont impossibles.

Importation des farines de blé et de seigle.

Si les importations de blé étaient soumises à un contrôle, les importations de farines ne l'étaient pas. Des possibilités de fraude en résultaient qui devaient être enrayées. Un décret du 14 février 1932 (*J. O.*, 17 février) vint compléter celui du 10 novembre 1931 en soumettant à l'obligation du permis, « à titre exceptionnel et temporaire », toute importation de *farine de blé ou de seigle* » (art. 1^{er}). Un arrêté de la même date, copié sur l'arrêté du 10 novembre, confia au Comité Interprofessionnel la gestion du nouveau service. Les demandes furent d'ailleurs peu nombreuses. C'est ainsi qu'au 22 mars l'activité du Comité se traduisait par les chiffres suivants :

BLÉ

10.163 demandes pour	4.825.806 qx
8.903 permis délivrés pour	3.891.359 qx
5.771 permis apurés pour	1.951.962 qx

FARINE

12 demandes pour	7.707 qx
11 permis délivrés pour	4.707 qx
2 permis apurés pour	300 qx

Contingents des orges et des sons.

Au mois de septembre 1932, le Ministère de l'Agriculture, dont le 6^e Bureau assurait la répartition des marchandises contingentées, en vertu des décrets des

30 septembre et 10 novembre 1931 et de l'arrêté du 19 novembre 1931, demanda au Comité Interprofessionnel de lui prêter son concours. Le Comité accepta à condition qu'une discrimination fût faite entre les dépenses des deux services. L'accord étant réalisé, un décret du 16 septembre 1932 contingentait les importations d'orge et de sons (n°s 70 et 165 du tarif des douanes). Un arrêté de la même date confia la gestion de ces deux contingents au Comité, qui créa un service nouveau pour y satisfaire, les modalités de fonctionnement des autorisations d'importer par contingents étant spéciales (*J. O.*, 17 septembre).

Admission temporaire.

Le 14 novembre 1932, pour apaiser les milieux agricoles qui dénonçaient violemment les fraudes de l'admission temporaire, un décret et un arrêté du 16 novembre étendirent le régime des permis aux blés entrant en admission temporaire.

Contingents des maïs et des légumes.

A la fin de 1932, puis dans le courant de 1933, une série de décrets et d'arrêtés étendirent l'action du Comité à la gestion des contingents suivants : maïs divers, avoines, seigles, sarrazins et daris, légumes secs (haricots, lentilles, pois, fèves), tourteaux divers et gruaux.

Comment fonctionnait le Comité.

(Importation et Contingentement.)

Nous avons dit comment, au point de vue *organique*, fonctionnait le Comité Interprofessionnel du Blé. Il se réunissait régulièrement avec les fonctionnaires pour prendre les décisions nécessaires. On n'imagine rien de plus simple ni de plus souple.

Mais ce qui nous reste à dire, c'est comment fonctionnait le Comité pour *régulariser les importations*.

Pour cela il faut avoir présente à l'esprit la législation d'alors relative au blé.

La loi fondamentale du 1^{er} décembre 1929 disposait :
« A dater de la promulgation de la présente loi, un décret, rendu sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, pourra fixer le pourcentage minimum des blés indigènes que les meuniers devront obligatoirement mettre en œuvre pour la fabrication de leurs farines qui pourront seules être employées en panification et autres usages alimentaires... »

En vertu de ce texte, des décrets successifs fixèrent les pourcentages de blé indigène à incorporer aux moutures selon l'état du marché.

Le principe de cette mesure de contrôle (dont le but final était de soutenir les cours du blé français en limitant les importations) était parfait en lui-même, mais supposait une application sans défaut. Cette application requérait un contrôle qui trouva sa première formule dans l'institution du service de contrôle des céréales et farines panifiables institué au Ministère de l'Agriculture par le décret du 13 octobre 1930 (*J. O.*, 14 octobre). Ce contrôle était assuré par des « agents temporaires » portant le titre de contrôleurs et chargés d'assurer l'application des lois des 1^{er} décembre 1929 et 30 avril 1930, suivant les instructions du Ministre de l'Agriculture » et des « inspecteurs ayant pour mission de surveiller les opérations des contrôleurs, de donner à ces agents les instructions de détail et les indications dont ils pourraient avoir besoin pour l'accomplissement de leurs services, enfin d'effectuer toutes recherches et contrôles pour s'assurer eux-mêmes de l'exécution des lois précitées » (art. 2).

Ce service fonctionnera cahin-caha. Privé de moyens réels et privé de base de consommation, il ne pouvait

qu'opérer des sondages chez des meuniers pris au hasard. Il avait l'inconvénient d'être irritant et n'avait pas l'avantage d'être efficace. Les entrées massives de blés exotiques ne décroissaient pas et étaient très supérieures aux pourcentages d'emploi autorisés.

C'est alors que, sur la demande des producteurs, et grâce notamment à l'action persévérante de l'*Association Générale des Producteurs de Blé* et de son secrétaire général, M. Pierre Hallé, fut créé le Comité Interprofessionnel du Contrôle des Importations de Blés et Farines, par le décret et l'arrêté du 10 novembre 1931 (le service du contrôle des céréales subsistant par ailleurs).

La tâche que se proposa le Comité fut de rendre effective le système du pourcentage minimum d'emploi de blé indigène. Il s'agissait, en s'appuyant sur les déclarations des meuniers (soumis au contrôle des services de l'Agriculture puis des services des Finances), de ne leur permettre d'avoir un approvisionnement en blés exotiques que dans la proportion réelle de leurs besoins globaux en blé. La connaissance de leurs stocks, au départ, et la connaissance de leur puissance d'écrasement étaient les bases suffisantes d'une régulation générale du marché. Ce qu'il fallait éviter c'était un stockage massif de blés exotiques, c'est-à-dire la possibilité et la tentation presque fatale de fraude au point de vue de l'emploi des blés exotiques au delà du pourcentage autorisé. Ce résultat pouvait être obtenu par une limitation fondée sur les deux éléments : durée et puissance d'écrasement.

Si, par exemple, le pourcentage d'emploi obligatoire de blé indigène était, à une époque donnée, de 90 %, ce qui donnait une contre-partie de 10 % autorisée en blés exotiques, la Commission des permis fixait à X journées d'avance (par exemple 20 jours) l'approvisionnement autorisé. Un meunier dont la puissance d'écrasement était de 100 quintaux par jour avait droit à une

avance de 10 % de cette puissance d'écrasement multipliée par 20, soit 200 quintaux. Ce chiffre était d'ailleurs le minimum que délivrait la Commission pour ne pas gêner les usagers au point de vue des transports. Bien entendu, les restants étaient imputés, s'il y avait lieu, sur les demandes ultérieures.

Il est à noter que la Commission des permis était complètement étrangère à la fixation du pourcentage. Elle se contentait de la faire respecter par son système de délivrance des permis.

La durée d'approvisionnement fut variable : assez longue (jusqu'à 45 jours) pendant les périodes calmes (c'est-à-dire notamment au milieu des campagnes), elle se rétrécissait fortement (jusqu'à 10 jours) en cas de besoin, mais ne fut jamais inférieure à 10 jours. C'était le cas en fin de campagne, où il est indispensable d'éviter la constitution de stocks supérieurs aux besoins effectifs, stocks qui viendraient peser quelques jours après sur la nouvelle récolte.

Ces très courts délais ne gênaient en rien les meuniers importateurs, car le service fonctionnait avec une régularité absolue. Jamais, d'ailleurs, il n'y eut le moindre accroc.

TABLEAU I

DÉCRETS		POURCENTAGE MINIMUM DE BLÉ INDIGÈNE	POURCENTAGE MAXIMUM DE BLÉ ÉTRANGER
27 Mai	1932.....	50 %	50 %
16 Juin	—	55 %	45 %
23 —	—	60 %	40 %
30 —	—	65 %	35 %
9 Juillet	—	75 %	25 %
1 ^{er} Août	—	85 %	15 %
3 —	—	97 %	3 %
2 Décembre	—	99 %	1 %
25 Mars	1933.....	100 %	0 %

BLES EXOTIQUES (*Quantités autorisées*)

TABLEAU II

DÉCISION DE LA COMMISSION DES PERMIS	QUANTITÉS AUTORISÉES	POURCENTAGE
10 Juin 1932....	25 J. Départ. du Nord 20 J. — Centre 15 J. — Midi	à 50 %
15 Juin	20 J. — Nord 15 J. — Centre 15 J. — Midi	à 50 %
17 Juin	15 J. — Nord 10 J. — Centre 10 J. — Midi	à 45 %
28 Juin	10 J. pour tous	à 40 %
4 Juillet	10 J. pour tous	à 35 %
13 Juillet	10 J. pour tous	à 25 %
27 Juillet	10 J. pour tous	à 25 %
3 Août	10 J. pour tous	à 15 %
5 Août	10 J. pour tous	à 3 %
6 Décembre ...	10 J. pour tous	à 1 %
8 Décembre ...	10 J. pour tous	à 1 %
16 Avril 1933. —	Application du Décret du 25 mars 1933 (blé indigène 100 %)	

Contrôle des importations.

L'activité du C. I. C. I. apparaît dans l'importance considérable des quantités importées soumises au contrôle et dans le volume des permis délivrés.

Il faut souligner encore le caractère spécial des opérations soumises au contrôle, et les résultats de ce dernier.

Les affaires d'importation des blés étrangers, comme toutes les opérations commerciales, ne peuvent, dans la pratique, souffrir aucun obstacle matériel, aucun retard inutile, sans de lourdes pertes pour les intéressés. Un cargo qui arrive au port doit être déchargé et le blé dédouané aussitôt pour éviter des frais coûteux de mise en entrepôt. Le meunier, qui attend du blé chargé sur

wagon en entrepôt, ne peut pas risquer des frais supplémentaires, ou voir son approvisionnement compromis par un retard dans la délivrance ou dans la transmission des permis au bureau de douane.

Exercer un contrôle impeccable sur l'importation et l'emploi des blés exotiques, sans gêner, en quoi que ce soit, les transactions commerciales, tel a été l'objectif du Comité.

La rapidité, la souplesse et la précision de ses moyens d'action lui ont permis d'atteindre le but fixé.

Les chiffres ci-dessous en témoignent :

Du 1^{er} août au 31 décembre 1931, le pourcentage réglementaire *moyen* d'emploi des blés exotiques ressort à 8,3 % d'une consommation évaluée à 6 millions de quintaux par mois.

Ce pourcentage aurait dû correspondre à une importation de 2.490.000 quintaux.

Or, l'importation effective pendant ces cinq mois a été de 4.889.699 quintaux, soit exactement le *double* des quantités autorisées. On voit la marge des fraudes !

La situation change brusquement après l'entrée en action du Contrôle Interprofessionnel.

Du 1^{er} janvier 1932 au 31 août 1932, le pourcentage d'emploi de blés étrangers, légalement autorisé, a été en moyenne de 30 %. Les importations effectuées, soit 10.380.307 quintaux, correspondent à un pourcentage de 23 % inférieur au pourcentage théorique autorisé.

Ces résultats se passent de commentaires.

Faut-il ajouter, pour souligner l'efficacité parfaite du contrôle des importations, que, du 1^{er} janvier au 31 juillet 1932, le droit de douane de 80 francs a joué effectivement pour 110 francs.

L'effondrement extraordinaire du marché mondial aurait nécessité une sensible augmentation de la protection douanière. Le même résultat a été obtenu, par le jeu du pourcentage d'emploi, conduit à un degré de

perfection tel, que, malgré un décalage de 30 francs entre le prix du blé exotique dédouané, le blé exotique n'entraît sur le marché intérieur que dans les limites exactes de l'emploi autorisé.

On pourrait encore ajouter que, grâce à ses moyens d'action, le C. I. C. I. a pu, d'accord avec les Douanes, mettre au point un service spécial d'information sur les entrées. Chaque matin, le Comité pouvait totaliser les importations de blé effectuées la veille par tous les bureaux de douane. Si l'on songe que les statistiques douanières sont publiées toujours avec plus d'un mois de retard, on comprend la précision du contrôle organisé par le C. I. C. I.

La loi du 10 juillet 1933.

Si l'excès des importations avait pu être un danger pour le marché du blé en période déficitaire, un nouveau danger, infiniment plus grave, allait se présenter avec une production nettement excédentaire. La récolte de 1933, par son abondance, succédant à l'abondance de la récolte 1932, apparut comme une catastrophe. Le Parlement vota la loi du 10 juillet étalissant le prix minimum.

Tous les problèmes étaient renversés. Il ne s'agissait plus de tenir les cours par la limitation et la régularisation des *importations*. Il s'agissait de tenir les cours par la limitation et la régularisation des *ventes de blé indigène sur le marché intérieur*. La mise au point d'une telle organisation était infiniment complexe.

Les titres IV, V, VI et VII de la loi du 10 juillet prévoient, pour l'assainissement du marché, quatre mesures : 1° le stockage et la vente échelonnée; 2° le report; 3° la dénaturation; 4° l'exportation.

Mise au point par le décret du 22 juillet, l'exportation est confiée au Comité Interprofessionnel par un

arrêté du 26 juillet (*J. O.*, 28 juillet); les trois autres services étaient assurés par le Ministère de l'Agriculture.

Le Comité se préoccupe aussitôt d'organiser un système souple et rapide pour l'exportation. Les demandes affluent, car une prime de 80 francs par quintal, représentant la différence de cours entre le marché intérieur et le marché mondial effondré par la crise, est accordée. Le Comité fixe à 800.000 quintaux la quantité maximum à accorder pour la première tranche, en donnant la priorité aux groupements agricoles. Le crédit disponible n'était, d'ailleurs, à ce moment que de 50 millions. Pour éviter les lenteurs de la paperasserie, le Comité demande à la direction des Douanes l'autorisation de faire adresser directement par l'Agriculture les télégrammes officiels informant les bureaux des ports des changements éventuels qui se produiraient pour les chargements. Grâce à ce système, les exportateurs ne risquent jamais d'être retardés dans leurs opérations commerciales. La complaisance de l'Administration des Douanes (qui avait pu apprécier pendant deux ans la régularité parfaite du fonctionnement du Comité et qui ainsi avait confiance) rendit possible cette procédure qui a donné entière satisfaction aux intéressés.

Cette première exportation se termina le 2 décembre 1933.

Opérations de stockage et de report.

Quant aux opérations de stockage et de report, il faut en rappeler le principe pour montrer le rôle du Comité.

Les contrats de stockage (entre coopératives du Ministère de l'Agriculture) avaient pour but, à l'origine, de stocker le trop plein des offres, inévitable après la moisson, pour en échelonner ensuite la vente sur les mois suivants jusqu'à la fin de la campagne.

Parce que nous étions excédentaires, les coopératives ont été amenées, en fait, à stocker, non pas un excédent fictif correspondant à des ventes passagèrement trop abondantes, mais bien un excédent réel que le marché ne pouvait pas absorber pendant la campagne.

Automatiquement, les quantités ainsi « stockées », que les coopératives ne pouvaient pas vendre, sont devenues, en fin de campagne, des quantités « reportées » dont on espérait le placement sur la campagne suivante.

Or, trois récoltes excédentaires se sont succédées et, à la fin de chaque campagne, le problème, loin de se simplifier, se compliquait.

L'action des coopératives pour le stockage, puis pour le report, permettait de stabiliser, provisoirement, hors du courant normal des transactions, au moins une partie des excédents. Il était indispensable de la poursuivre.

Mais, sous le poids des excédents, les cours, pendant trois ans, ont été orientés à la baisse. Le risque était donc énorme pour les groupements menacés d'être obligés, après des mois, voire après plus d'une année d'attente, de liquider leurs stocks à des prix très inférieurs aux cours pratiqués lors de leur constitution.

En contre-partie des risques qu'elles encourent, dans l'intérêt général de la défense du marché, on a donné aux coopératives la garantie d'un *pourcentage d'emploi obligatoire*, par la meunerie, de blés stockés et de blés reportés.

Soumis à cette règle du pourcentage d'emploi, les meuniers réservaient, obligatoirement, une part de leurs achats aux stocks coopératifs. En adaptant l'offre à la demande par le jeu de la vanne du pourcentage d'emploi et du rythme de l'échelonnement des ventes coopératives, on a pu maintenir, à peu près, les prix des blés de stockage et de report, afin que les producteurs, stockeurs et reporteurs, ne perdent pas, sur ces ventes, si longtemps différées.

Le cours des blés libres, lui, s'abaissait toujours; il y a eu décalage de prix entre les différentes catégories de blé. D'où tentative de fraude.

Pour que l'obligation d'emploi ne fût pas tournée — ce qui eût été l'écroulement de toutes les coopératives, et l'effondrement irrémédiable du marché — il fallait pouvoir exercer un contrôle rigoureux sur le travail de la meunerie et sur les ventes des coopératives.

Le C. I. C. I., seul, était à même de remplir cette tâche énorme (le chiffre des stocks sous contrats a dépassé 20 millions de quintaux). Elle lui fut confiée en juillet 1934, le Ministère de l'Agriculture reconnaissant son impuissance.

Grâce à la documentation déjà réunie sur la puissance d'écrasement des moulins, par une organisation rigoureuse et très souple des attestations de vente et d'emploi des blés de stockage et de report, la C. I. C. I. a pu *suivre et contrôler, au jour le jour*, pourrait-on dire, *toutes les transactions entre coopératives et meuniers*.

Sans le C. I. C. I., la liquidation des blés 33 reportés et des blés 34 stockés, puis reportés, eût été complètement impossible. Le succès de l'opération a donné le temps de mettre en œuvre les mesures d'assainissement : exportation et dénaturation.

*
**

Nous ne pouvons suivre dans leurs détails l'extension des services du Comité. Contentons-nous d'indiquer qu'ils se développaient à mesure qu'ils avaient à assurer des tâches nouvelles. Retracer leur activité serait retracer la législation du blé et la série des décrets des arrêtés et des circulaires qui en mettaient au point l'application. La complexité du stockage, du report et de la dénaturation trouvait au Comité des rouages d'exécution qui rendaient viable et, pour ainsi dire, aisée une réglementation qui eût donné lieu à des embouteillages inouïs si l'Administration en avait eu la charge.

Tout cela fonctionna jusqu'à l'institution de l'Office du Blé, qui rendit inutile le Comité. Le 21 septembre 1936, le Comité mit à la disposition de l'Office naissant ses installations du boulevard Raspail (où il était logé depuis le 27 juillet 1934). L'Office avait la chance de « démarrer » dans des conditions exceptionnelles puisqu'il disposait d'un directeur et d'un directeur adjoint qui avaient cinq ans d'expérience au Comité, de trente employés recrutées dans le personnel de ce même Comité, et de locaux installés à la perfection. Ce qu'a pu faire et ce que fera l'Office, il est trop tôt pour l'examiner ici. Une comparaison impartiale pourra être faite dans quelques années entre l'organisme corporatif et l'organisme administratif.

III. — OPERATIONS EFFECTUEES PAR LE COMITE

Pour donner une idée de l'importance des opérations matérielles effectuées par le Comité Interprofessionnel, nous croyons bon de produire ici les chiffres relatifs aux différents services qu'il eut à assumer :

A. — IMPORTATION.

Permis d'importation de blé en consommation

Décret du 10 novembre 1936 (jusqu'au 16 avril 1933)

35.000 permis pour 13.947.797 quintaux.

3.000 importateurs.

Permis d'importation de blé en Ad. temporaire

Décret du 16 novembre 1932

6.000 permis pour 11.803.898 quintaux.

250 importateurs.

Personnel employé : maximum 12 (pour les 2 services).

(Jusqu'à la fin — 21 septembre 1936.)

B. — MARCHÉ INTÉRIEUR.

*Répartition sur le territoire des blés ayant fait l'objet
de contrats*

Blé reporté 1932 : 5.667.932 quintaux.

Blé stocké 1933

Décret du 4 octobre 1933

7.000 B¹ pour 1.447.757 quintaux (1).

Personnel employé : 4.

Cessation emploi : 15 juillet 1934.

Blé de report 1933

Décret du 10 juillet 1934

119.000 AR pour 18.323.000 qx (3.100 fiches).

20.000 BR pour 2.583.000 qx.

A¹ et B¹ validés au titre blé report 33 (1).

1.000 A¹ B¹ pour 1.394.517 quintaux.

Cessation emploi : 21 juin 1935.

Blé stocké 1934

Décret du 29 octobre 1934

25.000 AS pour 4.291.600 qx.

13.000 BS pour 1.499.500 qx (1.000 fiches).

Cessation emploi : 29 juin 1935.

Blé stocké pris en change

Décret du 22 juin 1935

44.000 ASP pour 9.477.000 qx.

22.700 BSP pour 2.217.700 qx (1.000 fiches).

Cessation emploi 31 mars 1936.

1. Les lettres A¹ B¹ et plus bas AR, BR, AS, BS, etc., signifient les *attestations* et les *certificats* que coopératives, meuniers et négociants utilisaient pour justifier de la conformité de leur activité aux lois et aux règlements. Le détail de cette réglementation n'importe pas ici.

Blé libre pris en charge (blé libre)

Décret du 23 novembre 1935

25.300 AP pour 3.172.800 qx.

5.600 BP pour 450.000 qx.

Cessation emploi : 31 mars 1936.

Blé stocké 1935

Décret du 18 mars 1936

36.100 AS35 pour 6.769.162 qx.

2.500 CS35 pour 216.362 qx.

870 Attest. d'échange pour 247.927 qx.

5.150 BS35 pour 715.164 qx (900 fiches).

Cessation emploi : 1^{er} septembre 1936.

C. — EXPORTATION. — DÉNATURATION (1 seul service).

Minimum 10, maximum 35 employés au moment de la grosse dénaturation (janvier 1935), mais la moyenne était de 15.

Exportation

9.000 autorisations pour 10.536.219 qx (1.300 fiches).

Dénaturation

25.400 autorisations pour 8.456.372 qx (11.000 fiches).

Remboursement des Attest. de report et stockage

L'ordonnancement des primes était effectué par ce service.

1.541 border. AE et BR (report).

1.455 border. AES et BS (stockage).

Primes de 11 francs. Examen de 1.003 gts par rapport à l'exportation-dénaturation.

D. — CONTINGENTS.

Minimum 6 employés, maximum 12.

100.000 autorisations.

Maïs :

Petits grains dits de Bessarabie à tarif réduit.

Maïs en grains (y compris semence et Hong. et Yougo.).

Tourteaux de maïs.

3.000.000 qx de petit grain.

5.155.000 qx de maïs gros grains consommation.

3.175.000 qx de maïs gros grains Adm. temporaire.

160.000 qx boulanges.

28.500 qx farines.

41.200 qx tourteaux.

Orges :

1.087.000 qx de consommation.

510.000 qx de brasserie.

75.000 qx de semences.

685 qx de grains concassés.

1.270 qx de boulanges.

Sons :

865.000 qx de consommation.

1.465.000 qx Admission temporaire.

Avoine :

87.500 qx de grains.

20 qx de boulanges.

40 qx de farines.

55.000 qx de semences.

Seigle :

97.500 qx de grains.

250 qx de boulanges.

17.500 qx de farines.

20.000 qx de semences.

Sarrazin :

1.750 qx de grains.
240 qx de boulanges.
440 qx de farines.
12.000 qx d'usages.

Dari millet alpeste :

9.700 qx de grains.
80 qx de boulanges.
80 qx de farines.

Riz :

33.409 quintaux.

Légumes secs :

Lentilles : 530.000 quintaux.

Haricots : 774.000 quintaux de consommation; 57.000 quintaux de semences.

Pois : 465.000 quintaux de consommation; 120.000 quintaux de semences.

Fèves : 618.500 quintaux de consommation; 6.100 quintaux de semences.

Pois : 203.000 quintaux.

Farine : 140 quintaux.

L/S autres : 1.800 quintaux.

Tourteaux :

680.000 quintaux

*
**

Le personnel oscilla selon les besoins. Son chiffre maximum fut de 146 employés en 1935.

Le budget du Comité apparaît par les chiffres suivants :

Environ 25.000 comptes « Clients »

Montant des redevances :

Du 9 novembre 1931 au 31 juillet 1932..	1.284.470 55
Du 1 ^{er} août 1932 au 31 juillet 1933.....	597.515 13
Du 1 ^{er} août 1933 au 31 juillet 1934.....	1.033.003 01
Du 1 ^{er} août 1934 au 31 juillet 1935.....	3.832.353 11
Du 1 ^{er} août au 31 décembre 1935.....	860.526 75
Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 1936....	1.686.598 40

Total 9.294.466 95

DÉPENSES DE FRAIS GÉNÉRAUX ET DE MATÉRIEL
ET INSTALLATIONS

	FRAIS GÉNÉRAUX	MATÉRIEL ET INSTALLATIONS
Du 9 novembre 1931 au 31 juillet 1932..	329.086,75	58.659,55
Du 1 ^{er} août 1932 au 31 juillet 1933..	539.546,85	71.077,70
Du 1 ^{er} août 1933 au 31 juillet 1934..	751.166,88	66.703,30
Du 1 ^{er} août 1934 au 31 juillet 1935..	2.362.173,98	306.501,25
Du 1 ^{er} août au 31 décembre 1935....	976.724,49	80.101,10
Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 1936..	1.064.957,99	760
	6.023.656,94	583.802,90

CONCLUSION

C'est le progrès sous toutes ses formes, qui oblige l'Agriculture à s'organiser. L'aspect principal de ce progrès, et celui qui crée directement le fait collectif, c'est la concentration industrielle et commerciale. Mais le fait scientifique lui-même, avec les répercussions immédiates qu'il a sur la culture, tend à provoquer l'association des producteurs pour étudier les problèmes techniques, confronter les expériences, mettre parfois les efforts en communs, etc. C'est si vrai que nous voyons naître dès le XVIII^e siècle les sociétés d'agriculture dont l'objet fut l'application de la science à la culture du sol et à l'élevage.

Ces sociétés ne vécurent qu'un tiers de siècle, de 1757 à 1793, et leur activité fut trop souvent purement académique (Arthur Young ne leur ménage pas ses railleries); elles n'en contribuèrent pas moins à développer le progrès cultural. « Ce sont elles, écrit leur historiographe, M. Justin, qui ont introduit en France la culture des navets, développé celle de la pomme de terre, des prairies artificielles, de la betterave fourragère, contribué à étendre l'enseignement vétérinaire, etc. » (1). Ce sont elles, surtout, qui eussent formé les premiers cadres de l'association professionnelle si la Révolution

1. *Les Sociétés royales d'agriculture au XVIII^e siècle (1757-1793)* », par M. Justin. Saint-Lô, 1935.

n'était venue interrompre brusquement leur activité et leur existence même.

Pour l'Agriculture cette disparition représente peut-être un siècle de retard dans le développement de son organisation qui ne devait recommencer qu'avec la loi de 1884 sur les syndicats, quoique nous ne puissions oublier le rôle des comices créés par la loi du 20 mars 1851.

Fait digne d'être noté, le syndicalisme agricole fut essentiellement conçu par ses promoteurs comme un agent de progrès cultural, exactement comme les anciennes sociétés d'agriculture. Il s'agissait, en somme, de mettre à la disposition des cultivateurs, par l'association de leurs forces, les objets nécessaires à leur profession et de leur en enseigner le bon usage.

M. de Gailhard-Bancel nous aide à comprendre comment se posait le problème syndical en 1884. « L'emploi des engrais chimiques, écrit-il, très répandu aujourd'hui, l'était beaucoup moins alors et allait devenir un élément très utile pour la propagande syndicale en même temps qu'une occasion de grande activité pour les jeunes syndicats.

« Ils allaient apprendre la façon de les employer aux petits cultivateurs et surtout en assainir le marché.

« Si les engrais avaient une réputation détestable parmi les petits cultivateurs, c'est que ceux-ci avaient été bien souvent trompés par des marchands sans scrupules qui leur vendaient de la terre ou du sable sous le nom d'engrais chimiques...

« ... En même temps qu'ils donnaient des notions sur l'emploi des engrais chimiques, les fondateurs des syndicats en assuraient la qualité par des analyses. Ils faisaient entrevoir les progrès culturaux qu'il serait possible de réaliser grâce à l'emploi d'outils nouveaux et

à des caisses de crédit à côté desquelles on établirait ensuite d'autres caisses : caisse de secours mutuel, d'assurances contre les risques divers, etc.

« Tout cela était nouveau, intéressait les cultivateurs qui assistaient nombreux aux réunions et en profitaient pour se communiquer les expériences qu'ils avaient faites : c'était une sorte d'enseignement mutuel (1). »

Ces lignes expriment admirablement la naissance de l'association en agriculture. Progrès technique, assainissement du marché, groupements pour l'achat, etc., tel est le fait syndical. De même que la communauté familiale assure l'exploitation du sol, la communauté syndicale, groupement des familles d'exploitants, assure l'organisation et la défense de ces familles chaque fois qu'elles doivent entrer en contact avec les formes diverses du progrès scientifique et économique. Le syndicalisme complète si bien l'exploitation paysanne qu'on le voit se développer dans toutes les régions de petite culture, tandis que les pays de grande culture y restent plus rebelles, le fermier du Nord ou l'éleveur de Normandie s'estimant tout à fait capable de faire affaire tout seul avec l'industriel ou le commerçant qui lui achète ou qui lui vend.

La structure de l'organisation corporative agricole, telle qu'elle s'ébauche de nos jours, épouse exactement la forme de la société économique non agricole à laquelle elle doit s'articuler.

Ce que l'association des capitaux réalise dans l'industrie, dans le commerce et dans la banque, l'association des hommes le réalise dans l'agriculture.

Aux sociétés qui vendent les engrais, les machines, tout l'outillage nécessaire aux exploitations agricoles,

1. *La loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels et ses premières applications dans l'agriculture*, par M. H. de Gailhard-Bancel, dans « Vers la corporation agricole ». Paris, 10, rue d'Athènes, 1934.

répondent les syndicats et les coopératives d'achat en commun et d'approvisionnement.

Aux sociétés qui achètent le lait, le vin, le blé, soit pour vendre « en l'état », soit pour transformer, correspondent les coopératives de vente et éventuellement de transformation.

Aux sociétés d'assurances qui garantissent les aléas de toute l'activité humaine correspondent les mutuelles.

Aux sociétés bancaires qui reçoivent l'épargne et distribuent le crédit correspondent les caisses de crédit mutuel.

Par ailleurs, les groupements professionnels de transformateurs ou d'utilisateurs de produits agricoles (meuniers, sucriers, marchands de gros, etc.) trouvent en face d'eux les associations spécialisées du blé, du lait, de la betterave, etc., qui étudient les problèmes économiques et douaniers en vue d'obtenir les solutions législatives ou administratives nécessaires à la protection de l'agriculture. Entre groupements de transformateurs et utilisateurs d'une part et groupements de producteurs d'autre part, les contacts sont étroits. Ils examinent en commun les problèmes communs et passent de plus en plus fréquemment des accords favorables à la stabilité de l'économie générale. Tantôt ces accords ont une importance nationale, c'est le cas de l'alcool. Tantôt ils intéressent une seule région, c'est le cas de la chicorée, celui du Rocquefort, etc.

Nous avons montré dans un chapitre spécial comment producteurs de blé, meuniers et négociants en grains ont collaboré pendant plusieurs années, à la satisfaction générale, au sein d'un Comité interprofessionnel qui a considérablement assaini le marché du blé.

Sur le plan social, les syndicats agricoles s'efforcent également, souvent avec succès, à résoudre les problèmes qui leur sont posés et qui proviennent moins de la nature des choses que de la contamination des activités industrielles et commerciales. Nous avons consacré un cha-

pitre spécial à montrer comment une union régionale de syndicats a réalisé l'accord des propriétaires et des fermiers, d'une part, celui des employeurs et de leurs salariés, d'autre part, par le système des commissions paritaires.

*
**

De tout ce qui existe sur le plan *individuel* (ou plus exactement *familial*) et de tout ce qui est ébauché et même plus qu'ébauché sur le plan *collectif*, nous pouvons dès maintenant induire ce que doit être une organisation corporative de l'agriculture française.

Il faut partir de ce qui *est* afin de le réaliser pleinement; il faut que le régime foncier s'achève en régime corporatif.

Nous devons faire abstraction des solutions *a priori* qui nous sont présentées par analogie avec les solutions que commande, paraît-il, le problème industriel et « capitaliste ». En agriculture, l'unité de la profession est certaine et elle n'est pas coupée en deux par le phénomène de classes. Il n'y a pas d'un côté le capital, de l'autre le travail. Des intérêts divergents existent mais ils sont multiples. (Nous pensons, en réalité, qu'il en est ainsi même dans l'industrie et dans le commerce, mais le marxisme est arrivé à réduire à un pur dualisme l'infinie diversité des intérêts en présence. La concentration a permis cet abus de la doctrine qui finit par avoir une consistance de fait presque égale à la nature des choses.)

Si nous analysons les éléments constitutifs de l'unité agricole — éléments nécessairement convergents dans l'ensemble et possiblement divergents dans le détail — nous apercevons qu'on peut les classer d'un point de vue social et d'un point de vue économique.

La structure *sociale* de la France agricole se décompose de la manière suivante :

Propriétaires exploitants,
Propriétaires non exploitants (bailleurs),
Fermiers,
Métayers,
Salariés.

Il peut donc y avoir opposition immédiate entre propriétaires et fermiers, propriétaires et métayers, chefs d'exploitation (propriétaire, fermier ou métayer) et salariés. Mais cette opposition ne concerne que les intérêts *seconds* d'un taux de fermage, d'une condition de métayage, d'un barème de salaire. Elle ne fait pas échec aux intérêts *premiers* de l'agriculture, qui lient d'une manière unitaire tous les éléments de la production rurale. Revenu de la terre, taux de fermage, importance du salaire — tout cela se tient. C'est la valeur totale de la production du sol qui rémunère finalement propriétaires, fermiers, métayers et salariés.

La structure *économique* de la France agricole se décompose de la manière suivante :

1° *Producteurs de produits divers* (producteurs de blé, producteurs de lait, producteurs de betteraves, etc.);

2° *Producteurs diversement intéressés à un même produit industriel* (pour l'alcool par exemple : viticulteurs, betteraviers, producteurs de fruits, voire de grains, etc.);

3° *Producteurs d'un même produit dont les intérêts sont diversifiés par les régions et les qualités* (pour le blé, par exemple : producteurs des régions excédentaires, producteurs des régions déficitaires, producteurs de l'Afrique du Nord; pour le vin : producteurs d'Algérie et producteurs méridionaux, producteurs de grands crus et producteurs de vins communs, etc.).

Cette triple division fondamentale manifeste la multitude des oppositions d'intérêts qui peuvent se faire jour entre producteurs. Tantôt ce sera la concurrence pour le même produit, tantôt ce sera la concurrence

entre produits de substitution, tantôt ce sera la concurrence du producteur-consommateur et du producteur-producteur (par exemple l'éleveur est acheteur de maïs; ses intérêts sont opposés à ceux du producteur de maïs), tantôt même ce sera l'opposition du consommateur pur avec le producteur pur (l'agriculteur mange du pain et peut ne point faire de blé ou n'en faire qu'en deçà de sa consommation; il boit du vin, mais il n'est pas nécessairement viticulteur, etc.). La vie rurale étant en quelque sorte le résumé de toute la vie économique, on y retrouve évidemment toutes les oppositions possibles que la diversité même des activités humaines permet. Mais il n'en reste pas moins qu'en face des intérêts du « consommateur » considéré comme une entité qu'on oppose au « producteur », en face également des intérêts de l'industrie et du commerce, les intérêts de l'agriculture sont identiques. On l'aperçoit bien au plan des échanges intérieurs et c'est une évidence au plan des échanges extérieurs.

Une et diversifiée dans sa structure sociale, *une et diversifiée* dans sa structure économique, l'agriculture française, fondée sur l'exploitation familiale, doit donc trouver les lignes directrices du développement de son organisation corporative dans la réalité même.

Quand, sur le plan social, certains veulent concevoir une organisation générale de l'Agriculture fondée sur le syndicalisme de classe, ils violent manifestement la nature des choses. Car si les patrons et les salariés doivent avoir la possibilité d'envisager et de défendre leurs intérêts propres, l'opposition de ces intérêts ne constitue pas la base d'une organisation.

Quand d'autres, sur le plan économique, rêvent de construire l'agriculture en associations spécialisées par produits, ils rompent l'harmonie des exploitations paysannes et risquent d'écraser la multitude des productions secondaires en ne considérant qu'un des aspects du problème agricole.

La vérité c'est que *tous* les intérêts doivent être reconnus et protégés, au sein d'une unité organique, reflet et expression de l'unité naturelle de l'agriculture nationale.

Si nous recherchons les ordres de *faits* que doit contenir une organisation corporative unitaire (donc respectueuse de la diversité et de la hiérarchie des intérêts unis), nos analyses précédentes nous permettent d'en dégager quatre :

1⁰ Le fait territorial.

Ce qui prime dans l'agriculture, c'est la terre. Le premier lien qui unit les agriculteurs est un lien spatial, territorial. Cela va de soi, mais il n'est pas inutile d'y insister parce que l'évidence peut être perdue de vue quand on échafaude des systèmes. Dans la mesure même où l'Agriculture deviendra « corps », il faut qu'elle reste d'abord « pays ». La *corporation paysanne* ne sera ce qu'elle doit être qu'en se référant constitutionnellement à son origine. On voit la différence fondamentale que présente une telle organisation avec l'organisation fasciste qui se spécifie par « produits » et l'organisation marxiste qui se spécifie par « classes ».

2⁰ Le fait économique.

Après la terre, c'est le produit qui compte le plus. (Il compte même davantage en lui-même, mais il n'intervient qu'en second lieu. Le fait premier est la terre. Pas de produit sans la terre fécondée par le travail de l'homme.) L'organisation corporative doit comprendre la représentation des intérêts exprimés par les produits. Seulement nous voyons bien ici pourquoi le fait territorial doit primer le fait économique, pourquoi la terre doit primer le produit, c'est que les « grands » produits risquent d'écraser les « petits ». On a fait beaucoup de lois pour le blé et le vin. On n'en a pas fait pour les

céréales secondaires, ni pour les produits maraîchers et potagers, ni pour la basse-cour. L'organisation corporative ne doit pas répéter l'erreur parlementaire. Elle ne doit pas connaître les seuls produits « électoraux ». Tout ce que la terre donne ou nourrit doit l'intéresser.

3^o Le fait social.

La terre et l'homme ne font qu'un. Mais le travail de l'homme est plus ou moins étroitement impliqué dans la fécondation de la terre. L'organisation corporative doit comprendre tous ceux qui sont intéressés à la richesse du sol : propriétaires exploitants, propriétaires fonciers donnant leur terre à bail, fermiers, métayers et salariés. Chacune de ces catégories sociales doit songer à ses intérêts propres. Mais les unes et les autres doivent songer à l'intérêt commun. Cet intérêt commun est évident. Les fermiers, par exemple, ont avantage à la diminution générale des baux. Mais celle-ci tend à provoquer un mauvais entretien des bâtiments et une diminution de la valeur de la terre, dont le contre-coup est finalement une diminution de la valeur des produits. De même les salariés ont avantage à l'augmentation générale des salaires, mais celle-ci tend à provoquer l'équipement industriel des fermes ou le travail purement familial, ce qui rend l'accession de l'ouvrier à la ferme ou à la propriété d'autant plus difficile et accroît la désertion des campagnes. Donc, au delà des intérêts nécessairement opposés, il y a l'intérêt supérieur de la terre, dont la prospérité générale fait la prospérité de chacune des classes considérées, si tant est qu'on puisse parler de classes.

4^o Le fait collectif.

Tous les groupements professionnels du syndicalisme, de la coopération, de la mutualité, ont leur place naturelle dans une organisation corporative. Ne constituent-

ils pas, dès aujourd'hui, les cadres *précorporatifs* de l'agriculture française? (Cf. le chapitre V). Il est inutile d'insister sur ce point.

On peut nous demander, cependant, si nous concevons ces groupements comme des « corporations » ou s'ils doivent eux-mêmes s'intégrer dans une corporation générale, unitaire, qui serait, pour l'ensemble de la France, la corporation agricole. Comme nous refusons un système corporatif par produits ou par classes, comme nous proclamons l'unité organique de l'agriculture, le problème est, en effet, posé de savoir s'il doit y avoir une seule corporation agricole.

A la vérité, ce n'est qu'une question de convention. On peut, si l'on y tient, appeler « corporation agricole » l'organe nationale qui exprimerait la représentation de tous les intérêts agricoles. On peut également — et dans l'alternative ce serait préférable — étendre le nom de « corporation » à tout groupement, quel qu'il soit; mais la *corporation*, dans notre esprit, c'est une certaine catégorie de *personne morale propre au régime corporatif*, au sens où nous avons précisé, plus haut, ce qu'il faut entendre par « régime corporatif ».

En quoi, demandera-t-on la corporation se distinguera-t-elle donc du groupement professionnel actuel? Elle s'en distinguera conformément à la nature du régime corporatif par le fait que la volonté d'association de ses membres sera confirmée par la reconnaissance de l'Etat quant à sa compétence; tout le pouvoir qu'elle tiendra de la délégation de ses membres ou de ses électeurs sera multiplié par le pouvoir qu'elle recevra de la délégation d'un Etat qui se veut souverain mais non pas omniscient.

Juridiquement, la corporation épuise toute la notion de la personnalité morale, telle que l'ont construite la doctrine et la jurisprudence; mais tandis que la personne morale, dès l'instant qu'elle a son origine dans

le contrat, ne peut obliger que les contractants, la corporation, née du contrat, a vocation à régler toute activité analogue à celle qu'exercent ses propres membres. La loi contractuelle, née de la *personne*, se termine à la *personne*. La loi corporative, née également de la *personne*, se termine à l'*acte*.

Nous avons montré, dans notre premier chapitre, comment le code de commerce avait voulu créer un droit commercial *réel* pour remplacer le droit *personnel* des corporations. Il n'y avait qu'à moitié réussi, et c'est un mélange de personnalité et de réalité qui est la marque distinctive du code. C'est que le fait commercial est un fait *professionnel*, c'est-à-dire une répétition d'*actes* effectués habituellement par des *personnes* déterminées. Toute activité professionnelle réunit le double caractère de personnalité et de réalité.

La corporation moderne doit éviter l'erreur de la corporation d'ancien régime (du moins à son déclin) qui était trop fermée aux personnes. Elle doit être *ouverte*. Mais elle doit éviter l'erreur du libéralisme qui laisse toute latitude à chacun d'exercer n'importe comment, n'importe quelle activité. Elle doit être *close*.

Un droit *ouvert* quant aux *personnes*, un droit *clos* quant aux *actes*, tel doit être le droit corporatif.

**

Une objection capitale se présente ici à l'esprit. Si les corporations peuvent régir des activités en dehors de leurs membres il y aura conflit. Quelle sera la limite des diverses catégories de groupements professionnels, coopératives, mutuelles, syndicats spécialisés, etc.?

Un agriculteur ne peut pas obéir à des règles différentes qui émaneraient d'associations diverses. C'est l'évidence même. On aboutit donc nécessairement à la formule de la corporation unique. Comment échapper à ce danger?

Le danger n'existe que si on professe les principes du libéralisme. Cette doctrine, si elle admet l'association (ce qu'il faut d'ailleurs lui faire admettre, ainsi que nous l'avons vu plus haut), ne conçoit que la concurrence entre les associations, ce qui peut aboutir soit à des monopoles, soit à l'anarchie, mais ce qui oblige toujours à reconnaître *exclusivement* la loi contractuelle.

Le droit corporatif, qui considère la liberté comme une fin et non un moyen, — qui sait d'ailleurs que cette liberté peut être aussi le moyen de sa fin — entend la conserver au maximum pour la création de groupes, mais en indique la limite.

A un moment donné, pour un cadre donné, il *faut* un organisme unique. Nous fondant sur le fait que le cadre premier de l'activité agricole est d'ordre territorial, nous devons donc décider que la corporation, au sens plein du mot, sera *régionale*. Déterminer la circonscription de cette région, dire si elle sera cantonale, départementale ou provinciale est affaire d'examen détaillé. La géologie, la géographie, les coutumes, les marchés, les voies de communication auraient à entrer en considération pour opérer le découpage des circonscriptions corporatives. Il suffit ici de poser le principe.

Les corporations régionales éliraient une corporation nationale. Elles seraient elles-mêmes élues par un collège électoral composé exclusivement d'associations. Quant à ces associations, elles se constitueraient absolument librement, comme elles ont le droit de le faire aujourd'hui.

Le droit corporatif naîtrait donc au stade où se situent actuellement d'une part les Chambres d'Agriculture, d'autre part les Unions Régionales de Syndicats ou les syndicats à grande circonscription.

Faisons observer que dans bien des cas ce droit bénéficierait pratiquement à des organismes existant en fait et ayant réalisé l'intégration des diverses forces professionnelles de la région.

La corporation régionale n'est-elle pas toute entière préfigurée dans un syndicat comme celui du Loir-et-Cher — un des plus anciens et des plus puissants de France — dont l'Assemblée générale extraordinaire du 20 janvier 1934 a formulé ainsi l'article 11 des statuts :

Le Syndicat est administré par un conseil composé de 30 membres : 24 sont élus par les adhérents, à raison d'un par canton; 6 sont désignés par les groupements agricoles ci-après énumérés ayant leur siège social à Blois : Caisse Régionale de crédit mutuel agricole de Loir-et-Cher; Coopérative d'approvisionnement des agriculteurs de Loir-et-Cher; Coopérative de vente des agriculteurs de Loir-et-Cher; Coopératives viticoles (vineries et distilleries); Caisses de réassurance des mutuelles-accidents; Caisses de réassurance des mutuelles-incendies.

On voit que dans ce syndicat la représentation *territoriale* des individus et la représentation professionnelle des *collectivités* est parfaitement assurée.

Qu'on amplifie la formule, qu'on substitue aux délégués des individus les délégués des groupements territoriaux, des groupements économiques, des groupements sociaux, et des groupements mutualistes ou autres, on aura une corporation régionale. Il n'y aura plus qu'à lui donner les pouvoirs nécessaires pour qu'elle réalise pleinement son objet.

La structure de l'organisation corporative se dessine ainsi exactement.

A la base, l'exploitation paysanne avec liberté totale pour le cultivateur de former toutes les associations qu'il veut, selon les lois générales ou spéciales actuellement en vigueur. Ces associations demeurent ce qu'elles sont aujourd'hui — quitte à perfectionner la législation, ce qui est urgent dans beaucoup de cas. Le contrat fait la loi des parties et ne fait la loi *que* des parties.

A un certain stade régional (à déterminer), corporation (remplaçant syndicats et Chambres d'Agriculture) élue par les associations diverses de la région, avec pré-

dominance de représentation territoriale. Le droit contractuel est renforcé par le droit corporatif.

Au stade national, corporation nationale, élue par les corporations régionales — toutes formes d'associations libres, restant autorisées, sauf les associations à vocation générale, c'est-à-dire l'Union Nationale des Syndicats et l'Assemblée des Chambres d'Agriculture, qui disparaissent.

Mais il faut bien considérer que ce qui importe au premier chef ce n'est pas le stade national, c'est le stade régional. En effet, le stade national est celui de l'Etat. Par conséquent, une assemblée ou un organe corporatif national risque d'être sans force ou tyrannique. Il fait sa loi à l'Etat, ou subit la loi de l'Etat, ou se confond avec l'Etat. Son rôle doit donc être purement consultatif si l'on veut qu'il soit logique et décent.

Tandis qu'au stade régional, l'organe corporatif ne doit pas être seulement consultatif, il doit être également créateur de normes. Il doit se faire sa loi propre. Il doit régir les activités professionnelles.

La corporation régionale est la pièce essentielle d'une organisation qui permettra la discipline professionnelle et accordera aux individus comme aux groupements le maximum de liberté.

De même que les départements, les conseils généraux et les communes ont des lois statutaires qui déterminent leurs pouvoirs de police et de fiscalité, de même les corporations régionales doivent être instituées par une législation analogue.

Notre droit administratif actuel permet le fonctionnement immédiat de corporations de cet ordre, toute la jurisprudence applicable aux services publics et aux établissements publics étant transposable sans aucune difficulté à un régime corporatif.

A considérer l'histoire de la France, soit ancienne, soit récente, on discerne deux tendances divergentes et également fortes de sa structure sociale : une tendance

de centralisation administrative et une tendance de liberté locale. Peut-être chacune de ces deux tendances est-elle entretenue par l'autre. En tous cas, il semble qu'on puisse satisfaire également à l'une et à l'autre, toute en corrigeant les excès de chacune, en axant l'Agriculture française sur la corporation régionale de manière que ce soit à ce plan que se fasse la rencontre de l'Etat et de l'association professionnelle.

La corporation régionale serait ainsi à la fois le soutien et la limitation de la liberté d'association au-dessous et au-dessus d'elle. Rempart contre la tyrannie étatique et rempart contre l'anarchie libérale, elle favoriserait l'initiative et la concurrence privée tout en y fixant un terme; elle soulagerait aussi l'Etat de tâches qui ne sont pas siennes et qu'il exerce mal, mais lui permettrait, par contre, de diriger, à son rang souverain, une politique agricole d'envergure sur quoi tous ses efforts pourraient se concentrer.

On nous dira peut-être qu'en fixant l'essentiel d'une organisation corporative au plan régional nous négligeons le fait que les grands problèmes économiques sont aujourd'hui des problèmes nationaux. Nous ne l'ignorons pas, mais nous ferons observer qu'ils sont nationaux parce qu'ils n'ont pas de solutions régionales possibles. Le jour où des organismes régionaux pourraient rendre viables des dispositions législatives qui restent souvent lettres mortes, beaucoup des difficultés actuelles seraient supprimées. Au surplus les associations nationales de producteurs — par exemple, les actuelles associations spécialisées — seraient incomparablement plus puissantes si elles pouvaient s'appuyer sur un réseau de corporations régionales. Alors pourrait être établi un office interprofessionnel du blé, alors pourraient être conclues des conventions collectives entre l'agriculture et l'industrie. Dans l'état actuel des choses, on conçoit que de telles réalisations sont impossibles ou conduisent au pur étatisme.

Il va de soi, d'autre part, que les pouvoirs dont disposeraient les corporations auraient pour contre-partie des charges économiques et sociales. Tout l'enseignement professionnel, toute l'éducation des cultivateurs au point de vue de l'hygiène, de l'entretien des fermes, etc., serait de leur compétence au même titre que l'assurance, la prévoyance, la répression des fraudes, la réglementation économique, etc. Toute la discipline professionnelle est, au premier chef, une fonction corporative. Par les *droits* qui lui sont accordés aujourd'hui, le syndicalisme annonce les *obligations* de la corporation de demain.

*
**

Nous ne nous dissimulons pas que ces vues sont de nature à ne satisfaire personne.

Les uns hausseront les épaules en déclarant que notre audace se limite à la promotion d'un mot, celui de « corporation », et que, pour le reste, nous laissons subsister tout le régime actuel, notre « corporation régionale » n'étant, en somme, qu'un établissement public (une Chambre d'Agriculture pour tout dire), auquel la moindre loi pourrait donner les petits suppléments de pouvoir que nous demandons.

Les autres estimeront, au contraire, qu'en envisageant des corps régionaux dotés de pouvoirs et extérieurs aux organes administratifs, nous brisons toute la constitution de l'an VIII en même temps que nous portons atteinte à la liberté individuelle.

A la vérité, nous ne nous voulons ni routinier ni subversif. Il nous apparaît que le propre de toute construction politique et juridique est non de détruire, mais de conserver d'abord ce qui existe pour en tirer le meilleur parti et lui donner le maximum de possibilité de développement.

La formation millénaire de l'exploitation paysanne et la formation toute récente et empirique de l'association agricole doivent recevoir un cadre d'institutions qui leur soient favorables. Cela n'exige pas de révolution dans les choses. A moins que les principes mêmes que nous affirmons comme constitutifs d'un véritable régime corporatif soient considérés comme révolutionnaires. Nous laissons à chacun d'en décider. Il est, certes, indéniable que ces principes s'opposent radicalement à ceux du libéralisme et de l'individualisme, d'une part, à ceux du marxisme et du socialisme d'Etat, d'autre part. Mais si l'opposition des principes crée une situation révolutionnaire, cette opposition n'existe pas d'abord dans les faits. Les hommes qui gouvernent un pays peuvent donc l'incliner doucement vers la reconnaissance des vérités propres à le sauver. Une bonne politique prépare aux idées justes qui, à leur tour, soutiennent cette politique. Que les gouvernements, au lieu d'étatiser l'agriculture, lui permettent de s'épanouir dans les formes qu'elle s'est spontanément créées et l'on s'apercevra de l'aisance avec laquelle se réaliserait le régime corporatif que nous préconisons.

De quoi s'agit-il en somme? D'inventer des systèmes, des théories, des plans? Nullement. *Il s'agit d'édicter la législation de ce qui est.* Rien ne devrait être plus simple. Mais les hommes préfèrent toujours leurs idées à la réalité.

ANNEXES

**Les revendications corporatives
de l'Agriculture française**

I. — LA REPOSE DE LA SOCIETE DES AGRICULTEURS DE FRANCE A LA COMMISSION DE LA REFORME DE L'ETAT (1934)

La Société des Agriculteurs de France, appelée par la Commission de la réforme de l'Etat à formuler son avis sur les rapports à établir entre l'Etat et les forces économiques du pays, a répondu par la note suivante dans laquelle elle indique, du point de vue de l'agriculture, le sens d'une organisation où les grands intérêts de la Nation auraient leur part de direction et de responsabilité.

I. — Nature de la profession agricole

L'agriculture occupe une place à part dans l'économie française.

Tout d'abord, elle est la première, tant par l'importance numérique de ceux qui s'y adonnent que par le capital et le revenu qu'elle représente dans l'ensemble de la fortune nationale.

A ce double point de vue, elle est la *moitié de la France*. C'est assez dire avec quelle attention tout ce qui touche à son sort doit être considéré.

Cette vérité devient plus certaine encore si on réfléchit que l'agriculture est répartie, par définition même, sur tout le territoire du pays, et que la population agricole est en immense majorité paysanne, c'est-à-dire que la culture n'est pas pour elle *un phénomène de production, mais un mode d'existence*.

Il résulte de ces faits que les problèmes agricoles sont les plus considérables à la fois par les intérêts qu'ils

mettent en jeu et parce qu'ils ne peuvent être dissociés complètement ni des problèmes régionaux ni des problèmes familiaux. Plus que toute autre branche de l'économie nationale notre agriculture est impliquée dans l'organisation administrative du territoire et dans la législation qui régit les personnes et les biens, c'est-à-dire en un mot dans tout l'ensemble de notre droit public et privé.

Le caractère propre de l'agriculture française se reflète assez exactement dans son organisation professionnelle. Celle-ci s'est développée dans le cadre de circonscriptions très variées, en vue *des exploitations paysannes*. Syndicats, coopératives, mutuelles permettent aux cultivateurs de multiplier, sans l'altérer, leur activité personnelle. Les organismes régionaux et nationaux achèvent la valeur d'un système qui s'est construit empiriquement en quelques dizaines d'années conformément à la nature des choses.

A cette structure définitive de l'organisation professionnelle agricole s'est intégré, après la guerre, un mouvement qui correspondait à un besoin nouveau. Spécialisant leur effort, des associations sont nées pour adapter rapidement les principaux produits de nos champs aux phénomènes désordonnés qui se manifestaient dans tous les domaines, économique, monétaire, douanier, etc. Dans le bouleversement de toutes les valeurs, l'agriculture n'était pas épargnée. C'est un signe de ce bouleversement que, pour la défense de la profession agricole, il ait fallu songer à chaque *produit* séparément, selon l'imminence des menaces. En traduisant une crise profonde cette nécessité l'a confirmée sous un aspect nouveau, parce qu'elle a contribué à sacrifier la multitude des cultures secondaires au profit des principales, portant atteinte à l'équilibre des exploitations familiales et faisant craindre, pour certaines denrées, une surproduction onéreuse.

II. — Part de direction à accorder à la profession

La véritable nature de la profession agricole étant ainsi reconnue, celle-ci doit être appelée à avoir dans l'Etat une place qu'elle n'a jusqu'ici que dans la Nation.

Mais, dans ce domaine, toute confusion doit être écartée. La profession représente des *intérêts*. La limite de sa compétence est fixée par ces *intérêts* même. Dans la mesure où ceux-ci forment un tout, en quelque sorte indépendant des autres intérêts particuliers et des intérêts généraux du pays, la profession peut et doit être dotée de pouvoirs propres. Nous examinerons ce point au prochain chapitre (« Responsabilité »). Dans la mesure, au contraire, où les intérêts professionnels ont à s'harmoniser avec l'ensemble des intérêts nationaux, ils ne peuvent disposer souverainement d'eux-mêmes. Ils ont seulement à s'exprimer, à se faire connaître auprès d'un Gouvernement qui, seul, décide. Le régime propre à la profession est le régime *représentatif*. Son rôle, sa fonction sont de l'ordre de la *consultation*.

On aperçoit, à ce point, le pas qu'il faut faire franchir à nos institutions.

Jusqu'ici, le Parlement et les Ministères eux-mêmes ne sont informés qu'au petit bonheur et dans la mesure où il leur est loisible de l'être. Désormais, il est nécessaire que le Gouvernement puisse avoir tous les éléments propres à motiver ses décisions; et, en contrepartie, il est indispensable que les forces économiques, dans leur complexité, soient dénombrées et représentées.

La consultation des intérêts doit être *possible* et elle doit être *obligatoire*. *Le droit à l'existence dans la Nation* reconnu depuis cinquante ans aux groupements professionnels doit être aujourd'hui complété par *le droit à la représentation dans l'Etat*.

Le cadre de cette représentation serait aisément fourni, au plan régional, par *les Unions de syndicats agricoles*

et les Chambres d'Agriculture. Il suffirait que celles-ci fussent adaptées à des circonscriptions moins factices que le département. L'étude des régions à attribuer aux Chambres d'Agriculture serait facilitée par l'existence des organismes libres qui se sont développés dans la législation syndicale.

Un *Conseil national agricole*, élu par les organes régionaux, représenterait, au sommet, l'ensemble de la profession au sein du Conseil national économique.

Ce nouveau Conseil national économique aurait les caractères essentiels suivants :

Les membres en seraient élus par la profession et non point nommés par le Gouvernement. Il ne représenterait que des intérêts privés et serait libre de toute ingérence gouvernementale. Sa consultation serait obligatoire pour toutes questions économiques. Se recrutant et se renouvelant dans le cadre des groupements professionnels, il refléterait exactement l'infinie variété des réalités économiques, sans se soumettre à des catégories artificielles de production, de répartition ou de consommation.

En face de ce Conseil national économique, il serait bon et probablement indispensable de créer un *organe public* qui lui correspondrait. Ce pourrait être, par exemple, une section nouvelle du Conseil d'Etat. Les fonctionnaires de cette section collaboreraient avec le Conseil national économique pour la rédaction des lois et des règlements touchant aux professions, et pour l'établissement des rapports destinés à éclairer le Gouvernement sur l'état actuel de telle ou telle question économique. On pourrait également envisager que seraient dévolues à cette section certaines fonctions analogues à celles qu'exerce actuellement le Conseil d'Etat en matière administrative. Quelque chose comme un contrôle juridictionnel de la corporation.

III. — Part de « responsabilité » à accorder à la profession

Comme nous le disons ci-dessus, la profession a compétence pour gouverner ses intérêts propres. Elle doit donc avoir sur ce point une liberté pleinement responsable.

Le pouvoir professionnel a un double champ d'action : *économique et social*.

Au point de vue économique, c'est toute la *discipline* de la profession qui est en jeu. Le Conseil national agricole aurait à régler les questions actuellement pendantes qui ont trait : à la loyauté des produits et des transactions, aux marques, aux marchés, à la « révision » des groupements, à l'orientation des cultures, etc... Toute la répression des fraudes est de son ressort, ainsi que la recherche des débouchés. La concurrence entre les produits (vin et betterave pour l'alcool, blés et céréales secondaires, etc...) doit être tranchée par elle. De même les intérêts contraires (élevage et production du maïs, utilisateurs et producteurs de semences, etc...) doivent être arbitrés par ses soins.

En matière sociale, l'Etat doit se décharger sur la profession de tout ce qui concerne l'enseignement technique et l'apprentissage, l'organisation du travail et l'hygiène, la prévoyance, l'assistance, l'assurance des risques professionnels et les assurances sociales, les problèmes relatifs au fermage et au métayage, etc...

Tous ces points ne peuvent être ici qu'indiqués. Car il ne s'agit que de poser des principes. Mais les principes étant admis, la mise en application serait aisée. D'une part, en effet, il existe plus que des ébauches de réalisations dans tous ces domaines. D'autre part, les cadres juridiques des activités corporatives se trouvent préparés par les constructions théoriques et jurispruden-

tielles relatives aux personnes morales publiques et privées.

Ajoutons que la décentralisation économique, qui rendrait aux professions les activités dont l'Etat se charge aujourd'hui à tort, devrait être accompagnée d'une décentralisation territoriale. C'est-à-dire que le Conseil national agricole n'aurait pas à assumer personnellement tout ce qui était auparavant du ressort de l'Etat. Il ne devrait même pas faire nécessairement des règlements généraux uniformément applicables à toute la France. Selon la nature des obligations et des droits en cause, une large part de responsabilité devrait être accordée aux Chambres régionales et aux groupements locaux. Ces deux notions conjointes de responsabilité et de liberté s'établiraient à tous les degrés de l'organisation économique selon le même principe que nous avons posé pour justifier l'indépendance de l'ensemble de cette organisation vis-à-vis de l'Etat. Des intérêts, capables de se gérer eux-mêmes sans nuire à d'autres sont par nature libres et responsables. Il suffirait de les respecter.

**II. — LETTRE DE LA CONFEDERATION
NATIONALE DES ASSOCIATIONS AGRICOLES
A M. LE PRESIDENT DU CONSEIL
DES MINISTRES (18 février 1935)
(Extrait)**

L'organisation professionnelle

A cause de leur nombre, les cultivateurs ne peuvent se défendre sur le terrain économique que s'ils acceptent les disciplines de l'association.

Sans oublier comment le législateur depuis cinquante ans a permis la création des syndicats, coopératives, caisses de crédit et mutuelles, et tout en rendant hommage aux fonctionnaires qui ont aidé à leur développement, nous croyons avoir le droit de dire que le principe et la pratique de la collaboration des organisations agricoles avec les Pouvoirs publics n'avaient jamais reçu une adhésion totale. Depuis nous avons connu le refus de collaboration. Trop souvent on a vu les Pouvoirs publics s'efforcer de diviser les associations en surexcitant des divergences de sentiments politiques qui doivent au contraire être soigneusement écartées des organisations professionnelles; ils n'ont pas su comprendre qu'en l'absence d'une forte organisation, la plupart des lois sociales et économiques seront difficilement appliquées dans les masses rurales.

L'Administration des finances n'a cessé de traquer les coopératives. En ce moment, les poursuites se font plus pressantes et le statut légal qui fixera les droits et les devoirs des coopérateurs, réclamé depuis des années, n'est pas toujours préparé.

Un projet vient d'être déposé par le Gouvernement pour faciliter le fonctionnement des ententes industrielles et leur donner le pouvoir de soumettre les dissidents à leurs lois. Nous constatons qu'il n'avait fait aucune place aux ententes agricoles; même amélioré, comme il l'a été par la Commission du Commerce, il serait difficilement utilisable par les agriculteurs qui ont été, une fois de plus, oubliés.

En mettant ici au premier rang de nos revendications l'adoption d'une politique favorable à l'organisation professionnelle de l'agriculture, nous ne pouvons surprendre que ceux qui connaissent mal la vie et les besoins des cultivateurs. Il est d'ailleurs significatif que, dans la plupart des pays étrangers, le salut de l'agriculture ait été recherché dans la création d'une mystique paysanne et d'une organisation professionnelle paysanne, susceptibles de créer l'ambiance, la confiance et la discipline nécessaires à la réalisation des mesures parfois sévères qui s'imposent.

.....
Cette lettre était signée du président de la Confédération Nationale des Associations Agricoles, M. Jules Gautier, et de son secrétaire général, M. Augé-Laribé, ainsi que des associations suivantes, affiliées à la Confédération :

Union Nationale des Syndicats Agricoles, 8, rue d'Athènes, Paris, président : Roger Grand; Association Générale des Producteurs de Blé, 15, rue du Louvre, Paris, président : A. Pointier; Association Générale des Producteurs de Viande, 41, rue Lafayette, Paris, président : André Lavoinnie; Association Générale des Producteurs de Lins, 44, rue Jean-sans-Peur, Lille, président : Michel Dalle; Confédération Générale des Planteurs de Betteraves, 5, rue Tronchet, Paris, président : Monmirel; Confédération Générale des Producteurs de Fruits à Cidre, 33, rue d'Amsterdam, Paris, président : Jean

Lazard; *Confédération Générale des Producteurs de Lait*, 5, rue Tronchet, Paris, président : R. Robineau; *Confédération Générale des Producteurs de Pommes de terre*, 8, rue du Cardinal-Mercier, Paris, président : Caffin; *Confédération Générale des Producteurs de Fruits et Légumes*, 8, rue du Cardinal-Mercier, Paris, président : Caffin; *Confédération Générale des Vignerons du Centre et de l'Ouest*, 11, rue Franciade, Blois (L.-et-C.), président : Jules Gautier; *Confédération Générale des Vignerons*, 3, rue Marcelin-Coural, Narbonne (Aude), président : H. Maillac; *Fédération des Associations Viticoles de France et d'Algérie*, 3, rue Marcelin-Coural, Narbonne (Aude), président : Elie Bernard; *Union Nationale des Coopératives Agricoles de Vente et de Transformation du Blé*, 15, rue du Louvre, Paris, président : A. Du Fou; *Fédération Agricole Régionale du Centre-Sud*, 52, avenue de Juillet, à Limoges (Haute-Vienne), président : Joseph Faure; *Fédération Régionale des Associations Agricoles du Centre*, 11, rue Franciade, Blois (Loir-et-Cher), président : Jules Gautier; *Société des Agriculteurs de la Somme*, 9, boulevard Maignan-Larivière, Amiens (Somme), président : A. Pointier; *Syndicat Agricole de la Région de Paris*, 5, avenue de l'Opéra, Paris, président : Monmirel; *Union Agricole, Horticole et Viticole du département de la Marne*, 4, boulevard Vaubécourt, Châlons-sur-Marne, président : H. Patizel; *Union du Centre-Est des Syndicats Agricoles et Viticoles*, 55, rue de la Préfecture, Dijon (Côte-d'Or), président : A. Toussaint; *Association Centrale des Laiteries Coopératives des Charentes et du Poitou*, Surgères (Charente), secrétaire général : de Crazannes; *Fédération des Associations Agricoles Corrésiennes*, 17, quai Edmond-Perrier, Tulle (Corrèze), président : Joseph Faure; *Union du Sud-Est des Syndicats Agricoles*, 1, rue Bellecour, Lyon (Rhône), président : Garcin; *Fédération des Associations Agricoles du Cher*, 1, rue de la Halle, Bourges (Cher), président : Gindre; *Union Fédérale des Syndicats*

et Associations Agricoles de la Haute-Vienne, 50 bis, avenue de Juillet, Limoges, président : Grellier; *Société des Agriculteurs de l'Oise*, 7, rue du Palais-de-Justice, Beauvais, président : Goré; *Société Agricole de Comptabilité et de Révision*, 8, rue d'Athènes, Paris, président : Henry Girard; *Fédération des Coopératives et Syndicats Laitiers de la Région de Paris*, 41, rue Lafayette, Paris, président : Donon; *Syndicat de la Distillerie Agricole*, 15, rue du Louvre, Paris, président : A. Bataille; *Syndicat des Agriculteurs de la Haute-Vienne*, 34, boulevard Victor-Hugo, Limoges, président : J. de Catheu; *Union des Syndicats Agricoles du Finistère et des Côtes-du Nord*, Landerneau, président : Hervé de Guébriant; *Union Régionale des Syndicats Agricoles du Plateau Central*, 2, boulevard de Guizard, Rodez, président : P. Fabre; *Fédération Agricole du Nord de la France*, 44, rue Jean-sans-Peur, Lille, président : comte d'Hespel; *Union Agricole de Cambrai*, président : C. Derly; *Union Agricole de Valenciennes*, président : P. Cartinny; *Union Agricole de Douai*, président : A. Dussart; *Union Agricole d'Hazebrouck*, président : L. Desmarecaux; *Union Agricole de Bavaï*; *Union Agricole de Lille*, président : H. Ghestem; *Syndicat Central des Agriculteurs de France*, 42, rue du Louvre, président : comte de Montureux; *Fédération des Associations Agricoles de Maine-et-Loire*, 71, rue du Mail, Angers, président : G. de Rochebouet; *Office Central de la Main-d'œuvre Agricole*, 8, rue d'Athènes, Paris, président : E. de Warren; *Fédération des Laiteries Coopératives de Touraine, Maine, Anjou*, 13, rue Jehan-Fouquet, Tours, secrétaire-fondateur : J.-B. Martin; *Syndicat National des Vétérinaires de France et des Colonies*, 28, rue des Petits-Hôtels, Paris, président : H. Clavet; *Fédération des Syndicats Agricoles de l'Oranie*, carrefour Karguentah, à Oran, président : Sicard; *Fédération Agricole du Pas-de-Calais*, 22, boulevard Carnot, Arras, président : J. Boulangé.

III. — RAPPORT

DE LA COMMISSION D'ETUDES DE LA CONFEDERATION NATIONALE DES ASSOCIATIONS AGRICOLES SUR LE REGIME CORPORATIF (1935)

Commission d'études sur le régime corporatif

(Rapport approuvé par l'Assemblée générale
de la C. N. A. A. du 22 juin 1935)

La Commission d'études sur le régime corporatif, dont la constitution a été décidée par l'Assemblée générale de la C. N. A. A. du 6 novembre 1934, s'est réunie les 21 et 29 décembre 1934, 5, 12, 26 et 31 janvier, 16 février, 30 mars, 6 avril, 11 et 18 mai 1935. Au cours de ces onze réunions, elle a examiné et discuté toutes les propositions qui lui ont été soumises par ses membres (1). Aucun vote n'a été émis. Cependant elle a établi le compte rendu des propositions qui paraissent avoir été admises.

Ce compte rendu comprendra deux parties :

I. — Un exposé des motifs;

II. — Un avant-projet d'une proposition d'ordre législatif.

1. MM. Achard, Augé-Laribé, de Blois, de Contades, Fouchet, du Fretay, Garcin, Garnier, Gault, Jules Gautier, Henry Girard, Gous-sault, Roger Grand, de Guébriant, Guillon, Hallé, Hitier, Lanier, Luras, Le Gentil, Le Roy Ladurie, Outters, de Palaminy, Pénin de la Raudière, Rouilly, Rouy, Toussaint, Voron.

I. — EXPOSE DES MOTIFS

L'organisation professionnelle agricole telle qu'elle existe (groupements divers et Chambres d'agriculture) s'est formée dans le cadre d'un régime (juridique, économique, social, politique) dont le fonctionnement actuel constitue un état de fait.

L'établissement d'un régime corporatif en France déborde du cadre strictement professionnel agricole.

En outre, l'établissement d'une corporation agricole ne saurait se concevoir dans sa réalisation intégrale, en dehors d'un régime corporatif appliqué à l'ensemble du Pays. Cependant il n'a pas paru possible, en raison de la composition de la Commission, de procéder à l'examen de propositions intéressant l'ensemble du Pays dans ses diverses activités. Il a paru, par contre, nécessaire de procéder à l'élaboration de propositions éventuelles, intéressant l'agriculture, et dont la réalisation est possible et désirable, même dans le cadre actuel, en raison de la situation particulière de l'agriculture.

Il a été admis, en effet, que la tâche à accomplir devait, pour le moment, se limiter à une *étape* entre l'organisation professionnelle actuelle prise pour base et l'établissement futur d'une corporation agricole.

1° L'organisation professionnelle actuelle est suffisamment connue pour qu'il soit inutile d'en donner ici une description;

2° Quant à la corporation les définitions suivantes ont été admises :

La corporation est la personne morale de la profession organisée quant à ses droits et pouvoirs, quant à ses devoirs et ses responsabilités, vis-à-vis d'elle-même comme vis-à-vis de la collectivité nationale toute entière.

La profession agricole est l'ensemble des activités et des intérêts liés à l'exploitation du sol.

Il a été admis que la profession agricole était *une* et que, en conséquence, il ne devait y avoir qu'une corporation agricole *unique*.

L'accord a paru se réaliser sur les points suivants :

La corporation a un pouvoir propre.

Elle est autonome dans la spécialité de sa compétence.

Sa loi régit les actes, et non pas les personnes. Celles-ci ne sont soumises à la loi corporative que dans la limite de leur activité corporative.

La corporation est soumise à un contrôle juridictionnel (à déterminer).

Les pouvoirs de la corporation ont pour contre-partie sa responsabilité.

A la hiérarchie des pouvoirs corporatifs correspond une hiérarchie des responsabilités.

La corporation, en revendiquant ses droits, doit prendre conscience de ses devoirs.

La Commission a estimé que, dans l'avenir, l'organisation corporative agricole devait trouver sa base fondamentale dans *une organisation syndicale évoluée associant l'ensemble des professions agricoles*. Normalement — c'est le seul moyen d'avoir une base solide — un régime corporatif doit accorder les droits et les pouvoirs concernant la gestion de leurs intérêts professionnels et corporatifs aux individus qui ont accepté de s'agréger dans une organisation syndicale. Ceux qui au contraire se sont désintéressés de cette organisation n'ont plus aucun droit à revendiquer bien qu'ils soient soumis aux décisions corporatives conformes à l'intérêt général.



Ces principes posés, il a été procédé à l'examen des diverses propositions relatives à l'étape qui pouvait être accomplie entre l'organisation professionnelle actuelle prise pour base et l'établissement d'une corporation agricole.

Il a été admis que cette première étape devait aboutir, en tenant compte de la législation et de la situation de fait actuelles, à un renforcement, à une rationalisation et à une amélioration de l'organisation professionnelle existante.

Il a été admis qu'il y avait lieu de conserver les principes de la législation actuelle concernant les groupements professionnels. Ceux-ci trouvent dans l'acte d'*adhésion volontaire* des agriculteurs, la base fondamentale et la plus solide à leur action. La formation de groupements auxquels les agriculteurs devraient obligatoirement donner leur adhésion a été écartée. Cependant il a été décidé que les groupements qui, volontairement, auront accepté certaines règles (quant à leur fonctionnement notamment) et se soumettront à certains contrôles (quant à leur gestion notamment) acquerront de ce fait un caractère spécial qui a été qualifié de « corporatif », comportant l'attribution de pouvoirs, de responsabilités et d'avantages particuliers.

Il a été admis qu'il y avait lieu de conserver les principes de la législation actuelle concernant les Chambres départementales d'Agriculture (établissements publics). Cependant il serait désirable que ces institutions acquièrent en fait un caractère corporatif plus marqué (deviennent des Chambres corporatives agricoles) :

1° En attribuant l'élection de leurs membres :

Pour moitié (au lieu de 1/5 actuellement) aux groupements corporatifs (les groupements non corporatifs n'ayant aucun droit électoral);

Pour moitié (au lieu de 4/5 actuellement) au suffrage universel agricole. Le suffrage universel agricole doit nécessairement être maintenu, attendu qu'il a été admis que l'adhésion des agriculteurs aux groupements professionnels corporatifs resterait un acte facultatif et volontaire. Le corps électoral serait celui fixé par la loi du 3 janvier 1924 relative aux Chambres d'Agriculture,

Cependant l'électorat serait étendu aux femmes et enfants majeurs des exploitants travaillant avec eux et aux techniciens dont l'activité se rattache à la profession agricole. Le corps électoral serait réparti en trois catégories : 1° propriétaires non exploitants; 2° exploitants et techniciens; 3° ouvriers agricoles.

2° En attribuant à ces institutions publiques des pouvoirs « corporatifs » que ne possèdent pas les Chambres d'Agriculture actuelles.

Il a été admis enfin qu'il était nécessaire de créer un organisme « corporatif » national qui serait l'organe de la profession organisée et dotée de pouvoirs « corporatifs ».

Entrant dans les détails d'une réalisation éventuelle, la Commission a estimé, dans le cadre ci-dessus :

Que les groupements corporatifs locaux (la circonscription dite « locale » aurait pour limite maxima le canton) constitueraient les organes d'exécution de l'organisation corporative dans le cadre de leurs attributions statutaires (syndicalisme, coopération, crédit, mutualité). Les organisations corporatives syndicales de caractère général (et elles seules) seraient réputées avoir *vocation corporative générale*. Il a été décidé que, en vue de l'exécution des décisions corporatives, tous les propriétaires et chefs d'exploitation (adhérents ou non-adhérents à un syndicat corporatif) pourraient être obligatoirement *enregistrés*, pour chacune de leurs exploitations distinctes, à un, et à un seul, syndicat local corporatif. Sans être tenus aux obligations syndicales statutaires ils seraient soumis, par l'organe syndical corporatif auquel ils seraient enregistrés, à l'exécution des décisions corporatives en ce qui concerne leurs actes professionnels.

Il a été admis que les organisations professionnelles locales, qui n'auraient pas accepté le règlement corporatif, resteraient libres de se fédérer à un ou plusieurs échelons supérieurs. Mais les fédérations ou unions ainsi

constituées ne pourraient pas acquérir la vocation corporative. Elles n'auraient aucun caractère représentatif ou consultatif. Par contre, les organisations professionnelles locales corporatives ne pourraient se fédérer, à un ou plusieurs échelons supérieurs, qu'avec d'autres organisations professionnelles locales corporatives. Les fédérations et unions ainsi constituées seraient obligatoirement soumises aux règlements corporatifs les concernant (gestion, administration, contrôle). Elles ne participeraient pas à l'élection de la Chambre corporative et n'auraient aucun pouvoir représentatif ou consultatif. La Commission a envisagé que les organisations professionnelles locales corporatives auraient le droit de choisir comme intermédiaire entre elles et la Chambre corporative de leur circonscription une union de syndicats en ce qui concerne l'exécution des décisions corporatives.

La Chambre corporative aurait le département pour circonscription. Il a été admis que cette décision avait pour avantage, en l'état actuel, d'éviter la division du territoire agricole en un trop grand nombre de régions, trop différentes quant à leur importance, et en second lieu, que des répartitions ou regroupements tendant à réduire le nombre de régions, c'est-à-dire à étendre la circonscription des Chambres corporatives étaient désirables.

La Commission n'a pas examiné le nombre de délégués qui composerait la Chambre corporative en souhaitant toutefois qu'ils ne soient pas trop nombreux.

L'éligibilité à la Chambre corporative ne serait pas accordée à ceux qui :

1° Figurent sur une liste électorale professionnelle autre que la liste agricole;

2° Appartiennent à un ordre, compagnie ou chambre professionnels non agricoles, reconnus par l'Etat;

3° Consacrent leur activité principale à des fonctions publiques ou privées autres qu'agricoles;

4° Détiennent un mandat politique : les mandats de conseiller municipal, maire, conseiller d'arrondissement n'étant pas considérés comme des mandats politiques.

Le mode d'élection des délégués à la Chambre corporative a fait l'objet de diverses propositions :

La Commission a admis que les délégués choisis par les groupements corporatifs seraient élus, par eux, sans considération de catégories : propriétaires, exploitants ou non, fermiers, etc...

Par contre, les membres de la Chambre corporative élus par le suffrage universel seraient élus au scrutin de liste, sur des listes comportant des candidats répartis proportionnellement au nombre d'électeurs inscrits dans les trois catégories d'électeurs : propriétaires, exploitants et membres de leur famille électeurs, ouvriers agricoles. Les techniciens seraient rattachés à la catégorie des exploitants. Le vote aurait lieu séparément par chacun des trois corps électoraux.

La Chambre corporative serait l'organe unique de représentation des intérêts agricoles généraux et spéciaux de sa circonscription. Elle fixerait en toute autonomie, mais dans le cadre des décisions et sous le contrôle de la Chambre corporative nationale, les règlements corporatifs concernant sa circonscription. Elle en assumerait l'exécution par l'organe des syndicats corporatifs où ceux-ci l'ont demandé par l'intermédiaire de leurs unions corporatives.

La Chambre corporative nationale serait formée d'un délégué élu par chaque Chambre corporative. La Chambre corporative nationale fixerait les dispositions corporatives d'ordre national.

Les Chambres corporatives seraient les organes d'exécution de la Chambre corporative nationale qui les contrôle.

Les décisions et règlements corporatifs départementaux établis par les Chambres corporatives ne seraient exécutoires que sur avis favorable de la Chambre corporative nationale.

La Chambre corporative nationale pourrait constituer des sections corporatives spécialisées par produits ou par objets, formées de *délégués spéciaux* élus par les Chambres corporatives intéressées. Mais les propositions des sections spécialisées ne seraient exécutoires qu'après décision de la Chambre corporative nationale.

Ces indications schématiques sont fort incomplètes, elles laissent sans solution de nombreuses difficultés. Aussi bien les travaux de la Commission n'ont-ils pas prétendu régler toutes les questions soulevées par les mesures envisagées. Par suite, se basant sur la législation et l'état de fait actuels, ne propose-t-elle qu'un avant-projet de proposition de loi, destiné à préciser l'étape qui lui paraît susceptible d'une réalisation immédiate, sans préjuger ni de la constitution d'un régime agricole corporatif définitif dont elle a donné les principes, ni de l'établissement d'un régime corporatif national intéressant l'ensemble des professions.

II. — AVANT-PROJET DE PROPOSITION DE LOI

(Nous ne croyons pas utile de reproduire ici le texte, fort long, d'avant-projet de proposition de loi établi par la Commission d'études de la C. N. A. A. Les principes qu'il met au point sont ceux qui sont précisés dans l'exposé des motifs qu'on vient de lire.)

IV. — LE PROGRAMME DU COMITE D'ACTION PAYSANNE (1935)

Fondé par les dirigeants des principales associations agricoles centrales et spécialisées de l'agriculture française, le Comité d'Action Paysanne a publié, en septembre 1935, un programme dont voici la conclusion :

.....

Quand nous dénonçons l'écrasement des cours et, d'une manière plus générale, leur *instabilité*, les écarts excessifs qu'ils affectent, nous ne touchons du doigt qu'un des phénomènes caractéristiques de notre époque.

Avant-guerre, il faut bien le dire, des différences considérables de production n'entraînaient que de très faibles variations de cours. Les exemples qu'on peut produire en matière de blé sont, à cet égard, significatifs.

D'où venait cette stabilité relative? L'explication en est facile.

Une richesse générale, une épargne abondante, tant individuelle que collective, des conditions monétaires et financières saines, permettaient d'équilibrer à tous les stades des échanges, l'offre et la demande; et dans cette harmonie, chère au professeur de l'économie classique, les marchés à terme, eux-mêmes, jouaient un rôle souvent bienfaisant.

Commerce et crédit assuraient alors leur fonction et la production s'adaptait à la consommation, comme aussi bien la consommation épousait à peu près la courbe de la production.

Aujourd'hui, les conditions sont changées. On peut le regretter, on ne peut le nier.

Tout de même que nous constatons *le fait d'avant-guerre*, nous constatons, avec la même objectivité, *le fait d'après-guerre*.

Par la guerre, des masses énormes de capitaux ont été détruites qui ne sont pas reconstituées.

Par l'inflation, l'épargne a disparu des budgets familiaux, tout *comme les réserves ont fondu* dans les entreprises privées.

Mondialement, *l'instabilité monétaire* est générale.

Nationalement, *l'instabilité financière* est permanente.

Aux petits commerçants indépendants, solidement assis sur leur trésorerie personnelle, se sont substituées trop souvent *de grosses sociétés de capitaux*, qui les emploient, désormais, comme agents salariés.

Les banques locales, auxiliaires de ces anciens commerçants, ont presque toutes sauté ou ont été absorbées par les *grands établissements de crédit*.

Qu'est-il résulté de tout cela?

C'est que le réseau très serré des échanges, qui opposait autrefois individu à individu dans des organisations très ramifiées, a trop souvent fait place à un système extrêmement grossier dans lequel le producteur isolé n'a plus en face de lui que quelques puissances acheteuses ou vendeuses entre lesquelles il est sans défense.

On dit souvent que le producteur accuse le commerçant; il l'accuse si peu qu'il n'hésite pas à regretter sa disparition dont il est la première victime.

Aujourd'hui, le prix du blé peut monter ou baisser de plusieurs dizaines de francs, le cultivateur n'est pas maître des cours.

Ni son désir, ni son travail, ni son coût de production, ni ses nécessités vitales n'interviennent pour un iota dans leur fixation. Ses bénéfices comme ses pertes sont commandés par des puissances qu'il ignore.

Bref, cette chère « loi de l'offre et de la demande » ne fonctionne plus; ou, si l'on veut, elle fonctionne de telle manière que si elle était respectée, elle aboutirait

simplement à la mort du paysan français pour sauver — et ce n'est pas prouvé! — la vie des paysans chinois.

Beau résultat dont nous nous soucions peu!

Il faut donc *libérer le producteur français.*

L'émancipation de la paysannerie reste à faire.

L'égalité des droits politiques est une chose, l'égalité des droits économiques en est une autre.

Satisfaite sur le premier point, la paysannerie ne l'est pas sur le second.

Pour répondre au *trust de ses vendeurs* (engrais, machines, etc., etc.), elle ne dispose, à l'heure actuelle, que du *syndicat*.

Pour répondre au *trust de ses acheteurs* (meunerie, distillerie, laiterie, etc.), elle ne dispose que de la *coopérative*.

Pour suppléer à la *carence des banques*, on l'a dotée officiellement du *crédit agricole d'Etat*, aussi apparemment généreux qu'absurdement désordonné dans ses applications.

La lutte n'est pas égale.

On sait quel énorme effort ont fourni les syndicats, les coopératives et les mutuelles, surtout depuis la guerre.

S'exerçant dans un cadre trop limité, parce que ne disposant pas des pouvoirs suffisants, leur activité a produit des résultats considérables certes. Elle n'a pu parvenir à affranchir la paysannerie.

La paysannerie est asservie ou, si l'on préfère, en tutelle. Elle n'est point libre.

Pourquoi?

Parce que, dans une transformation générale des activités économiques qui s'exprime par leur concentration (soit *privée*, sous forme de sociétés, d'ententes, de cartels et de trusts, soit *publique*, sous forme d'offices, de monopoles et d'administrations directes d'Etat) l'agriculture est restée une activité individualiste.

On lui en fait grief.

Peut-être n'a-t-on pas tout à fait tort, car elle aurait pu tenter un plus grand effort de compréhension et d'adaptation.

Néanmoins, il ne faut pas oublier deux choses :

1° Que la nature du travail agricole est un obstacle à l'effort collectif;

2° Qu'aucun cadre juridique approprié n'a été offert à la paysannerie pour s'organiser en groupes vraiment puissants.

Tandis que le commerce et l'industrie recevaient du législateur des textes conformes à leur nature et qui leur permettaient de se développer en sociétés puissantes par l'ampleur de leurs capitaux, l'agriculture demeurerait livrée à elle-même.

La loi syndicale dont elle bénéficia par surprise, il lui fallut en forcer le sens pour en faire un instrument utile, et la coopération, malgré un décret-loi plein de bonnes intentions, attend encore son statut.

Syndicats et coopératives, mutuelles et associations de la loi de 1901 sont des rouages singulièrement débiles à opposer tant aux souples et puissantes sociétés de capitaux qu'à l'Etat Providence ou tyran.

*
**

Nous demandons donc autre chose.

Nous demandons un *statut organique de nature à permettre à l'organisation professionnelle d'atteindre les buts qu'elle s'assigne en appliquant les moyens qu'elle préconise.*

Nous demandons l'instauration d'un régime *corporatif* dans lequel les *organismes professionnels, les corporations* recevront des pouvoirs tels qu'elles puissent appliquer ou faire appliquer les mesures de leur com-

pétence qu'elles auront jugé nécessaires pour la sauvegarde des intérêts dont elles ont la charge.

Il faut une discipline, il faut pouvoir faire respecter cette discipline, l'imposer s'il est nécessaire.

L'Etat — l'expérience de ces dernières années en a apporté trop de preuves douloureuses — est trop souvent *impuissant* à faire respecter les décisions *inapplicables* du législateur.

La corporation agricole seule, sous le contrôle de l'Etat, est en mesure de délibérer des intérêts de ses membres et d'appliquer les décisions prises.

Groupements fondés sur le rassemblement des hommes, selon leur profession, et non pas sur le rassemblement des capitaux, la *corporation* investie des pouvoirs réglementaires de juridiction et de police qui lui sont nécessaires, *sauvera le paysan de son individualisme contre les sociétés toutes puissantes qui le dépouillent actuellement.*

Elle sera l'instrument de discussion des prix avec les vendeurs et les acheteurs de l'agriculteur.

Elle régularisera l'offre des produits par les moyens appropriés, selon les régions, selon les techniques propres aux traditions et aux nécessités.

Elle réglera avec les autres corporations toutes les questions touchant leurs intérêts communs.

Elle fera, d'autre part, l'éducation paysanne. Elle revendiquera l'application des lois sociales dont les producteurs ont été frustrés jusqu'ici ou dont ils ont été écrasés parce qu'on a ignoré toujours la nature véritable de leur activité.

En un mot, elle donnera à la paysannerie française l'égalité économique à laquelle elle a droit, elle lui rendra une liberté qui pour elle n'est plus qu'un mot. Elle sera le moyen humain de restituer à l'homme sa place dans une société qui ne connaît que l'argent.

Ce ne sont pas des mots vides de sens que nous produisons ici.

Quand nous disons « corporation », quand nous disons « régime corporatif », nous n'agissons pas des drapeaux : nous apportons des idées, nous dressons un programme.

Le *moyen* corporatif que nous réclamons est le seul qui convienne aux *buts* que nous poursuivons.

La paysannerie souffre d'un double mal d'origine identique : *l'individualisme* et *l'étatisme*. Ce mal ne peut être guéri que par la doctrine qui, reconnaissant d'une part que l'homme est un « animal social », refuse de le livrer à l'isolement, sous le masque de la liberté thorique qui lui prépare les pires servitudes de fait; qui, reconnaissant, d'autre part, le caractère sacré de la personne humaine, refuse de l'asservir à l'Etat.

Nous renvoyons dos à dos le régime libéral agonisant et le collectivisme moscoute.

L'un et l'autre aboutissent à l'esclavage de l'individu.

L'homme s'agrége naturellement à des groupes dont il tire sa dignité d'homme civilisé — car seul, il serait un sauvage ou un fou. Ces groupes sont la famille, le village, la région, la nation, le métier. Mais le plus important de tous ces groupes, dans l'ordre *pratique*, c'est celui du métier, celui de la profession. C'est le plus important, parce que la vie humaine est avant tout faite de travail.

La corporation doit être le groupe social de la profession, c'est-à-dire que ce groupe doit recevoir des règles de droit nettement définies. Chez nous *cela n'existe pas*.

Les professions n'ont ni droits, ni pouvoirs, ni responsabilités, ni devoirs.

C'est cela qui doit changer.

L'intérêt même des individus exige qu'ils ne soient pas livrés à eux-mêmes, mais qu'ils *s'unissent légalement* autour de ce qui les *unit naturellement*.

Toute la notion de corporation repose autour de la notion de pouvoir.

La corporation doit avoir des *pouvoirs* pour *obliger ses membres* à se conformer aux règles du groupe.

Elle doit avoir des *pouvoirs* pour *défendre ses membres*, pour représenter leurs intérêts auprès de l'Etat et pour traiter avec les autres groupes corporatifs.

Tel est ce qui la distingue des associations contractuelles et des offices publics qui existent aujourd'hui.

V. — RAPPORT
DE MM. DEVINAT ET GARNIER
AU CONSEIL NATIONAL ECONOMIQUE
SUR LA POLITIQUE AGRICOLE
DE LA FRANCE
(5 juillet 1935)
(Extrait)

Du très long rapport de MM. Devinat et Garnier présenté au Conseil National Economique et approuvé par lui, nous extrayons les lignes suivantes :

Dans les périodes de lente évolution et de paix économique, on peut prétendre que le régime de la libre concurrence est préférable à tous les autres. C'est, du moins, le plus conforme à la mentalité paysanne.

Il laisse s'épanouir les qualités d'initiative qu'on se plaît à reconnaître au cultivateur français. L'individualisme paysan a donné, dans le passé, de magnifiques résultats. Il a fortement contribué à la constitution de ces petites exploitations familiales qui donnent à l'agriculture française une physionomie si particulière et si attachante. Il a permis l'enracinement au sol de familles saines et robustes qui ont constitué, à travers les siècles, le réservoir de jeunesse et de force de notre pays.

Mais il est clair que le désordre économique conduit les cultivateurs à la ruine. La liberté absolue, l'absence de toute discipline et de toute orientation ont des conséquences redoutables. Le travail le plus acharné ne paye plus, les réserves s'amenuisent, toute confiance disparaît, la révolte gagne les esprits. La liberté de produire se

traduit par la liberté de s'endetter. Dans les campagnes, les plus fidèles tenants du libéralisme sentent bien que des mesures de discipline s'imposent.

Ces mesures doivent-elles — comme dans certains pays — aboutir à une véritable étatisation de l'agriculture? Les expériences poursuivies à l'étranger nous incitent à écarter cette solution, qui se heurterait d'ailleurs, chez nous, à la mentalité, aux traditions, aux volontés de nos paysans.

La mainmise brutale, directe, de l'Etat sur l'agriculture serait vouée, en France plus peut-être qu'ailleurs, à un échec dangereux.

A qui donc confier l'organisation de la production agricole, rendue indispensable par l'état d'anarchie économique qu'entretient la surproduction?

Ce que l'agriculture ne peut obtenir ni de l'individu ni de l'Etat, c'est à la profession qu'elle doit le demander.

L'organisation de la production agricole implique désormais une organisation professionnelle aussi solide, aussi saine et aussi complète que possible.

BIBLIOGRAPHIE

On ne peut guère étudier l'organisation professionnelle agricole dans les livres.

Les documents à consulter sont essentiellement :

1° Les comptes-rendus des Congrès de l'agriculture française (11 *bis*, rue Scribe).

2° Les comptes-rendus des sessions de l'Assemblée des Présidents des Chambres d'Agriculture (11 *bis*, rue Scribe).

3° Les comptes-rendus des Congrès de l'Union nationale des syndicats agricoles (18, rue des Pyramides).

On y ajoutera les Conférences organisées par l'Institut national agronomique (58, rue Claude-Bernard) et les rapports au Conseil national économique (publiés au *Journal Officiel*).

Les principales adresses qu'il faut connaître pour l'étude des questions relatives à l'organisation professionnelle agricole sont les suivantes :

1° 8, *rue d'Athènes*, siège de la Société des Agriculteurs de France, dont la bibliothèque est la mieux montée de Paris au point de vue agricole.

2° 11 *bis*, *rue Scribe*, siège de l'Assemblée des présidents des chambres d'Agriculture et d'une douzaine de groupements agricoles divers.

3° 18, *rue des Pyramides*, siège de l'Union nationale des syndicats agricoles, de l'Association générale des producteurs de blé, de l'Office central de comptabilité et d'économie rurale, de l'Union nationale des coopératives de vente et de transformation de blé, de l'Association générale du crédit mutuel et de la coopération agricole, et de quelques autres groupements agricoles.

4° 46, *rue de Douai*, bureaux de l'Office central de la Mutualité agricole.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	v
CHAPITRE I	
Le problème agricole.	
1. Nature juridique de l'Agriculture	1
2. Nature économique et sociale de l'Agriculture..	9
3. Quel est le problème agricole?	16
CHAPITRE II	
La solution libérale	29
CHAPITRE III	
La solution marxiste	45
CHAPITRE IV	
La solution corporative.	
1. Valeur de la petite exploitation agricole	63
2. Indépendance du phénomène corporatif	70
3. Nature d'un véritable régime corporatif	82
4. L'agriculture et le régime corporatif	86
CHAPITRE V	
Les cadres précorporatifs de l'Agriculture française	95
CHAPITRE VI	
Un exemple de solution corporative sur le plan social. — Les Commissions paritaires de Bretagne	111
CHAPITRE VII	
Un exemple de solution corporative sur le plan économique. — Le Comité interprofessionnel du blé	135
CONCLUSION	169

ANNEXES

I. Réponse de la Société des Agriculteurs de France à la Commission de la Réforme de l'Etat	189
II. Lettre de la C.N.A.A. au Président du Conseil (Ex- trait)	195
III. Exposé des motifs d'un avant-projet de proposition de loi établi par la Commission d'Etudes corpo- ratives de C.N.A.A.	199
IV. Programme du Comité d'Action paysanne (Con- clusion)	207
V. Rapport au Conseil national économique sur la politique agricole de la France (Extrait)	215

Vu : Le Président,
William OUALID.

Vu : Le Doyen,
Edgard ALLIX.

Vu
et permis d'imprimer :
Le Recteur
de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY.

HEMMERLÉ, PETIT & C^{ie}
IMPRIMEURS A PARIS
2 et 4, rue de Damiette
